

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 2 mars 1971, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les agglomérations et les fédérations de communes", a donné le 15 mars 1971 l'avis suivant sur les articles 1 à 23 :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e maart 1971 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de agglomeraties en de federaties van gemeenten", heeft de 15e maart 1971 het volgend advies gegeven over de artikel 1 tot 23 :

Article 1er.

Cet article est repris dans les articles 1er, 2 et 3 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

L'article 1er de ce texte est rédigé de manière à faciliter la modification de la loi dans l'éventualité où le législateur créerait de nouvelles agglomérations. Il suffira à cette fin de compléter l'alinéa 1er.

L'article 1er, § 5, du projet fixe le siège principal des services de chaque agglomération. L'article 108bis, § 1er, de la Constitution dispose que la loi détermine l'organisation et la compétence des agglomérations en consacrant l'application des principes énoncés à l'article 108. Par là même, il se réfère aussi à l'article 31 de la Constitution. Quant à l'article 108, alinéa 2, il dispose que la loi consacre l'application des principes suivants :

2° l'attribution aux conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal.

En fixant lui-même la localisation du siège principal des services des agglomérations, le législateur déciderait implicitement que cet objet n'est pas exclusivement d'intérêt d'agglomération. En revanche, s'il estimait que cette localisation est d'intérêt d'agglomération, cet objet relèverait des attributions du Conseil d'agglomération, conformément à l'article 48 du projet, et l'article 1er, § 5, du projet devrait être omis.

.../...

Article 2.

Cet article devrait être subdivisé en cinq paragraphes, de manière à faciliter la modification de la loi en cas de création de nouvelles agglomérations.

Il y a lieu d'observer que, jusqu'à ce jour, la commune de Drongen porte également le nom français de Tronchiennes (Annexe au Code judiciaire, article 1er, § 137, contenu dans la loi du 10 octobre 1967).

Chapitre III du Titre Ier.
=====

Le chapitre III du titre Ier s'intitule :
"De la compétence". Il est pris en exécution de l'article 108bis, § 1er, de la Constitution qui emploie le même terme. Or, le terme "compétence" s'entend plutôt des pouvoirs reconnus à un organe déterminé que des pouvoirs reconnus à la personne juridique elle-même. S'agissant de cette personne, il eût été préférable d'employer le terme "attributions", qui s'inspire d'ailleurs de l'article 108 de la Constitution et qui est repris au titre II de la loi communale.

Article 4.

L'article 4 comprend deux alinéas.

Si le deuxième alinéa ne tendait qu'à donner aux agglomérations un moyen juridique d'exercer le pouvoir prévu au premier alinéa, il pourrait être introduit par les mots "A cette fin".

Il ressort au contraire de l'exposé des motifs que le deuxième alinéa donne à l'agglomération le pouvoir

.../...

d'adresser aux communes des recommandations "pour tout problème qui concerne l'agglomération". Ces recommandations ne doivent pas avoir nécessairement pour objet la coordination des activités des communes qui la composent. L'alinéa 2 devrait, dès lors, faire l'objet d'un article distinct (article 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Selon l'exposé des motifs, les recommandations "ne lient pas les pouvoirs communaux". Il va de soi, au surplus, que ces recommandations doivent être prises dans le respect de la loi.

Le projet ne désigne pas l'autorité d'agglomération compétente pour adresser des recommandations aux communes. Le silence de la loi sur ce point doit s'interpréter comme donnant compétence exclusive au Conseil d'agglomération (article 48) . C'est selon cette interprétation que le Conseil d'Etat a apporté la précision au texte qu'il propose.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, la recommandation peut être adressée non seulement à l'ensemble des communes de l'agglomération mais aussi individuellement à une ou plusieurs d'entre elles. Si telle était la volonté du législateur, cette précision devrait figurer dans le texte même (voir article 7, alinéa 1er, du texte proposé par le Conseil d'Etat). La loi devrait encore, à tout le moins, prescrire que l'autorité communale destinataire d'une recommandation sera tenue de faire connaître, dans un délai déterminé, la suite qu'elle aura réservée à celle-ci (article 7, alinéa 2, du texte proposé). L'emploi des termes "autorité destinataire de la recommandation" implique que la recommandation peut être adressée à n'importe laquelle des autorités communales : conseil communal, collège des bourgmestre et échevins, bourgmestre.

Articles 5 à 7.

L'article 5 énumère les compétences que la loi attribue aux agglomérations et "qui surgissent du fait même de la création d'une agglomération" (exposé des motifs). Ces compétences, dites nouvelles, se distinguent des compétences dites exclusives, en ce que ces dernières appartenaient déjà aux communes mais cesseront de leur appartenir pour être transférées à l'agglomération (article 6); ce transfert pourra se faire progressivement en vertu de l'article 243 du projet. L'article 7 traite des compétences dites subsidiaires.

La distinction entre les compétences nouvelles et les compétences exclusives ne doit pas être reprise dans le texte même de la loi, où elle pourrait faire croire à des différences dans la manière dont les unes et les autres doivent être exercées. Dans le texte proposé par le Conseil d'Etat, les articles 5 et 6 du projet sont dès lors fusionnés en un seul article (article 9), dont les 5° à 22° reprennent les 1° à 17° de l'article 6 du projet.

La limitation de la compétence des agglomérations aux attributions actuelles des communes quant aux objets énumérés à l'article 6 du projet est exprimée dans l'alinéa 2 de l'article 9 du texte proposé par le Conseil d'Etat. Cet alinéa devrait en outre se référer au 4° nouveau (article 5, 3°, du projet) si, comme le suppose le Conseil d'Etat (voir ci-dessous), les agglomérations ne se voient attribuer en matière de police de la circulation routière que les attributions des communes, à l'exclusion de celles des Ministres, des gouverneurs de province et des députations permanentes.

.../...

L'article 5, 1°, du projet attribue comme compétence à l'agglomération, "la création, la reprise et la gestion de la voirie de l'agglomération, l'éclairage de cette voirie ainsi que l'élaboration de plans d'alignement la concernant". L'exposé des motifs précise que "la compétence en matière de création et de gestion de la voirie doit être attribuée à l'agglomération lorsque cette voirie ne présente plus un caractère local, mais intéresse l'ensemble de l'agglomération".

De cela, et des explications données au Conseil d'Etat, il ressort qu'il s'agit plutôt de voirie d'agglomération que de voirie de l'agglomération ; les termes du projet impliqueraient que l'agglomération a compétence pour toute la voirie existant dans l'agglomération.

La loi en projet aura pour effet la création d'une nouvelle catégorie de voirie, dont elle ne règle que très sommairement le statut. Cette observation ne fait que souligner la nécessité de promulguer une loi générale sur la voirie, ainsi que le vœu en a été souvent exprimé par la doctrine.

A l'article 5, 1°, le mot "reprise" implique que c'est le Conseil d'agglomération qui déterminera celles des voies publiques communales qui relèveront désormais de l'agglomération.

Si l'on entendait permettre à l'agglomération de se voir attribuer des voies publiques qui relèvent actuellement de la voirie de l'Etat ou de la voirie provinciale, le projet devrait le dire expressément et fixer les modalités d'une éventuelle reprise. On peut se référer sur ce point à l'article 76, 7°, alinéa 3, de la loi communale.

L'article 5, 1°, du projet charge encore l'agglomération de l'élaboration des plans d'alignement concernant la voirie dont elle a la gestion. Le législateur devrait examiner si, par identité de motifs, l'agglomération ne devrait pas être chargée, à la place des communes, des plans d'alignement relatifs à la grande voirie.

Par souci de clarté, l'article 9 du texte proposé par le Conseil d'Etat traite des plans d'alignement dans un 2° nouveau.

L'article 5, 3°, du projet dispose que les règlements complémentaires de la police de roulage sont de la compétence des agglomérations. Il semble résulter de l'emploi des termes "les règlements", de préférence aux termes "des règlements", que cette compétence doit s'étendre à toutes les voies publiques, notamment aux voies publiques sur lesquelles les règlements complémentaires peuvent actuellement être pris par divers Ministres, par les Gouverneurs de province et par les députations permanentes (lois coordonnées du 16 mars 1968, articles 3 à 5), et aux voies publiques communales qui ne sont pas transformées en voirie d'agglomération.

Il ressort cependant des explications données au Conseil d'Etat que les conseils communaux conserveront cette compétence pour la voirie communale et que les Ministres, les Gouverneurs et les députations permanentes conserveront leurs pouvoirs.

La place de la disposition ailleurs qu'à l'article 7 du projet, qui traite des compétences subsidiaires, implique que la compétence de l'agglomération sur les voies publiques où elle doit s'exercer n'exclut désormais que celle des communes.

Article 6.

Cet article concerne un certain nombre d'attributions de police où le bourgmestre a un pouvoir propre en vertu de l'article 94 de la loi communale. Il faut comprendre l'article 6 en ce sens que ce pouvoir prendra fin.

L'article 6, 1° à 5°, du projet transfère aux conseils d'agglomération diverses compétences exercées actuellement par les communes en matière d'aménagement du territoire, de bâtisse et de lotissement. Ces dispositions tiennent compte de l'avis émis par le Conseil d'Etat, le 8 juin 1965, sur un projet de loi sur les fédérations de communes, en ce qu'elles ne dissocient pas, pour une même portion du territoire, la compétence en matière de plans particuliers d'aménagement et la compétence relative aux permis de bâtir et aux permis de lotir.

L'article 6, 5°, transfère à l'agglomération "la délivrance de permis de lotir impliquant la création ou la modification de voirie, ainsi que la délivrance de permis de bâtir ou de lotir relatifs à des biens immeubles situés dans une commune de moins de 5.000 habitants".

Manifestement, la première partie de ce numéro concerne toutes les communes, quelle que soit leur population, sans quoi elle serait inutile.

La même disposition donnerait compétence à l'agglomération pour la délivrance du permis de lotir impliquant la création ou la modification d'une voirie autre que la voirie d'agglomération (ou la grande voirie), ce qui paraît difficilement conciliable avec l'article 5, 1°, du projet.

In fine de l'article 6, 5°, la loi devrait déterminer si elle se réfère au chiffre de population établi par le recensement décennal ou au chiffre fixé sur base des registres de la population (relevé annuel).

Par souci de clarté, il est proposé de subdiviser le 5° de l'article 6 en deux numéros.

A propos de l'article 6, 17°, du projet, il y a lieu d'observer que la Chambre des Représentants est actuellement saisie d'un projet de loi sur les funérailles et sépultures - (Chambre, Session 1969-1970, Doc. 725, n°s 1 à 6). Ce projet devrait être mis en concordance avec le présent projet.

La même observation pourrait valoir pour les projets qui seraient relatifs à d'autres matières énumérées aux articles 6 et 7.

Article 7.

Cette disposition doit être divisée en deux articles, un par paragraphe.

Le § 1er considère la compétence de l'agglomération comme complémentaire, alors que l'exposé des motifs la présente comme subsidiaire.

Le § 1er, 5°, concerne les équipements sociaux et médico-sociaux.

Il ressort de l'économie générale du projet que cette disposition se limite aux équipements relevant des communes,

à l'exclusion de ceux des commissions d'assistance publique. Si telle n'était pas l'intention du législateur, le texte devrait être modifié en conséquence.

L'article 7, § 2, porte une disposition commune aux agglomérations, aux commissions de la culture et aux fédérations. Le Conseil d'Etat propose d'en omettre ce qui ne concerne pas les agglomérations. En effet, cette disposition sera rendue applicable aux commissions de la culture par un alinéa que le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 197 du projet. Elle sera applicable aux fédérations en vertu de l'article 211, § 3, du projet.

Par ailleurs, le texte de l'article 7, § 2, devrait viser non seulement les lois et règlements généraux, mais aussi les décrets.

Article 8.

Tel qu'il est rédigé, cet article vise toute "décision", même de nature individuelle. Par ailleurs, le projet ne détermine pas les autorités qui devront émettre les avis. Dans le silence des textes, ces autorités sont le conseil communal et le conseil d'agglomération. Réunir les conseils communaux pour émettre un avis sur toute "décision" qu'une autorité quelconque d'agglomération se propose de prendre, ou les Conseils d'agglomération pour toute "décision" d'une autorité communale, est de nature à alourdir considérablement le fonctionnement des communes et des agglomérations. On réduirait ce risque dans une large mesure en limitant le champ d'application de l'article 8 aux actes de nature réglementaire.

Il serait préférable, par ailleurs, d'inclure dans l'article 8 l'objet de l'alinéa 4 de l'article 157 du projet.

L'article 8 soulève une dernière observation.

Aux termes de l'article 7, certaines matières énumérées dans cet article sont de la compétence de l'agglomération "pour autant qu'une initiative complémentaire apparaisse nécessaire à l'égard des communes". L'article 8 soumet à l'avis préalable des conseils communaux ou du Conseil d'agglomération toute "décision" d'une autorité d'agglomération ou d'une autorité communale visant une des matières reprises à l'article 7.

Il n'apparaît pas de l'article 8 quelle est l'autorité qui, en cas de contestation, aura compétence pour décider si une initiative complémentaire est ou non nécessaire. Cette compétence pourrait être attribuée au Roi (voir par analogie l'article 155, alinéa 2, du projet) (article 13 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 9.

Cet article dispose que les décisions, règlements et ordonnances communaux ne peuvent être contraires aux décisions, règlements et ordonnances des agglomérations. La même règle doit valoir pour les actes des commissions de la culture et des fédérations. Une telle disposition serait mieux à sa place à l'article 78, alinéa 2, de la loi communale. Par la même occasion, la loi communale pourrait

être complétée par un article 90bis qui rendrait l'article 78, alinéa 2, expressément applicable au bourgmestre et au collège des bourgmestre et échevins (voir titre IV, article nouveau).

En ce qui concerne la terminologie de l'article 9, il y a lieu d'observer que la Constitution utilise exclusivement les termes "arrêtés et règlements". Ces termes couvrent l'ensemble des actes juridiques, normatifs et individuels, que les autorités d'agglomération peuvent faire. Bien que l'expression "ordonnances" figure dans la législation communale, elle est également comprise dans les termes précités.

L'article 8 ~~proposé~~ par le Conseil d'Etat a été rédigé en fonction de ces considérations.

Article 10.

Cet article fait double emploi avec l'article 108bis, § 1er, alinéa 2, de la Constitution et devrait être omis.

Article 13.

Cet article s'inspire de l'article 65 de la loi électorale communale et doit s'interpréter de la même manière que cette disposition.

.../...

Article 14.

Il semble résulter de ce texte que celui qui a exercé un mandat de conseiller dans un conseil antérieur au conseil sortant ou qui n'a pas achevé son mandat dans le conseil sortant, doit être considéré comme nouvellement élu.

Article 15.

Le 3° de cette disposition emploie les termes "officiers des parquets". Si ces termes désignent les officiers du ministère public près les cours et tribunaux, ils sont inutiles parce qu'ils sont déjà compris dans les termes "membres effectifs de l'ordre judiciaire" figurant dans ce 3°. Si les termes "officiers des parquets" désignent les "officiers ou agents judiciaires près les parquets" visés par l'article 156 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 15 juillet 1970, le texte devrait employer cette dénomination.

L'article 147, § 2, du projet confère à la Cour des comptes le pouvoir d'arrêter définitivement les comptes des agglomérations. Il appartiendra au législateur de décider si, de ce fait, il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions à la Cour des comptes et celles de conseiller d'agglomération.

Article 16.

L'article 16, § 1er, se réfère implicitement à la loi du 1er juillet 1860. Il est suggéré de régler directement ce point dans le projet.

L'article 16, § 2, considère l'élue qui s'abstient de prêter serment comme se désistant de son mandat, alors que la loi du 1er juillet 1860 le considère comme démissionnaire. Le texte du projet doit être préféré; il se conçoit mal, en effet, de considérer comme démissionnaire celui qui n'a pas commencé à exercer son mandat.

L'alinéa 2 est inutile; il fait double emploi avec l'article 20, alinéas 2 et 3.

Articles 18 à 20.

L'article 20 doit logiquement précéder l'article 18.

L'article 20, alinéa 2, devrait s'appliquer aussi bien au cas de déchéance pour perte des conditions d'éligibilité, qui n'est pas prévu et que le Conseil d'Etat propose de régler (article 25 du texte proposé) en s'inspirant de l'article 82 de la loi électorale communale.

Article 23.

Il est proposé d'habiliter le Roi à régler les procédures destinées à mettre fin aux contestations que peut faire surgir l'application des articles 16 à 22 du projet et ce, en s'inspirant notamment de la loi électorale communale. Le Roi pourra ainsi garantir les droits de la défense et régler les difficultés que suscite la procédure trop sommaire de cette loi (voir l'article 29 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

ANNEXE A L'AVIS.

=====

Texte proposé.TITRE Ier. - DES AGGLOMERATIONS DE COMMUNES.CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.Article 1er (article 1er, §§ 1er, 2 et 3, du projet).

Sont créées :

- 1° l'agglomération anversoise;
- 2° l'agglomération bruxelloise;
- 3° l'agglomération carolorégienne;
- 4° l'agglomération gantoise;
- 5° l'agglomération liégeoise.

Le présent titre est applicable à ces agglomérations. Toutefois, les chapitres II à VII ne sont applicables à l'agglomération bruxelloise que dans la mesure où le chapitre VIII n'y déroge pas.

Article 2 (article 1er, § 4, du projet).

Les agglomérations ont la personnalité juridique.

Article 3 (article 1er, § 5, du projet - voir avis).CHAPITRE II. - DU TERRITOIRE DES AGGLOMERATIONS.Article 4 (article 2 du projet, à subdiviser en cinq paragraphes).

.../...

Article 5 (article 3 du projet, le mot "sort" étant remplacé par le mot "produit").

CHAPITRE III. - DE LA COMPETENCE DES AGGLOMERATIONS.
(OU DES ATTRIBUTIONS DES AGGLOMERATIONS).

Article 6 (article 4, alinéa 1er et alinéa 2, in fine, du projet).

Les agglomérations encouragent la coordination des activités des communes, et spécialement la coordination technique des services de police.

Article 7 (article 4, alinéa 2 partim, du projet).

Le Conseil peut, dans l'intérêt de l'agglomération, adresser des recommandations aux communes, à une ou à certaines d'entre elles.

L'autorité destinataire d'une recommandation fait connaître dans les ... jours (dans le délai prévu par la recommandation) la suite qu'elle a réservée à celle-ci.

.../...

Article 8 (impliqué par l'article 9 du projet).

Les autorités d'agglomération exercent les attributions qui leur sont conférées par les articles 9 et 10, par voie d'arrêtés et de règlements.

Article 9 (articles 5 et 6 du projet).

Les objets confiés à l'agglomération sont :

- 1° (article 5, 1° partim, du projet) la création, la reprise, la gestion et l'éclairage de la voirie d'agglomération;
- 2° (article 5, 1°, in fine, du projet) les plans d'alignement relatifs (à la grande voirie et) à la voirie d'agglomération;
- 3° (article 5, 2°, du projet);
- 4° (article 5, 3°, du projet) les règlements complémentaires ayant pour objet la police de la circulation routière sur la voirie d'agglomération (et sur la grande voirie);
- 5° (article 6, 1°, du projet);
- 6° (article 6, 2°, du projet);
- 7° (article 6, 3°, du projet);
- 8° (article 6, 4°, du projet);
- 9° (article 6, 5° partim, du projet) la délivrance de permis de lotir impliquant la création ou la modification de voirie;

.../...

10° (article 6, 5° in fine, du projet) la délivrance de permis de bâtir et de lotir relatifs à des biens immeubles situés dans une commune de moins de 5.000 habitants;

11° à 22° (article 6, 6° à 17°, du projet).

En ce qui concerne les objets énumérés à l'alinéa 1er, 4° à 22°, les agglomérations n'exercent que les attributions dévolues aux communes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 10 (article 7, § 1er, du projet; voir avis pour le 5°).

Article 11 (article 7, § 2, du projet).

Les lois, les décrets et les règlements généraux applicables à l'enseignement communal, notamment la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, s'appliquent à l'enseignement et aux établissements scolaires des agglomérations.

Article 12 (articles 8 et 157, alinéa 4, du projet).

Est soumis à l'avis préalable des conseils communaux tout acte de nature réglementaire à prendre par une autorité d'agglomération dans une des matières reprises à l'article 10.

Est soumis à l'avis préalable du Conseil d'agglomération tout acte de nature réglementaire à prendre par une autorité communale dans une des matières reprises à ce même article.

.../...

Les avis sont joints aux actes, lorsque ceux-ci sont communiqués à l'autorité de tutelle.

Article 13 (nouveau).

Le Roi tranche les contestations qui pourraient surgir entre l'agglomération et les communes, à propos de l'application de l'article 10.

CHAPITRE IV. - DES ORGANES.

Section 1ère - Du Conseil.

Sous-section 1ère - De la composition du Conseil.

Articles 14 à 17 (articles 11 à 14 du projet).

Article 18 (article 15 du projet, sous réserve des deux observations faites dans l'avis).

Article 19 (article 16, § 1er, du projet).

Les conseillers, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge".

Ce serment sera prêté, en séance publique, entre les mains du président ou de celui qui le remplace.

.../...

Article 20 (article 16, § 2, alinéa 1er, du projet).

L'élú qui, après avoir reçu deux convocations successives à l'effet de prêter serment, s'en abstient sans motifs légitimes, est considéré comme se désistant de son mandat.

Article 21 (article 17 du projet).

L'élú qui exerce une des fonctions ou un des emplois prévus à l'article 18 ne peut être admis à prêter serment aussi longtemps que subsiste la cause d'incompatibilité.

S'il ne renonce pas à l'emploi ou à la fonction qui crée l'incompatibilité, dans le mois de la mise en demeure que lui adresse le collège, il est considéré comme se désistant de son mandat.

Article 22 (article 20 du projet).

Tout candidat élu peut, après validation de son élection, se désister de son mandat avant son installation.

Sans préjudice des articles 20 et 21, alinéa 2, le désistement, pour être valable, doit être notifié par écrit au Conseil, qui en prend acte.

Le collège notifie la décision du Conseil à l'intéressé, dans les huit jours, par lettre recommandée à la poste.

Article 23 (article 18 du projet, en remplaçant "article 15" par "article 18").

Article 24 (article 19 du projet).

Article 25 (nouveau).

Le conseiller qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité cesse de faire partie du Conseil.

L'article 82, alinéa 3, de la loi électorale communale lui est applicable.

Article 26 (article 22 du projet).

Article 27 (article 20, alinéa 4, du projet).

L'installation du suppléant ne peut avoir lieu qu'après que le désistement, la démission ou la déchéance est devenu définitif.

Article 28 (article 21 du projet).

Article 29 (article 23 du projet).

Les contestations relatives à l'application des articles 20 à 28 sont portées en premier ressort devant la députation permanente et en dernier ressort devant le Conseil d'Etat.

Le Roi règle la procédure en s'inspirant de l'article 104, alinéas 7 à 10, de la loi provinciale, des articles 80 à 84^{bis} de la loi électorale communale, des principes généraux de toute procédure juridictionnelle et de l'urgence.

Artikel 1.

Dit artikel is overgenomen in de artikelen 1, 2 en 3 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

Artikel 1 van die tekst is zo geredigeerd, dat de wet gemakkelijk gewijzigd kan worden als de wetgever nieuwe agglomeraties opricht. Met een aanvulling van het eerste lid kan dan worden volstaan.

Artikel 1, § 5, van het ontwerp zegt waar de hoofdzetel van de diensten van elke agglomeratie gevestigd is. Artikel 108bis, § 1, van de Grondwet stelt dat de wet de inrichting en de bevoegdheid van de agglomeraties bepaalt en daarbij de toepassing van de beginselen vermeld in artikel 108 verzekert. Het verwijst meteen naar artikel 31 van de Grondwet. Artikel 108, tweede lid, van zijn kant bepaalt dat de wet de toepassing van de volgende beginselen verzekert :
...2° de bevoegdheid van de provincieraden en van de gemeenteraden voor alles wat van provinciaal en van gemeentelijk belang is.

Als de wetgever nu zelf de plaats van de hoofdzetel van de diensten van de agglomeraties gaat bepalen, stelt hij impliciet dat die aangelegenheid niet uitsluitend tot het belang van de agglomeratie behoort. Acht hij daarentegen dat die lokalisatie wel tot het belang van de agglomeratie behoort, dan zou die aangelegenheid onder de bevoegdheid van de Agglomeratieraad vallen overeenkomstig artikel 48 van het ontwerp, en zou artikel 1, § 5, van het ontwerp moeten vervallen.

.../...

Artikel 2.

Dit artikel zou in vijf paragrafen moeten worden onderverdeeld opdat de wet gemakkelijk gewijzigd kan worden ingeval nieuwe agglomeraties worden opgericht.

Opgemerkt moge worden, dat Drongen in het Frans nog steeds "Tronchiennes" heet (bijlagen van het Gerechtelijk Wetboek, artikel 1, § 137, opgenomen in de wet van 10 oktober 1937).

Hoofdstuk III van Titel I.
=====

Hoofdstuk III van titel I heeft als opschrift : "Bevoegdheid". Het is vastgesteld ter uitvoering van artikel 108bis, § 1, van de Grondwet, waar dezelfde term is gebruikt. De term "bevoegdheid-compétence" geldt echter meer voor de machten die aan een bepaald orgaan zijn toegekend dan voor die waarover de rechtspersoon zelf beschikt. Aangezien het hier om die persoon gaat, ware het beter te werken met de term "bevoegdheden-attributions", die trouwens ontleend is aan artikel 108 van de Grondwet en overgenomen is in titel II van de gemeentewet.

Artikel 4.

Artikel 4 bestaat uit twee alinea's.

Bedoelt het tweede lid alleen, de agglomeraties een juridisch middel aan de hand te doen om de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid uit te oefenen, dan zou het beter als volgt beginnen : "Te dien einde mogen de agglomeraties voor ieder hen betreffend probleem aanbevelingen ...".

.../...

Uit de memorie van toelichting blijkt echter dat het tweede lid de agglomeratie bevoegd verklaart om tot de gemeenten aanbevelingen te richten "voor ieder probleem dat de agglomeratie aanbelangt". Die aanbevelingen hoeven niet noodzakelijk te slaan op het coördineren van de activiteiten van de gemeenten waaruit die agglomeratie bestaat. Het tweede lid zou derhalve een afzonderlijk artikel moeten vormen (artikel 7 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Volgens de memorie van toelichting zijn de aanbevelingen "niet bindend voor de gemeentebesturen". Het spreekt ook vanzelf dat bij het verstrekken van die aanbevelingen, de wet geëerbiedigd dient te worden.

Het ontwerp zegt niet welke agglomeratie-overheid bevoegd is om aanbevelingen tot de gemeenten te richten. Het stilzwijgen van de wet moet zo worden geïnterpreteerd dat die bevoegdheid uitsluitend bij de Agglomeratieraad berust (artikel 48). Uitgaande van deze interpretatie heeft de Raad van State de nodige verduidelijking aangebracht in de tekst die hij voorstelt.

Naar aan de Raad van State is verklaard, kan de aanbeveling gericht worden niet alleen tot alle gemeenten van de agglomeratie maar ook individueel tot één gemeente of tot verschillende gemeenten van die agglomeratie. Als de wetgever het zo bedoelt, dan dient hij dit met zoveel woorden in de tekst zelf te zeggen (zie artikel 7, eerste lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst). Ook zou de wet op zijn minst moeten voorschrijven dat de gemeenteoverheid tot wie

.../...

een aanbeveling is gericht, binnen een bepaalde tijd moet laten weten welk gevolg zij daaraan zal hebben gegeven (artikel 7, tweede lid, van de voorgestelde tekst). Het gebruik van de termen "overheid tot wie een aanbeveling is gericht", impliceert dat de aanbeveling tot gelijk welke gemeente-overheid kan worden gericht : gemeenteraad, college van burgemeester en schepenen, burgemeester.

Artikelen 5 tot 7.

Artikel 5 geeft een opsomming van de bevoegdheden welke de wet aan de agglomeraties toekent en die "voortvloeiën uit de oprichting zelf van een agglomeratie" (memorie van toelichting). Deze "nieuwe" bevoegdheden onderscheiden zich hierdoor van de "exclusieve" bevoegdheden, dat deze laatste reeds bij de gemeenten berustten maar hun nu zullen worden ontnomen om aan de agglomeratie te worden overgedragen (artikel 6); die overdracht kan geleidelijk geschieden krachtens artikel 243 van het ontwerp. Artikel 7 handelt over de zogeheten "subsidaire" bevoegdheden.

Het onderscheid tussen de nieuwe en de exclusieve bevoegdheden moet niet worden gemaakt in de tekst zelf van de wet waar het de indruk kan wekken dat beide soorten van bevoegdheden op verschillende wijze moeten worden uitgeoefend. In de door de Raad van State voorgestelde tekst zijn de artikelen 5 en 6 van het ontwerp derhalve verwerkt tot één artikel (artikel 9), waarin onder 5° tot 22° de bepalingen van 1° tot 17° van artikel 6 van het ontwerp zijn overgenomen.

De beperking van de bevoegdheid van de agglomeraties tot de huidige bevoegdheden van de gemeenten wat de in artikel 6 van het ontwerp genoemde aangelegenheden betreft, is geformuleerd in het tweede lid van artikel 9 van de door de Raad van State voorgestelde tekst. Dat tweede lid zou bovendien moeten verwijzen naar het nieuwe 4° (artikel 5, 3°, van het ontwerp) indien, zoals de Raad van State veronderstelt (zie hierna), de agglomeraties zich in zake politie van het wegverkeer alleen de bevoegdheden van de

.../...

gemeenten opgedragen zien, met uitsluiting van de bevoegdheden welke de Ministers, de provinciegouverneurs en de bestendige deputaties in dezen bezitten.

Artikel 5, 1°, van het ontwerp verleent aan de agglomeratie bevoegdheid met betrekking tot "het aanleggen, de overname en het beheer van wegen van de agglomeratie, de verlichting ervan alsmede het opstellen van rooilijnplannen betreffende deze wegen". De memorie van toelichting verduidelijkt dat "de bevoegdheid in zake aanleg en beheer van wegen aan de agglomeratie moet worden verleend, wanneer die wegen niet meer een lokaal karakter vertonen, maar wel de gehele agglomeratie aanbelangen".

Hieruit en uit hetgeen aan de Raad van State is verklaard, blijkt dat het eerder gaat om agglomeratiewegen dan om wegen van de agglomeratie; volgens de termen van de ontwerp-wet zou de agglomeratie bevoegd zijn voor alle in de agglomeratie bestaande wegen.

De ontwerp-wet zal ontstaan geven aan een nieuwe categorie van wegen waarvan zij het statuut slechts op zeer ~~summiere~~ wijze regelt. Hiermede blijkt andermaal de noodzaak om een algemene wegenwet af te kondigen, zoals de rechtsleer al zo vaak heeft gevraagd.

In artikel 5, 1°, impliceert het woord "overname", dat de Agglomeratieraad zal bepalen welke gemeentewegen voortaan onder de agglomeratie zullen ressorteren.

Mocht het de bedoeling zijn dat de agglomeratie ook gezag krijgt over de openbare wegen die thans tot de Rijks- of provinciewegen behoren, dan zou het ontwerp dit met zoveel woorden moeten zeggen en zou het de nadere

.../...

regelen voor een eventuele overname moeten vaststellen. In dit opzicht kan worden verwezen naar artikel 76, 7°, derde lid, van de gemeentewet.

Artikel 5, 1°, van het ontwerp belast de agglomeratie ook met het opstellen van rooilijnplannen betreffende de wegen onder haar beheer. De wetgever zou moeten nagaan of, om dezelfde redenen, de agglomeratie niet in de plaats van de gemeenten zou moeten worden belast met het opstellen van de rooilijnplannen betreffende de grote wegen.

Duidelijkheidshalve handelt artikel 9 van de door de Raad van State voorgestelde tekst over de rooilijnplannen in een nieuw 2°.

Artikel 5, 3°, van het ontwerp bepaalt dat de aanvullende reglementen op de politie van het verkeer tot de bevoegdheid van de agglomeraties behoren. Het gebruik van het bepalend lidwoord schijnt er hier op te wijzen dat die bevoegdheid moet gelden voor alle openbare wegen, onder meer ook voor de openbare wegen waarvoor thans aanvullende reglementen kunnen worden uitgevaardigd door verscheidene Ministers, door de provinciegouverneurs en door de bestendige deputaties (gecoördineerde wetten van 16 maart 1968, artikelen 3 tot 5), en voor de gemeentelijke openbare wegen die geen agglomeratiewegen worden.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zullen de gemeenteraden die bevoegdheid echter behouden voor de gemeentewegen en zullen ook de Ministers, de gouverneurs en de bestendige deputaties hun bevoegdheid verder blijven uitoefenen.

.../...

Dat de bepaling niet staat in artikel 7 van het ontwerp, hetwelk over de subsidiaire bevoegdheden handelt, impliceert dat de bevoegdheid van de agglomeratie inzake openbare wegen, waar deze moet worden uitgeoefend, voortaan alleen de bevoegdheid van de gemeenten uitsluit.

Artikel 6.

Dit artikel betreft een aantal politieaangelegenheden waarvoor de burgemeester krachtens artikel 94 van de gemeentewet een eigen bevoegdheid bezit. Artikel 6 moet zo worden verstaan dat aan die eigen bevoegdheid een einde wordt gemaakt.

Artikel 6, 1° tot 5°, van het ontwerp draagt aan de Agglomeratieraden verscheidene bevoegdheden over die thans door de gemeenten worden uitgeoefend in zake ruimtelijke ordening, bouw- en verkavelingsverordeningen. Deze bepalingen houden in zoverre rekening met 's Raads advies van 8 juni 1965 over een ontwerp van wet op de federaties van gemeenten, dat zij voor eenzelfde gedeelte van het grondgebied de bevoegdheid in zake bijzondere plannen van aanleg niet losmaken van de bevoegdheid in zake bouw- en verkavelingsvergunningen.

Artikel 6, 5°, draagt aan de agglomeratie over, de bevoegdheid in zake "de afgifte van verkavelingsvergunningen die de aanleg of de wijziging van wegenis inhouden, alsmede de afgifte van bouw- en verkavelingsvergunningen betreffende onroerende goederen die gelegen zijn in een gemeente met minder dan 5.000 inwoners".

.../...

Het eerste gedeelte van deze tekst slaat kennelijk op alle gemeenten, ongeacht hun bevolkingscijfer; anders is het nutteloos.

Dezelfde bepaling zou aan de agglomeratie bevoegdheid verlenen voor de afgifte van een verkavelingsvergunning die de aanleg of de wijziging inhoudt van andere wegen dan de agglomeratiewegen (of de grote wegen), hetgeen bezwaarlijk overeen te brengen lijkt met artikel 5, 1°, van het ontwerp.

Artikel 6, 5°, in fine, van de wet zou moeten bepalen of hier verwezen wordt naar het bevolkingscijfer zoals dat blijkt uit de tienjaarlijkse volkstelling, dan wel naar het cijfer dat vastgesteld wordt aan de hand van de bevolkingsregisters (jaarlijkse opgave).

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld de tekst onder 5° van artikel 6 in twee nummers onder te verdelen.

In verband met artikel 6, 17°, van het ontwerp, moge worden opgemerkt dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers thans een ontwerp van wet op de begraafplaatsen en de lijkbezorging aanhangig is (Kamer, zitt. 1969-1970, gedr. st. 725, nrs 1 tot 6). Dat ontwerp zou met het onderhavige ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht.

Dezelfde opmerking zou kunnen gelden voor ontwerpen die betrekking mochten hebben op andere in de artikelen 6 en 7 genoemde materies.

.../...

Artikel 7.

Deze bepaling moet in twee artikelen worden gesplitst, één voor elke paragraaf.

Paragraaf 1 beschouwt de bevoegdheid van de agglomeratie als aanvullend, de memerie van toelichting noemt ze "subsidiar".

Paragraaf 1, 5° heeft betrekking op de sociale en medico-sociale uitrusting.

Uit de algemene economie van het ontwerp blijkt dat deze bepaling alleen slaat op de uitrusting die onder de gemeenten ressorteert, met uitsluiting van die welke aan de commissies van openbare onderstand toebehoort. Mocht de wetgever het niet zo bedoelen, dan zou de tekst dienovereenkomstig gewijzigd moeten worden.

Artikel 7, § 2, bevat een bepaling die geldt voor de agglomeraties, voor de commissies voor de cultuur en voor de federaties. De Raad van State stelt voor, al wat niet op de agglomeraties betrekking heeft, hieruit weg te laten. Deze bepaling zal op de commissies voor de cultuur immers toepasselijk worden verklaard in een lid hetwelk de Raad van State voorstelt toe te voegen aan artikel 197 van het ontwerp. Op de federaties zal zij toepassing vinden krachtens artikel 211, § 3, van het ontwerp.

Anderzijds zou de tekst van artikel 7, § 2, niet alleen moeten verwijzen naar de wetten en de reglementen van algemeen bestuur, maar ook naar de decreten.

.../...

Artikel 8.

Zoals dit artikel is geredigeerd, slaat het op elke "beslissing", ook op een individuele. Het ontwerp bepaalt niet welke overheden de adviezen moeten uitbrengen. Zegt de wet hierover niets, ~~dan zijn~~ dat de gemeenteraad en de agglomeratieraad. Als men de gemeenteraden gaat oproepen om een advies uit te brengen over elke "beslissing" welke enige agglomeratieoverheid voornemens is vast te stellen, of de agglomeratieraden voor elke "beslissing" van een gemeenteoverheid, zal men de werking van gemeenten en agglomeraties in aanzienlijke mate verzwaren. Dat risico kan in ruime mate worden ondervangen als de werkingssfeer van artikel 8 beperkt wordt tot handelingen van verordenende aard.

Ook ware het verkieslijk in artikel 8 de stof te verwerken welke nu staat in het vierde lid van artikel 157 van het ontwerp.

Bij artikel 8 is nog een laatste opmerking te maken.

Luidens artikel 7 behoren sommige in dat artikel genoemde aangelegenheden tot de bevoegdheid van de agglomeratie "voor zover het nodig blijkt ten aanzien van de gemeenten aanvullend op te treden". Artikel 8 eist het voorafgaand advies van de gemeenteraden of van de agglomeratieraad voor elke "beslissing" van een overheid van de agglomeratie of van een gemeenteoverheid die een van de in artikel 7 vermelde aangelegenheden betreft.

.../...

Uit artikel 8 blijkt niet welke overheid, in geval van betwisting, bevoegd zal zijn om te beslissen of een aanvullend initiatief al dan niet noodzakelijk is. Die bevoegdheid zou aan de Koning kunnen worden toegekend (zie bij analogie artikel 155, tweede lid, van het ontwerp) (artikel 13 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 9.

Dit artikel bepaalt dat de "beslissingen, reglementen en verordeningen" van de gemeenten niet strijdig mogen zijn met de "beslissingen, reglementen en verordeningen van de agglomeratie". Dezelfde regel moet gelden voor de handelingen van de commissies voor de cultuur en van de federaties. Een zodanige bepaling zou beter op haar plaats zijn in artikel 78, tweede lid, van de gemeentewet. Bij dezelfde gelegenheid zou de gemeentewet kunnen worden aangevuld met een artikel 90bis dat artikel 78, tweede lid, uitdrukkelijk toepasselijk zou verklaren op de burgemeester en op het college van burgemeester en schepenen (zie titel IV, nieuw artikel).

In verband met de terminologie van artikel 9 dient te worden opgemerkt dat de Grondwet uitsluitend werkt met "besluiten en verordeningen". Die termen dekken alle normatieve en individuele rechtshandelingen welke de agglomeratieoverheden kunnen verrichten. Daarin liggen ook besloten de "reglementen", een term die af en toe in de gemeentewetgeving wordt gehanteerd.

Het door de Raad van State voorgestelde artikel 8 houdt hiermede rekening.

.../...

Artikel 10.

Dit artikel is een nodeloze herhaling van artikel 108bis, § 1, tweede lid, van de Grondwet en dient te vervallen.

Artikel 13.

Dit artikel gaat uit van artikel 65 van de Gemeentekieswet en moet op dezelfde wijze als die bepaling geïnterpreteerd worden.

Artikel 14.

Deze tekst schijnt te willen zeggen dat hij die een mandaat van raadslid heeft uitgeoefend in een raad die aan het bewind was vóór de aftredende raad, of die zijn mandaat in de aftredende raad niet beëindigd heeft, als nieuw gekozen raadslid moet worden beschouwd.

Artikel 15.

De tekst onder 3° van deze bepaling werkt met de term "officiëren der parketten". Worden hiermede bedoeld de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken, dan zijn die termen overbodig, want zij zijn reeds begrepen in de onder 3° vermelde "werkende leden van de rechterlijke orde". Slaan de woorden "officiëren der parketten" op de "gerechtelijke officieren of agenten bij de parketten" bedoeld in artikel 156 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 15 juli 1970, dan zou de tekst met die benaming moeten werken.

Artikel 147, § 2, van het ontwerp belast het Rekenhof met de definitieve vaststelling van de rekeningen van de agglomeraties. De wetgever dient uit te maken of er hierdoor geen onverenigbaarheid ontstaat tussen een ambt bij het Rekenhof en het ambt van raadslid van een agglomeratie.

Artikel 16.

Artikel 16, § 1, verwijst stilzwijgend naar de wet van 1 juli 1860. Voorgesteld wordt, die aangelegenheid direct in het ontwerp te regelen.

Volgens artikel 16, § 2, wordt de tot raadslid gekozen kandidaat die zich ervan onthoudt de eed af te leggen, geacht afstand te doen van zijn mandaat, terwijl de wet van 1 juli 1860 hem als ontslagnemend beschouwt. De tekst van het ontwerp verdient de voorkeur; hij die zijn mandaat nog niet opgenomen heeft, kan immers bezwaarlijk als ontslagnemend worden beschouwd.

Het tweede lid is onnodig; deze aangelegenheid is geregeld in artikel 20, tweede en derde lid.

.../...

Artikelen 18 tot 20.

Het bepaalde in artikel 20 moet logischerwijze vóór artikel 18 komen.

Artikel 20, tweede lid, zou evenzeer toepassing moeten vinden in het geval dat een raadslid van zijn mandaat vervallen is omdat hij niet meer voldoet aan de kiesbaarheidsvereisten, in welk geval niet voorzien is; de Raad van State stelt voor dit te regelen (artikel 25 van de voorgestelde tekst) aan de hand van artikel 82 van de gemeentekieswet.

Artikel 23.

Voorgesteld wordt, de Koning te machtigen tot het regelen van de procedures om een eind te maken aan de twistingen die kunnen ontstaan door de toepassing van de artikelen 16 tot 22 van het ontwerp, hierbij onder meer uitgaande van de gemeentekieswet. Zo zal de Koning de rechten van de verdediging kunnen waarborgen en de moeilijkheden oplossen die volgen uit de al te summiere procedure van die wet (zie artikel 29 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

BIJLAGE BIJ HET ADVIES.
=====Voorgestelde tekst.TITEL I. - AGGLOMERATIES VAN GEMEENTEN.HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1 (artikel 1, §§ 1, 2 en 3, van het ontwerp).

Opgericht worden :

- 1° de Antwerpse agglomeratie;
- 2° de Brusselse agglomeratie;
- 3° de Charleroise agglomeratie;
- 4° de Gentse agglomeratie;
- 5° de Luikse agglomeratie.

Deze titel is van toepassing op die agglomeraties. De hoofdstukken II tot VII zijn echter op de Brusselse agglomeratie alleen toepasselijk voor zover hoofdstuk VIII er niet van afwijkt.

Artikel 2 (artikel 1, § 4, van het ontwerp).

De agglomeraties hebben rechtspersoonlijkheid.

Artikel 3 (artikel 1, § 5, van het ontwerp - zie advies).

.../...

HOOFDSTUK II. - GRONDGEBIED VAN DE AGGLOMERATIES.

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp, onder te verdelen in vijf paragrafen).

Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp; in de Franse tekst vervange men het woord "sort" door "produit").

HOOFDSTUK III. - BEVOEGDHEID VAN DE AGGLOMERATIES
(of BEVOEGDHEDEN VAN DE AGGLOMERATIES).

Artikel 6 (artikel 4, eerste lid en tweede lid, in fine, van het ontwerp).

De agglomeraties bevorderen de coördinatie van de activiteiten van de gemeenten en inzonderheid de technische coördinatie van de politiediensten.

Artikel 7 (artikel 4, tweede lid partim, van het ontwerp).

De Raad mag, in het belang van de agglomeratie , aanbevelingen richten tot de gemeenten, tot één of meer van hen.

De overheid tot wie een aanbeveling is gericht, laat binnen ... dagen (binnen de termijn bepaald in de aanbeveling) weten welk gevolg zij daaraan heeft gegeven.

Artikel 8 (mede begrepen in artikel 9 van het ontwerp).

De agglomeratieoverheden oefenen de bevoegdheden die hun in de artikelen 9 en 10 zijn verleend, uit door middel van besluiten en verordeningen.

Artikel 9 (artikelen 5 en 6 van het ontwerp).

Aan de agglomeratie worden de volgende aangelegenheden opgedragen :

- 1° (artikel 5, 1° partim, van het ontwerp) het aanleggen, de overname, het beheer en de verlichting van de agglomeratiewegen;
- 2° (artikel 5, 1°, in fine, van het ontwerp) de rooilijnplannen betreffende (de grote wegen en) de agglomeratiewegen;
- 3° (artikel 5, 2°, van het ontwerp);
- 4° (artikel 5, 3°, van het ontwerp) de aanvullende verordeningen met betrekking tot de politie van het wegverkeer op de agglomeratiewegen (en op de grote wegen);
- 5° (artikel 6, 1°, van het ontwerp);
- 6° (artikel 6, 2°, van het ontwerp);
- 7° (artikel 6, 3°, van het ontwerp);
- 8° (artikel 6, 4°, van het ontwerp);
- 9° (artikel 6, 5°, partim, van het ontwerp) de afgifte van verkavelingsvergunningen die de aanleg of de wijziging van wegen inhouden;

.../...

10° (artikel 6, 5° in fine, van het ontwerp) de afgifte van bouw- en verkavelingsvergunningen betreffende onroerende goederen die gelegen zijn in een gemeente met minder dan 5.000 inwoners;

11° tot 22° (artikel 6, 6° tot 17°, van het ontwerp).

Wat de in het eerste lid, 4° tot 22°, genoemde aangelegenheden betreft, oefenen de agglomeraties alleen de bevoegdheden uit die bij de gemeenten berusten op het tijdstip dat deze wet in werking treedt.

Artikel 10 (artikel 7, § 1, van het ontwerp; zie advies voor de tekst onder 5°).

Artikel 11 (artikel 7, § 2, van het ontwerp).

De wetten, de decreten en de algemene verordeningen die op het gemeentelijk onderwijs toepasselijk zijn, inzonderheid de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, zijn van toepassing op het onderwijs en de onderwijsinrichtingen van de agglomeraties.

Artikel 12 (artikelen 8 en 157, vierde lid, van het ontwerp).

Elke verordenende handeling welke een agglomeratie-overheid dient vast te stellen in een van de aangelegenheden vermeld in artikel 10, wordt vooraf voor advies aan de gemeenteraden voorgelegd.

.../...

Elke verordenende handeling welke een gemeenteverheerheid dient vast te stellen in een van de aangelegenheden vermeld in datzelfde artikel, wordt vooraf voor advies aan de Agglomeratierraad voorgelegd.

De adviezen worden bij de handelingen gevoegd wanneer deze aan de toezichthoudende overheid worden gezonden.

Artikel 13 (nieuw).

De Koning beslecht de betwistingen die tussen de agglomeratie en gemeenten mochten ontstaan in verband met de toepassing van artikel 10.

HOOFDSTUK IV. - ORGANEN.

Afdeling 1.- De Raad.

Onderafdeling 1. - Samenstelling van de Raad.

Artikelen 14 tot 17 (artikelen 11 tot 14 van het ontwerp).

Artikel 18 (artikel 15 van het ontwerp, onder voorbehoud van de twee in het advies gemaakte opmerkingen).

Artikel 19 (artikel 16, § 1, van het ontwerp).

De raadsleden leggen, bij het aanvaarden van hun ambt, de volgende eed af : "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk".

Die eed wordt in openbare vergadering afgelegd in handen van de voorzitter of van degene die hem vervangt.

.../...

Artikel 20 (artikel 16, § 2, eerste lid, van het ontwerp).

De gekozene die, na twee opeenvolgende oproepingen om de eed af te leggen te hebben ontvangen, zich zonder wettige redenen daarvan onthoudt, wordt geacht afstand te doen van zijn mandaat.

Artikel 21 (artikel 17 van het ontwerp).

De gekozene die een van de in artikel 18 bepaalde ambten of betrekkingen uitoefent, mag niet tot de eedaflegging worden toegelaten zolang de oorzaak van de onverenigbaarheid bestaat.

Ziet hij binnen een maand na de aanmaning die het college hem doet geworden, niet af van de betrekking of van het ambt waardoor de onverenigbaarheid ontstaat, dan wordt hij geacht afstand te doen van zijn mandaat.

Artikel 22 (artikel 20 van het ontwerp).

Elke gekozen kandidaat kan, nadat zijn verkiezing geldigheid heeft verkregen, vóór zijn installatie afstand doen van zijn mandaat.

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 20 en 21, tweede lid, moet de afstand, om geldig te zijn, schriftelijk ter kennis worden gebracht van de Raad, die er akte van neemt.

Het college geeft aan de betrokkene binnen acht dagen, bij een ter post aangetekende brief, kennis van de beslissing van de Raad.

.../...

Artikel 23 (artikel 18 van het ontwerp, met dien verstande dat "artikel 15" wordt vervangen door "artikel 18").

Artikel 24 (artikel 19 van het ontwerp).

Artikel 25 (nieuw).

Het raadslid dat niet meer voldoet aan een van de verkiesbaarheidsvereisten, houdt op deel uit te maken van de Raad.

Artikel 82, derde lid, van de gemeentekieswet is op hem van toepassing.

Artikel 26 (artikel 22 van het ontwerp).

Artikel 27 (artikel 20, vierde lid, van het ontwerp).

De installatie van de opvolger mag eerst plaatshebben nadat de afstand, het ontslag of het verval definitief geworden is.

Artikel 28 (artikel 21 van het ontwerp).

Artikel 29 (artikel 23 van het ontwerp).

Betwistingen in verband met de toepassing van de artikelen 20 tot 28 worden in eerste aanleg voor de bestendige deputatie en in laatste aanleg voor de Raad van State gebracht.

.../...

De Koning regelt de procedure, onder inachtneming van artikel 104, zevende tot tiende lid, van de provinciewet, van de artikelen 80 tot 84bis van de gemeentekieswet, van de algemene beginselen van iedere gerechtelijke procedure, en van de spoed.

ambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

eurs : G. VAN BUNNEN,
ren :

conseiller d'Etat,
staatsraad,

président,
voorzitter,

J. MASQUELIN,
e : G. CISELET,
uw :

conseillers d'Etat,
staatsraden,

eurs : P. DE VISSCHER,
ren :
M. VERSCHULDEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la ver-
française et la version néer-
ise a été vérifiée sous le
ôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par
DUMONT, auditeur .

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. DUMONT, auditeur.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN.

(s) G. VAN BUNNEN.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

CONSEIL D'ETAT, section de
lation, deuxième chambre,
par le Président de la Chambre
représentants, le 2 mars 1971,
demande d'avis sur un projet
i "sur les agglomérations et
édérations de communes", a
le 31 mars 1971, après avoir
dix séances, l'avis qui suit
es articles 24 et suivants.
six séances, un premier avis
été émis le 15 mars 1971 sur
rticles 1er à 23 de ce projet.

De RAAD VAN STATE, afdeling wet-
geving, tweede kamer, de 2e maart
1971 door de Voorzitter van de Ka-
mer van Volksvertegenwoordigers
verzocht hem van advies te dienen
over een ontwerp van wet "op de
agglomeraties en de federaties van
gemeenten", heeft de 31e maart
1971, na tien zittingen, het vol-
gend advies gegeven over de arti-
kelen 24 en volgende. Een eerste
advies, over de artikelen 1 tot 23
van dat ontwerp, is, na zes zit-
tingen, gegeven op 15 maart 1971.

Articles 24 à 47.OBSERVATIONS GENERALES.

1. Ces articles organisent les élections pour le Conseil d'agglomération, comme si elles devaient toujours avoir lieu en même temps que les élections communales. Or, il arrivera que des élections soient organisées pour le seul Conseil d'agglomération : quand il faudra pourvoir aux places vacantes (hypothèse envisagée à l'article 25) ou aux places nouvellement créées; ou encore à la suite d'une annulation de l'élection d'agglomération par le Conseil d'Etat; et enfin, très probablement, quand seront créés les premiers Conseils d'agglomération. Il importe donc de compléter le projet, en organisant les élections pour le seul Conseil d'agglomération et, en outre, de prévoir les dispositions transitoires indispensables à l'organisation des premières élections.

2. Quant au fond, le projet s'inspire du système en vigueur pour les élections communales. Il remplace cependant les bureaux principaux communaux par un seul "bureau principal d'agglomération", dont il limite, il est vrai, la compétence aux opérations préliminaires et au recensement général. Par ailleurs, il concentre en un seul lieu tous les bureaux chargés de dépouiller les bulletins de vote pour le Conseil d'agglomération.

Par souci de concordance avec la législation électorale existante et pour des raisons impérieuses d'ordre pratique, le Conseil d'Etat, après avoir entendu les explications des fonctionnaires compétents, a estimé devoir proposer

.../...

diverses modifications d'ordre technique concernant les deux points cités ci-dessus et quelques autres de moindre importance. Ces modifications apparaissent, notamment, aux articles 33, 34 et 37, 50, 51 et 53 du nouveau texte annexé au présent avis.

3. Quant à la forme, le projet emploie trois procédés différents. Tantôt, il se réfère à des dispositions numériquement désignées de la loi électorale communale ou, exceptionnellement, du Code électoral, en y apportant, quand il y a lieu, des adaptations textuelles. Tantôt, il rend applicables aux élections d'agglomération des dispositions qu'il ne précise pas (par exemple, à l'article 28, alinéa 1er). Tantôt, enfin, il réécrit entièrement des articles de la loi électorale communale, alors qu'ils pourraient être rendus applicables tels quels ou moyennant de minimes adaptations.

Le Conseil d'Etat croit qu'il importe d'adopter, dans toute la mesure du possible, un procédé de présentation uniforme et concis. Le texte qu'il propose évite toute référence imprécise. En principe, il rend applicables des dispositions bien déterminées de la loi électorale communale ou du Code électoral, auxquelles il se borne à apporter les adaptations strictement nécessaires. Ce n'est que lorsque ces adaptations sont trop importantes ou trop nombreuses que les dispositions sont réécrites intégralement.

4. Pour être à la fois clair et complet, le Conseil d'Etat a estimé qu'il était préférable de traiter d'abord des élections relatives au seul Conseil d'agglomération; ensuite, des élections simultanées pour ce Conseil et pour

les conseils communaux. Dans la première partie de son texte, il suit fidèlement l'ordre de la loi électorale communale; dans la seconde, celui de la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et pour les conseils provinciaux.

En outre, il a inséré dans les titres II et V deux articles adaptant certaines dispositions du titre Ier, respectivement, aux élections de fédération en général et aux premières élections d'agglomération et de fédération.

Enfin, il annexe à son texte deux "modèles" électoraux, différents de ceux qui sont annexés à la loi électorale communale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

1. Les modifications de détail qui ont été apportées au texte du projet du Gouvernement s'expliquent d'elles-mêmes, à la lumière des observations générales de fond et de forme qui viennent d'être faites. Il importe cependant d'ajouter à celles-ci trois remarques .

.../...

2. A l'article 24 du projet, la formule : "Sont électeurs ... les personnes ... qui ... sont inscrites sur les listes des électeurs communaux ..." est à la fois trop limitative et trop large. En effet, l'article 37, alinéas 4 et 5, de la loi électorale communale prévoit des cas où le bureau doit admettre au vote un électeur non inscrit sur la liste et, inversement, des cas où il doit refuser au vote un électeur inscrit. Il est donc préférable de se référer d'une manière plus générale à toutes les conditions de l'électorat communal (voir l'article 30 du texte annexé à l'avis).

3. A propos des "signe, rature ou marque non autorisée par la loi", qui pourrait rendre reconnaissable l'auteur d'un vote (article 33 du projet, 43 du texte annexé), le Conseil d'Etat attire l'attention de la Chambre des Représentants sur son arrêt Elections communales de Grand-Reng, n° 14.561, du 26 février 1971, qui se prononce sur l'emploi de crayons non noirs.

4. A propos de l'article 53 du texte annexé au présent avis, qui correspond aux articles 30 (partim) et 31 du projet, il n'est pas inutile de signaler une erreur de mise en page dans le texte du Gouvernement : les alinéas 3 à 6 de l'article 30 constituent en réalité les alinéas 6 à 9 de l'article 31, relatif aux opérations de dépouillement.

.../...

Article 61.

Cet article s'inspire de l'article 68 de la loi communale.

L'alinéa 2 devrait être reporté au chapitre V, section 1ère, sous-section 2 (article 94 du projet) et sous-section 3 (article 97 du projet).

Article 62.

L'article 71, alinéa 1er, 3°, de la loi communale est ainsi conçu : "3° la création d'établissements d'utilité publique".

La loi du 27 juin 1921, qui octroie la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, a donné à l'expression "établissement d'utilité publique" un sens juridique bien déterminé. Les établissements d'utilité publique sont, au sens de cette loi, des fondations jouissant de la personnalité civile, dont la création est due à l'initiative de particuliers (Répertoire pratique du droit belge, V°, Etablissements publics et d'utilité publique, n°2).

Or, à l'article 71 de la loi communale (comme à l'article 86 de la loi provinciale, d'ailleurs), l'expression "établissement d'utilité publique" n'a manifestement pas le même sens que dans la loi du 27 juin 1921, puisqu'il s'agit ici d'établissements ou d'institutions dont la création est due à l'initiative d'une administration publique.

Quant à la suggestion parfois émise de lire désormais à l'article 71 de la loi communale, simplement "établissements publics" au lieu de l'expression actuelle "établissements d'utilité publique", elle ne saurait être retenue (il semble que c'est pour cette solution que le projet actuel a penché). En effet, elle s'appuie sur la constatation - confirmée par divers textes législatifs de l'époque - que les expressions "établissements publics" et "établissements d'utilité publique" sont employées comme synonymes (R.P.D.B., V°, cit. n° 8 et 9; A. VRANCKX, Openbare instellingen en instellingen van openbaar nut, n°s 2 et 3).

Sans doute en a-t-il été ainsi au début du XIXe siècle, les articles 72 et 86 de la loi provinciale en fournissent la preuve. Encore que l'article 86 de la loi provinciale ait eu incontestablement en vue la décision portant création d'"établissements d'utilité publique" prévue à l'article 72 de la même loi, il désigne les dites décisions comme portant création d'"établissements publics".

Cette dernière notion a évolué depuis cette époque.

Bien que n'étant pas encore entièrement précisée, la notion d'"établissement public" ne s'applique plus aujourd'hui qu'aux seuls établissements qui sont dotés de la personnalité juridique et jouissent d'une autonomie organique (A. BUTTGENBACH, Droit administratif, n°s 198-202; A. VRANCKX, op. cit. n°s 43 et suivants, R.P.D.B. V°, cit. n° 2).

Or, les établissements visés par l'article 62, 3°, du projet n'auront la personnalité juridique ni en vertu d'une décision du Conseil d'agglomération, ni en vertu du présent article, mais éventuellement en vertu d'une disposition législative distincte.

En conséquence, pour ne laisser subsister aucune équivoque, il est suggéré de remplacer les mots "la création d'établissements publics" par les mots "la création d'établissements d'intérêt d'agglomération".

Article 63.

A l'alinéa 2, il y a une discordance entre le texte français "majorité des deux tiers de ses membres" et le texte néerlandais "meerderheid van twee derde der aanwezige leden". Il semble que le texte néerlandais traduise le mieux l'intention du Gouvernement.

Articles 66 et 67.

Ces deux articles prévoient une élection faite "à la majorité absolue". Les Chambres législatives auront à préciser s'il s'agit de la majorité absolue des membres présents ou de la majorité absolue des suffrages.

Article 67, § 4.

Le projet devrait être complété par une disposition réglant le rang des conseillers lorsque les candidats de plusieurs listes sont proclamés élus en raison du fait qu'ils sont en nombre égal à celui des sièges à pourvoir (voir article 82 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 68.

Cet article ne fait que répéter l'article 108bis, § 1er, alinéa 3, de la Constitution et doit être omis.

Article 70.

Aux termes de l'alinéa 1er de cet article, les conseillers qui sont conjoints, parents ou alliés, ne peuvent simultanément faire partie du collège.

L'alinéa 2 ne déroge à cette disposition que pour le cas de parenté ou d'alliance qui se crée pendant la durée du mandat. Le mariage entre deux membres du collège mettra donc fin au mandat de l'un d'eux. Le projet devrait préciser lequel.

Par ailleurs, l'article 70 du projet ne contient pas de disposition analogue à l'article 69, dernier alinéa, de la loi électorale communale, en vertu duquel "l'alliance est censée dissoute par le décès de la personne du chef de laquelle elle provient".

Article 71.

Cet article devrait être complété par une disposition réglant le remplacement des membres du collège qui sont temporairement dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, ainsi que l'article 80 du projet, en ses alinéas 2 à 4, le fait pour le président. Une telle disposition s'impose d'autant plus que l'article 85 règle la rémunération du conseiller qui remplace un membre du collège.

A la suite de l'article 71, devrait être insérée une disposition nouvelle s'inspirant de l'article 107, alinéa 2, de la loi communale (voir article 86 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 72.

Les articles 16 à 19, 21 et 23 du projet devraient être rendus applicables aux membres du collège (article 87 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 76.

La deuxième phrase de l'alinéa 1er est superflue.

Article 80.

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que le Roi ne doit exercer son pouvoir d'approbation que dans le cas où le Conseil use de la faculté d'élire un président temporaire.

Article 82.

Il y a une discordance à l'alinéa 2 entre le texte français : "l'autorisation" et le texte néerlandais : "de goedkeuring". C'est le terme "autorisation" qu'il faut préférer.

Article 85.

Au dernier alinéa, les mots "quelle que soit la durée du remplacement" doivent être omis, car ils sont en contradiction avec l'alinéa 4.

Article 87.

Cette disposition doit être fusionnée avec les articles 92 et 97 du projet (voir articles 115 et 122 du texte proposé).

Article 89.

En vertu du § 1er, 3°, le conseil de chaque agglomération ou de chaque fédération de communes est habilité à établir le régime de pensions de son personnel.

On sait que, dans le secteur privé, il n'existe que quelques régimes de pension d'une portée très générale auxquels sont assujettis les ouvriers, employés, marins, mineurs et indépendants.

Dans le secteur public, la variété des régimes est considérable et ne se justifie pas nécessairement par des disparités de situations. Mais la tendance est à l'unification des régimes. Une commission, à participation parlementaire, vient d'être instituée à cet effet (Moniteur belge du 18 décembre 1970 - arrêté royal du 18 novembre 1970).

.../...

En laissant à chaque agglomération ou fédération de communes la possibilité d'instaurer un régime particulier, on va donc à contre-courant et l'on rend difficile l'application d'une jurisprudence uniforme. Il est au surplus très difficile d'instaurer une réglementation en la matière qui atteigne la perfection de la législation applicable aux agents de l'Etat, laquelle a été sans cesse améliorée depuis 125 ans.

A cet égard, deux solutions pourraient se recommander.

Si le législateur entend aligner le régime de pensions du personnel des agglomérations et des fédérations sur le régime des agents des communes, il lui suffit d'étendre à ce personnel l'application de la loi du 25 avril 1933.

On pourrait, aussi bien, dans une optique moins décentralisée, prévoir comme à l'article 2 de la loi du 28 avril 1958 pour les agents de certains organismes d'intérêt public, que le régime de pensions est similaire à celui des agents de l'Etat. Pour simplifier la gestion administrative, une caisse de répartition pourrait être créée sur le modèle de celle qui fonctionne en matière de pensions communales.

Quelle que soit la solution adoptée, certaines lois devraient subir un aménagement pour les rendre applicables aux pensions du personnel des agglomérations et fédérations de communes (voir, dans le texte proposé par le Conseil d'Etat, le titre relatif aux dispositions modificatives).

*

*

*

.../...

L'arrêté royal n°3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages est opposable aux agents des communes de l'agglomération, puisque le texte de l'article 89, § 2, n'énonce pas qu'il n'est pas opposable.

Le § 5, alinéa 3, attribue au Ministre de l'Intérieur le pouvoir de statuer sur toute contestation quant aux conséquences de la reprise du personnel communal par l'agglomération. Ni le projet, ni l'exposé des motifs ne permettent de déterminer la nature, juridictionnelle ou non, de la compétence du Ministre. A supposer qu'il s'agisse d'une compétence juridictionnelle, la loi devrait régler la procédure ou habiliter le Roi à le faire.

Article 90.

Cet article s'inspire de l'article 7 de la loi du 21 décembre 1927, en renforçant les interdictions. Notamment, alors que la loi de 1927 se bornait à interdire l'exercice de certaines activités par personne interposée, le projet présume de manière irréfragable qu'il y a interposition de personne chez le conjoint. Pareille atteinte à la liberté individuelle n'est pas conforme au prescrit constitutionnel.

Au surplus, le projet est plus sévère pour les agents des agglomérations que l'Etat ne l'est pour ses propres agents. Les articles 49 et 50 du statut du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, ne présument pas l'interposition de personne chez le conjoint.

.../...

Article 93.

Les règles spéciales relatives à la discipline du secrétaire devraient faire l'objet d'un article à insérer dans la sous-section 2, après l'article 93.

Article 95.

Cet article ne constitue que l'expression du pouvoir hiérarchique que les autorités d'agglomération exercent sur le secrétaire, conformément à la loi.

Sous-section 3 de la Section I du Chapitre V du Titre Ier.

Cette sous-section traite du receveur.

Elle comprend des dispositions relatives à la nomination, au remplacement et à la mission du receveur. Ces dispositions sont normalement à leur place dans une section relative au personnel.

Les dispositions relatives au cautionnement du receveur seraient mieux à leur place dans une sous-section 4 (voir les articles 129 à 134 du texte proposé par le Conseil d'Etat). Cette sous-section devrait être complétée par un article qui pourrait renvoyer à l'article 120 de la loi communale, déterminant les conséquences de l'abstention du receveur de constituer le cautionnement ou le complément de cautionnement dans les délais prescrits (voir l'article 134 du texte proposé).

Les articles 103, alinéa 2, et 106, qui sont relatifs au compte de fin de gestion, devraient être reportés à la

sous-section "Des comptes" de la section II. Enfin, l'article 105, qui est relatif à l'intervention du Crédit communal de Belgique, devrait faire l'objet d'une sous-section de la section II.

La présente sous-section 3 comprendrait dès lors les articles 97, 102, 103, alinéa 1er, et 104, alinéas 1er et 3, du projet (voir les articles 122 à 127 du texte proposé).

Article 104.

L'article 104, alinéa 2, serait mieux à sa place après l'article 152 du projet.

Article 103.

Les règles spéciales applicables à la discipline du receveur devraient faire l'objet d'un article à insérer après l'article 103 (voir article 128 du texte proposé).

Sous-section 4 de la Section I du Chapitre V du Titre Ier...

L'intitulé de cette sous-section, qui devient la sous-section 5 dans le texte proposé, pourrait être remplacé par "De la discipline".

Par ailleurs, la sous-section devrait être introduite par un article relatif à la suspension par mesure d'ordre (voir article 135 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 108.

C'est à dessein que l'article 138 du texte proposé par le Conseil d'Etat - qui reprend en partie l'article 108 du projet - évite l'expression "le pouvoir disciplinaire est exercé par ...". En effet, même dans les cas où le Conseil

est compétent pour infliger la sanction, il appartient au collège , aussi bien qu'au Conseil, de mettre en mouvement l'action disciplinaire. En outre, par la force des choses, l'instruction sera le plus souvent faite par le collège.

Articles 109 et 110.

L'article 109, § 2, dispose que, "statuant sur le recours, le Roi peut réformer la décision de l'autorité disciplinaire".

Cette disposition doit être interprétée en ce sens que le Roi peut réduire ou aggraver la sanction, ou infliger la même sanction dans le cas où la décision de l'autorité d'agglomération serait entachée d'une quelconque irrégularité. Or, la loi communale ne donne à l'autorité de tutelle en matière disciplinaire, qu'un pouvoir d'approbation , qui lui interdit de se substituer à l'autorité communale. Il appartiendra au législateur de décider si l'article 109, § 2, s'inscrit dans la ligne de la "forte décentralisation", que, selon l'exposé des motifs, le projet entend opérer.

L'article 110, qui donne au Roi un pouvoir d'action d'office en matière disciplinaire, appelle la même observation que l'article 109, § 2. Il trouve un certain précédent cependant dans l'article 7 de la loi du 21 décembre 1927.

On observera enfin que le projet n'organise pas de recours contre les sanctions déguisées, ainsi que le fait l'article 85bis de la loi communale.

.../...

Article 111.

Cet article affirme, sans formuler lui-même de limitation, le pouvoir fiscal des agglomérations déjà consacré par l'article 110 de la Constitution, tel qu'il a été modifié le 20 juillet 1970. Toutefois, le même article 111 du projet confie au Roi le soin de limiter le pouvoir fiscal des agglomérations, par voie de disposition générale.

La question se pose de savoir si cette délégation de pouvoir est régulière.

Pour répondre à cette question, il convient au préalable de déterminer la portée exacte des alinéas 2 et 3 de l'article 110 de la Constitution, rédigés en ces termes :

"Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par la province, par l'agglomération, par la fédération de communes et par la commune que par une décision de leur Conseil.

La loi détermine, relativement aux impositions visées au deuxième alinéa, les exceptions dont la nécessité est démontrée".

Le terme "exceptions" utilisé dans cet article doit s'entendre en ce sens que le législateur peut non seulement déroger à la compétence reconnue aux Conseils, mais également limiter l'étendue des attributions fiscales des provinces, agglomérations, fédérations de communes et communes. Par ailleurs, cette matière doit être considérée comme réservée au législateur et ne peut donc être attribuée au Roi.

On observera, à cet égard, que les nombreuses limitations qui ont été apportées à la compétence des provinces et des communes, en matière fiscale, ont toujours été l'oeuvre du législateur lui-même.

Article 114.

Si l'intention du législateur est d'imposer aux agglomérations et fédérations de communes la même obligation qu'aux communes quant à la perception d'un nombre minimum de centimes additionnels au précompte immobilier pour acquérir le droit de percevoir des centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques, il conviendrait que cette obligation soit exprimée dans la loi.

L'exposé des motifs déclare : "Le niveau supplémentaire de fiscalité ne devrait toutefois pas provoquer un accroissement de la charge fiscale pesant sur les contribuables de l'agglomération". Dans cette optique, il conviendrait que le nombre minimum requis de 424 centimes additionnels soit ventilé entre la commune d'une part, et l'agglomération ou la fédération de communes, d'autre part.

Par voie de conséquence, l'article 188 du Code des impôts sur les revenus devrait être complété par la mention des centimes additionnels imposés par l'agglomération ou la fédération de communes.

Article 115.

Les articles 353 et 359 du Code des impôts sur les revenus déterminent la base sur laquelle se calculent les centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques.

Outre la partie de l'impôt afférente à certains revenus indiqués dans ces articles, la pratique administrative exclut de la base taxable, le précompte immobilier privé (réel ou fictif) et le précompte immobilier professionnel (réel ou fictif) respectivement imputés sur l'impôt des personnes physiques afférent aux revenus immobiliers belges et sur celui afférent aux revenus professionnels belges (Comm. I.R. n° 352/11).

Cette exclusion devrait figurer dans le texte légal.

Article 117.

L'article 355 du Code des impôts sur les revenus gagnerait en précision :

- d'une part, en indiquant en son alinéa 3, que la partie taxable de l'impôt des personnes physiques est calculée non seulement conformément à l'article 359 mais aussi à l'article 353 C.I.R. ;
- et, d'autre part, en faisant apparaître en son alinéa 4, que la franchise de 3.000 francs ne s'applique pas concomitamment à la réduction de 2.000 francs prévue par l'alinéa précédent .

*

* *

.../...

Alors que l'article 355 C.I.R. actuel prévoit que la taxe communale additionnelle ne peut excéder 6 p.c. , le projet tend à y ajouter un alinéa qui donne au Roi le pouvoir de fixer le taux maximum des taxes levées par les agglomérations ou les fédérations de communes.

Ce taux maximum doit être déterminé par le législateur lui-même, comme il a été dit dans les observations formulées à propos de l'article 111 du projet.

*

* *

Le nouvel article 355 du Code des impôts sur les revenus pose le même problème de ventilation que l'article 114 du projet modifiant l'article 352 C.I.R. Le taux maximum de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est actuellement de six pour cent. S'il entre dans les intentions du législateur de ventiler cette taxe additionnelle, le maximum autorisé pour la commune devrait être réduit.

Article 120.

L'alinéa 2 fait double emploi avec l'article 247 et doit être omis.

Article 121.

Pour éviter d'éventuels conflits entre les communes, les agglomérations ou les fédérations, il y aurait lieu de préciser le sens des mots "dans le ressort de laquelle ils sont établis", qui figurent au § 4 du nouvel article 42, en liant l'assujettissement soit au lieu indiqué dans le carnet d'immatriculation, soit au domicile ou à la résidence des personnes physiques et au siège social ou au siège d'exploitation des personnes morales.

Article 122.

Plutôt que de modifier les articles 74 et 75 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il serait opportun de remplacer ces articles de manière à en améliorer la rédaction.

Article 125.

Cet article est une disposition transitoire qui devrait être reportée dans le titre V du projet.

Article 127.

Bien que cet article s'inspire de l'article 136 de la loi communale, on observera que le point de départ du délai de réclamation n'est pas, comme dans la loi communale, le jour de la délivrance de l'avertissement mais celui de sa date. Cette observation est d'autant plus importante que le délai de réclamation n'est que d'un mois, alors qu'en matière d'impôts directs il varie de six mois à un an.

Sous-section 2 de la Section 2 du Chapitre V du Titre Ier.

Cette sous-section deviendra le Titre IV.

Article 131.

L'article 131, § 1er, alinéa 2, confie au Gouvernement le soin de déterminer la part de certaines recettes fiscales de l'Etat, qui sera attribuée au Fonds des agglomérations et des fédérations de communes.

.../...

Bien que cette disposition s'inspire de l'article 3, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes, le Conseil d'Etat estime que les prérogatives du Parlement dans le domaine de la politique fiscale et financière générale seraient mieux respectées :

- a) soit en fixant le pourcentage dans la loi en projet ;
- b) soit en le déterminant chaque année dans le budget ;
- c) soit en prévoyant la délégation au Roi mais dans la limite d'un pourcentage maximum qui ne pourrait être dépassé;
- d) soit en prévoyant que l'arrêté royal serait soumis à une confirmation par le législateur.

Dans l'état actuel de la législation, le Parlement ne peut modifier le crédit de 17.436.659.000 francs prévu à l'article 43.04 du budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1971, au profit du Fonds des communes , malgré que cette somme résulte du pourcentage appliqué aux recettes de l'Etat par le Gouvernement agissant seul (arrêté royal du 5 décembre 1966 , Moniteur belge du 14 décembre 1966).

*

* *

La dotation dont il est question au § 2 de l'article 131 sera constituée par des subventions de l'Etat. Il ne s'agit pas de "transferts" au sens de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. Les transferts de crédit d'un article à l'autre du budget sont en effet interdits.

.../...

Article 132.

En raison de la suppression du budget pour ordre, il y a lieu de prévoir que le nouveau Fonds qui est créé sera inscrit à la Section particulière du budget.

Article 138.

L'agglomération peut "prélever" des redevances. Aucune approbation n'est prévue.

La régularité du règlement établissant des redevances pour des services qui sont nécessaires à chacun dépendra du caractère rémunératoire de ces redevances.

Si celles-ci étaient excessives, elles acquerraient un caractère fiscal qui pourrait mettre en cause la légalité du règlement non approuvé.

Articles 139 et 142.

L'article 139 devrait être suivi par l'article 142.

Selon l'article 142, lorsqu'une dépense intéresse, à la fois, l'agglomération et une ou plusieurs communes, le Conseil fixe les contributions respectives, mais en cas de désaccord, il y est statué par le Roi. Il s'agit en ce cas de l'exercice d'un pouvoir juridictionnel.

Quant à l'alinéa 3 de l'article 139, il serait mieux à sa place dans l'article 131 de la loi communale dont il formerait le 2°.

.../...

Sous-section 4 de la Section 2 du Chapitre V du Titre Ier.

Le projet, pas plus d'ailleurs que la loi communale, ne fait suffisamment ressortir les différences qui existent entre la procédure d'élaboration des budgets et celle de la reddition des comptes.

Dans l'avis qu'il a donné le 15 avril 1964, sur une proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux (Doc. Chambre, 652, session 1963-1964, n°2), le Conseil d'Etat a fait observer notamment :

"L'établissement d'un budget est un acte essentiellement politique qui, sauf en ce qui concerne les dépenses obligatoires, est fonction d'une appréciation de l'opportunité. La reddition d'un compte est au contraire un acte essentiellement juridique, tout au moins dans le chef du comptable, mais qui peut revêtir un aspect politique s'il y a lieu de statuer sur les dépassements de crédits".

Il y aurait grand intérêt, pour la clarté du projet, de subdiviser la section en trois parties, étant :

- A. Dispositions communes au budget et au compte annuel.
- B. Du budget.
- C. Des comptes.

L'article 147, § 3, qui traite des comptes des communes, devrait faire l'objet d'un article 142bis à insérer dans la loi communale.

.../...

A. DISPOSITIONS COMMUNES AU BUDGET ET AU COMPTE ANNUEL.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat reprend sous ce littera les articles 140, alinéa 2, 144, 146 et 153 du projet.

B. DU BUDGET.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat reprend sous ce littera l'article 140, alinéa 1er, partim, l'article 147, § 1er, les articles 148 à 152 ainsi que l'article 104, alinéa 2, du projet.

Les mots "sur la proposition du collège", qui figurent à l'article 140 du projet, ont été omis dans le texte proposé par le Conseil d'Etat. L'article 73, 3°, du projet (article 88, 3°, du texte proposé) dispose, en effet, que "le collège est chargé de l'établissement du projet de budget des recettes et des dépenses".

Article 152.

La dernière phrase de cet article, qui fait double emploi avec l'article 104, alinéa 2, doit être omise.

C. DES COMPTES.

1° En ce qui concerne le pouvoir du Conseil d'agglomération .

L'article 140 du projet dispose notamment :
"Le Conseil ... arrête les comptes de l'exercice écoulé".

.../...

L'article 145 dispose : "le Conseil se réunit ... pour arrêter provisoirement les comptes de l'exercice précédent". Enfin, l'article 147, § 2, dispose : "les comptes de l'agglomération sont soumis à l'approbation de la Cour des comptes qui les arrête définitivement".

Il ressort de ces dispositions que le Conseil n'arrêtera que provisoirement le compte et que l'article 140, dans la mesure où il ne fait pas double emploi avec l'article 145, est équivoque. Il doit être omis.

2° En ce qui concerne les pouvoirs des autorités autres que le Conseil d'agglomération.

L'article 147, § 2, du projet dispose que c'est la Cour des comptes qui arrête définitivement le compte annuel de l'agglomération. L'article 106 attribue au Ministre de l'Intérieur le pouvoir d'arrêter définitivement le compte de fin de gestion du receveur; la décision du Ministre pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat sur base de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

Pour les fédérations, c'est la députation permanente qui arrêtera définitivement le compte annuel, ainsi que le compte de fin de gestion (article 223 du projet). Ces arrêtés de la députation permanente pourront, eux aussi, faire l'objet de recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Pour l'Etat, la Cour des comptes arrête les comptes des diverses administrations de l'Etat, mais ce sont les

Chambres qui arrêtent la loi des comptes (Constitution, articles 115 et 116, loi du 28 juin 1963, article 29).

La Cour des comptes examine et liquide les comptes de tous comptables envers le Trésor public (Constitution, article 116); elle statue annuellement et à la fin de leur gestion sur leur responsabilité (loi du 15 mai 1846, articles 10, 11, 50; loi du 29 octobre 1846, articles 5, 8 et 10), sauf pourvoi devant la Cour de cassation (loi du 29 octobre 1846, article 13).

La Cour des comptes exerce envers les provinces les mêmes pouvoirs qu'envers l'Etat.

Pour les communes, c'est la députation permanente et, en cas de recours, le Roi qui arrête définitivement le compte annuel. La députation permanente arrête le compte de fin de gestion du receveur.

La décision qui arrête le compte annuel d'une personne publique est un acte d'administration. Pour l'Etat, cet acte relève du législateur, qui est souverain et qui doit avoir le dernier mot en ce qui concerne les recettes et les dépenses de l'Etat; les Chambres législatives exercent ce contrôle avec le concours de la Cour des comptes, qui est une autorité non pas administrative, mais "parlementaire" et ce même dans l'exercice d'attributions étrangères à sa mission constitutionnelle (1). Pour les communes et pour

.../...

(1) Voir Ch. HUBERLANT, Le "caractère parlementaire" de la Cour des comptes en droit belge, dans Recueil de jurisprudence du droit administratif et du Conseil d'Etat, 1955, pp. 65-69.

Par l'arrêt BETTE, n° 3823, du 19 novembre 1954, le Conseil d'Etat s'est reconnu incompétent pour connaître des actes par lesquels la Cour règle ses rapports avec son personnel.

les personnes publiques subordonnées aux communes, l'arrêt du compte annuel a été attribué par la loi à une autorité du tutelle, dont la décision peut être déférée au Conseil d'Etat.

La décision sur la responsabilité d'un comptable public est un acte de juridiction. C'est à ce titre que la Cour des comptes est soumise au contrôle de la Cour de cassation, bien qu'en définitive le dernier mot revienne à une commission ad hoc de la Chambre des Représentants, mais cette commission exerce elle-même un pouvoir juridictionnel (loi du 29 octobre 1846, article 13, alinéa 3). De la même manière, la députation permanente agit en qualité de juridiction lorsqu'elle statue sur le compte de fin de gestion des receveurs locaux. C'est en la même qualité que le Ministre de l'Intérieur, à l'égard des agglomérations, et la députation permanente, à l'égard des fédérations, arrêteront le compte de fin de gestion des receveurs et agents spéciaux de recettes.

On aperçoit immédiatement que le contrôle de la comptabilité de l'Etat est organisé de manière rationnelle : c'est la même autorité qui, chaque année, arrête à la fois le compte de l'Etat et le compte des comptables. Le contrôle de la comptabilité communale ne porte chaque année que sur le compte de la commune; il ne porte sur le compte du comptable que lorsque celui-ci doit remettre un compte de clerc à maître.

Le régime prévu par le projet pour les agglomérations ne présente pas la même cohérence. On conçoit mal que le Ministre de l'Intérieur, lorsqu'il jugera du compte de fin de gestion, soit lié par les arrêtés annuels de la Cour des comptes, contre lesquels aucun recours juridictionnel

n'est prévu et qui ne seront pas entérinés par un pouvoir souverain. Cette difficulté serait éliminée si le législateur décidait que les arrêtés annuels de la Cour des comptes seront opposables, devant le Ministre, à l'agglomération et au comptable; la loi devrait assurer la contradiction des débats devant la Cour. Il serait alors plus expédient d'étendre purement et simplement aux agglomérations la mission dont la Cour des comptes est chargée envers l'Etat et envers les provinces, et envers les comptables de ces administrations. La Cour des comptes est particulièrement apte à exercer pareille mission. Et les comptables aussi bien que les agglomérations bénéficieraient de la faculté de se pourvoir en cassation pour violation des formes ou de la loi (loi du 29 octobre 1846, article 13).

Comme il s'agit en l'occurrence d'options qui relèvent du seul législateur, le Conseil d'Etat s'est abstenu de les concrétiser dans un texte.

De toute manière, c'est sous le littéra C que doivent figurer d'abord l'article 147, § 2, ensuite l'article 106 du projet.

Dans le cas où le législateur préférerait s'en tenir au système du projet, il y aurait lieu de compléter l'article 106, § 2, alinéa 2, du projet, aux fins de régler la procédure de la reddition du compte de fin de gestion (voir article 177 du texte proposé).

Article 155.

Le texte, tel qu'il est rédigé, permet à l'agglomération de considérer comme indispensable à l'exercice d'une quelconque compétence qui lui est transférée un bien qui était affecté par la commune à une autre destination.

Si telle n'était pas l'intention du législateur, le texte devrait être modifié.

La compétence conférée au Roi par l'alinéa 2 de l'article 155 ne porte aucune atteinte à la compétence donnée aux tribunaux par les articles 92 et 93 de la Constitution, notamment dans les litiges qui auraient pour objet de déterminer s'il s'agit ou non d'un bien du domaine public ou encore si le bien est effectivement la propriété de la commune.

Le dernier alinéa de l'article 155, qui dispose que "le transfert des biens, droits et obligations se fait à titre gratuit", implique que l'article 11 de la Constitution n'est pas applicable en cas de transfert de la propriété des biens du domaine public d'une personne publique à une autre personne publique. Cette conception, qui appelle de sérieuses réserves, trouve néanmoins un précédent dans l'article 78 de la loi provinciale, modifié par l'article 1er de la loi du 9 août 1948, aux termes duquel le classement entre l'Etat et les provinces des routes faisant actuellement partie de la grande voirie "emporte attribution, à titre gratuit, de la propriété desdites routes".

Article 157.

Dans la mesure où il modifie la compétence pour exercer la tutelle administrative sur les communes, cet article doit faire l'objet de dispositions à insérer dans la loi communale. Le Conseil d'Etat propose de modifier à cette fin l'article 75 de la loi communale. De toute évidence, cette disposition supprime les pouvoirs d'avis que certaines dispositions (tel l'article 76 de la loi communale) attribuent à la députation permanente.

L'alinéa 4 serait mieux à sa place à l'article 8 (voir l'article 12, alinéa 3, du texte proposé par le Conseil d'Etat).

L'article 162 devrait être rattaché à l'article 157.

Article 158.

Il appartient au législateur de décider si l'article ne doit pas être complété par un alinéa relatif à la motivation des arrêtés d'improbation.

Article 159.

La rédaction du texte proposé par le Conseil d'Etat (article 188) présente l'avantage de permettre d'interpréter le projet de la même manière que l'article 86 de la loi communale dont, de toute évidence, il s'inspire.

Article 163.

Cet article est inutile, étant donné l'article 90, alinéa 2, de la loi communale. A la rigueur, on pourrait compléter la deuxième phrase de cet alinéa par les mots "y compris les règlements de police de l'agglomération".

Article 164.

A la différence des régies communales, les régies d'agglomération auront la personnalité juridique.

Article 165.

Le § 2 paraît sans objet, eu égard au § 1er, dans la mesure où il concerne les matières visées à l'article 6. Il est inutile dans la mesure où il concerne les matières visées à l'article 7; il fait en effet double emploi avec l'article 8.

Section 1ère du Chapitre VIII du Titre Ier.

Cette section exécute l'article 108ter, § 2, alinéa 1er, de la Constitution. Il serait, dès lors, mieux rédigé comme suit : "Des groupes linguistiques au sein du Conseil".

Article 166.

L'intention du projet serait plus clairement exprimée si le texte précisait que le candidat doit indiquer le groupe linguistique auquel il entend appartenir.

Article 168.

L'article 168 doit couvrir tous les cas où un conseiller cesse ses fonctions, notamment la présomption de désistement en cas de survenance d'une incompatibilité ou la déchéance pour perte des conditions d'éligibilité. L'article 168 devrait dès lors se lire comme suit :

"En cas de vacance d'un siège au Conseil, il est fait appel au suppléant de la même liste qui occupe le premier rang dans le même groupe linguistique" (article 195 du texte proposé).

On observera que cet article ne règle que le cas de la vacance. Le cas du désistement avant la prestation de serment, qui ne fait pas l'objet de règles spéciales, doit dès lors se régler conformément au chapitre IV.

Article 169.

La deuxième phrase est inutile; elle fait double emploi avec l'article 65, alinéa 1er.

Article 173.

L'alinéa 1er fait double emploi avec l'article 80, alinéa 1er.

Article 175.

Il n'y a pas lieu de répéter dans la loi les dispositions qui figurent déjà dans l'article 108ter, alinéa 3, de la Constitution. Doivent dès lors être omis, les a, b, d et e du § 1er.

Section IV du Chapitre VIII du Titre Ier.

Cette section reprend une série de dispositions qui figurent déjà à l'article 108ter, §§ 4 à 6, de la Constitution et qui doivent être omises.

Article 176.

L'article 176, alinéa 3, concerne les budgets. Cette disposition doit être reportée à la sous-section VI de la section IV.

*

* *

La sous-section 1ère, abstraction faite de l'article 186, à omettre, se subdiviserait en deux sous-sections : la première, intitulée "De la composition des commissions de la culture", reprendrait les dispositions analogues à celles de la sous-section 1ère de la section 1ère du chapitre IV, soit les articles 177, 178, 182, 183, alinéa 1er, 184 et 185.

La deuxième, intitulée "De l'élection", reproduirait les articles 179, 180, 181 et 183, alinéas 2 à 7.

.../...

Articles 179, 180, 181, et 183, alinéas 2 à 7.

L'article 179, § 1er, alinéa 3, dispose que "les membres sortants sont rééligibles". Cette disposition est inutile, la rééligibilité étant de droit commun.

A la différence de l'article 9, alinéa 2, de la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique, le projet ne prévoit pas de dérogation pour le cas où le jour prévu pour l'élection serait un jour férié légal. L'élection aura donc lieu, le cas échéant, le lundi de Pâques.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat tient compte de l'éventualité où la procédure de validation des élections au Conseil d'agglomération ou bien l'annulation de ces élections auraient pour effet nécessaire de retarder l'élection des commissions.

L'article 183, alinéas 2 à 7, organise une procédure juridictionnelle de validation, analogue à celle de l'article 19 de la loi du 10 mars 1925. Dans son avis sur la proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux (Doc. Chambre, 652, session 1963-1964, n°2), le Conseil d'Etat a fait les observations suivantes à propos de l'article 19 de la loi du 10 mars 1925 :

"L'article 19 de la loi parle de nomination des membres de la commission d'assistance publique. Cette nomination est en réalité une élection; la loi emploie d'ailleurs ce terme à plusieurs reprises.

L'article 19, alinéa 2, dispose que "la députation permanente annule ... les nominations faites en violation des prescriptions de la présente loi". La jurisprudence constante du Conseil d'Etat décide que l'article 19 doit

être interprété comme permettant à la députation permanente de recourir à d'autres moyens que l'annulation pour assurer la régularité de l'élection. Elle peut notamment redresser les erreurs commises par le conseil communal et trancher les contestations qui pourraient s'élever quant à l'inéligibilité et quant à l'incompatibilité (arrêts Election des membres de la C.A.P. de Falisolle, n°3400, du 19 mai 1954 (Recueil , pages 473-475), Election des membres de la C.A.P. Oleye, n°3420, du 28 mai 1954 (Recueil , pages 501-502), Collège des bourgmestre et échevins de la ville de Saint-Trond et consorts, n°3432, du 2 juin 1954, (Recueil, pages 514-516), De Rijcke, n°3515, du 26 juin 1954, (Recueil, pages 612-613), Van de Wiele, n°3553, du 7 juillet 1954 (Recueil, pages 665-667) et Van den Broeck, n°3753, du 26 octobre 1954 (Recueil , pages 888-890). Elle a donc en cette matière les mêmes pouvoirs qu'en matière d'élections communales.

La loi ne fixe pas le délai dans lequel les réclamations peuvent être adressées à la députation permanente. Le Conseil d'Etat en a déduit que la réclamation peut être formée jusqu'à la décision sur la validation (Arrêt Election des membres de la C.A.P. Vaulx-lez-Tournai, n°3421, du 28 mai 1954, Recueil, pages 502-503)). La lacune que présente la loi doit être comblée; la contradiction des débats devra, en effet, être assurée devant un tribunal administratif. A cet effet, l'article 74 de la loi électorale communale pourrait être rendu applicable aux réclamations contre l'élection de la commission d'assistance publique.

Il est souhaitable de préciser que "tout intéressé peut introduire une réclamation".

.../...

Le Conseil d'Etat propose de régler la validation des élections des commissions de la culture, en s'inspirant du texte qu'il avait proposé dans l'avis précité.

Articles 189 à 196.

De l'article 192, alinéa 2, il ressort qu'en cas de vote secret, les commissions composant les commissions réunies voteront séparément. D'autre part, l'article 202 serait mieux à sa place ici que dans la sous-section relative au personnel.

Il serait plus clair de grouper sous deux sous-sections ce qui concerne, d'une part, les commissions et, d'autre part, les commissions réunies.

Articles 200 et 201.

L'article 201, § 2, du projet est inutile, étant donné que l'article 200 rend l'article 94 applicable aux commissions.

Articles 203 et 204.

Il importe d'examiner la compatibilité de ces dispositions avec les articles 59bis et 108ter de la Constitution.

L'article 59bis, § 6, dispose :

.../...

"§ 6. La loi fixe le crédit global qui est mis à la disposition de chaque conseil culturel, qui en règle l'affectation par décret.

Ce crédit est établi en fonction de critères objectifs fixés par la loi. Des dotations égales sont établies dans des matières qui, par leur nature, ne se prêtent pas à des critères objectifs.

La loi détermine, en fonction de ces mêmes règles, la quotité de ce crédit qui doit être consacrée au développement de l'une et de l'autre culture sur le territoire de Bruxelles-capitale".

Ce texte traite du crédit global à attribuer à chaque conseil culturel et de la partie de ce crédit que chacun des deux conseils culturels doit consacrer au développement de la culture qui en relève sur le territoire de Bruxelles-capitale. La part de ce crédit attribuée à la culture fait l'objet de l'article 203, alinéa 2, du projet.

L'article 203, alinéa 1er, prévoit d'autres recettes pour les commissions de la culture, et notamment les dotations annuelles inscrites au budget de l'Etat, les dotations annuelles inscrites au budget de l'agglomération, les dotations annuelles inscrites au budget des communes de l'agglomération. Ces dotations n'entrent pas dans les prévisions de l'article 59bis de la Constitution. L'article 108ter ne dispose rien en ce qui les concerne. Le législateur est dès lors souverain et peut décider que ces dotations seront de valeur égale pour chacune des commissions.

A l'article 204, § 1er, du projet, le mot "équivalente", qui manque de précision, devrait être remplacé par le terme "égale", qui correspond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ressortent de l'exposé des motifs.

Article 208.

L'article 208 rend applicables aux commissions les articles 143 à 146 et 148 à 153, et non l'article 147. Il en résultera qu'en vertu de l'article 145, la commission arrêtera provisoirement ses comptes; mais l'autorité qui doit arrêter définitivement le compte n'est pas désignée. Si l'intention du législateur est de confier cette mission à la Cour des comptes, il suffit d'ajouter à la mention des articles précités celle de l'article 147, § 2.

Articles 209 et 210.

Ces articles seraient mieux à leur place dans la sous-section : "Des finances et des biens".

Article 211.

Le § 2 est inutile.

Articles 212 et 215.

Les mots "sur proposition du Ministre de l'Intérieur" que l'on trouve à l'article 212, pourraient apparaître comme une immixtion du législateur dans les attributions du pouvoir exécutif. Au surplus, la matière est traditionnellement de la compétence du Ministre de l'Intérieur (voir l'exposé des motifs, p. 18), de sorte que ces mots peuvent être omis sans inconvénient, et ce d'autant plus, qu'on n'a pas jugé utile de les répéter à l'article 215.

Article 216.

Cet article, qui n'ajoute rien à l'article 108bis, § 1er, alinéa 2, de la Constitution, doit être omis.

Article 218.

L'alinéa 2, eu égard à l'interprétation restrictive à donner aux dispositions qui établissent des incompatibilités, ne s'appliquera pas aux agents des gouvernements provinciaux qui ne font pas partie du personnel provincial mais sont des agents de l'Etat.

Si telle n'était pas l'intention du législateur, le texte devrait être modifié.

Article 220.

Le § 2 appelle les mêmes observations que l'article 89, § 5.

Article 223.

Cet article appelle les mêmes observations que celles qui ont été faites à propos du compte de fin de gestion des receveurs d'agglomération.

De l'article 211, § 3, il résulterait que les comptes des fédérations et des communes qui les composent seront arrêtés par la Cour des comptes, ainsi que le prévoit l'article 147, § 3, pour les agglomérations ? Telle n'est pas l'intention des auteurs du projet, qui entendent que les comptes soient arrêtés définitivement par la députation permanente, autorité de tutelle compétente en vertu de l'article 228.

Article 224.

Cet article appelle les mêmes observations que les articles 109 et 110.

Article 225.

Cet article doit trouver sa place après l'article 219 (section II du chapitre III du titre II).

L'article 225 du projet , à la différence de l'article 78 du projet et de l'article 56 de la loi communale, ne limite pas les causes de suspension ou de révocation à l'inconduite notoire et à la négligence grave. Il ne limite pas la durée de la suspension et ne prévoit rien quant à la réélection du membre révoqué. L'article 257 du texte proposé par le Conseil d'Etat contient les dispositions requises pour le cas où le législateur déciderait que les principes applicables aux membres des collèges d'agglomération et des collèges des bourgmestre et échevins seront étendus aux membres des collèges de fédération.

Article 228.

En tant qu'il confère un pouvoir de tutelle d'annulation à la députation permanente, cet article constitue une innovation.

L'article 228 implique encore que c'est à la députation permanente, et non au Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'il est prévu à l'article 162, que les fédérations devront envoyer copie de leurs délibérations.

Articles 230 et 232.

Le rapprochement de ces articles implique que les fédérations ne doivent pas appartenir à la même province que l'agglomération. Dans la situation actuelle, cette remarque ne paraît concerner que l'agglomération anversoise et les fédérations qui l'entourent.

Article 231.

L'article 51 dispose que "le conseil nomme tout représentant de l'agglomération". Cet article est applicable aux fédérations en vertu de l'article 211, § 3. L'article 231, en attribuant aux collèges de l'agglomération et des fédérations le pouvoir de désigner les délégués au comité de concertation, ne concorde pas avec l'article 51 précité.

Article 235.

Cet article règle les séances extraordinaires du comité de concertation. En l'absence de disposition légale relative aux séances ordinaires, il faut conclure que cette question sera réglée par le règlement d'ordre intérieur (voir l'exposé des motifs, p. 19).

Article 236.

Les observations faites à propos de l'article 4 relativement aux recommandations valent pour l'article 231.

TITRE IV. - DISPOSITIONS MODIFICATIVES.

Si large que veut être l'habilitation donnée au Roi par l'article 247 du projet, l'appréciation de l'étendue des pouvoirs visés à ce même article 247, 1°, posera des problèmes que le Conseil d'Etat n'a pu examiner de manière systématique.

A titre d'exemples, on peut notamment citer, indépendamment des articles 237 et 238 du projet ainsi que des articles dont le Conseil d'Etat a proposé le transfert dans les dispositions modificatives, les deux cas suivants :

.../...

1. On peut douter que l'article 247 habilite le Roi à compléter l'article 42 du Code judiciaire pour déterminer le lieu où les institutions qu'il crée et qu'il dote de la personnalité juridique doivent être citées en justice.

2. On peut également se demander si l'article 8 de la loi du 23 décembre 1946 pourrait être modifié par le Roi.

Il se recommande, dès lors, que le législateur lui-même procède à ces modifications, chaque fois qu'il est possible de le faire (voir les articles 307 et 308 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Article 237.

Cet article rend les lois coordonnées du 18 juillet 1966 applicables aux agglomérations et aux fédérations de communes.

Ces agglomérations et fédérations tombent sous la définition donnée aux services régionaux par l'article 32 de ces lois.

Il appartiendra au législateur de décider si l'article 237 ne doit pas être complété par la mention des comités de concertation qui, eux aussi, apparaissent comme des services régionaux.

Quant aux commissions de la culture et aux commissions réunies, elles constituent des services régionaux dont l'activité s'étend exclusivement à des communes de Bruxelles-capitale, au sens de l'article 35, § 1er, des lois coordonnées.

Article 238.

Dans le nouvel article 5 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement figure l'expression "chef de famille".

Cette expression n'est pas en harmonie avec l'article 373 du Code civil, tel qu'il a été modifié par la loi du 8 avril 1965. En effet, aux termes de cet article, l'autorité parentale est exercée, en principe, conjointement par le père et la mère. A l'expression "chef de famille", il faudrait donc substituer l'expression "la ou les personnes exerçant l'autorité sur le mineur".

L'article 5 nouveau de la loi précitée du 30 juillet 1963 soulève un autre problème : il ne permet le choix du "chef de famille" que lorsque celui-ci réside dans l'arrondissement de Bruxelles-capitale.

Il appartiendra au législateur de régler le cas de l'enfant que ses parents ont élevé dans une langue et qui est doté d'un tuteur résidant dans une région d'une autre langue.

Il lui appartiendra également de régler le cas de l'enfant dont les parents ne résident pas tous les deux dans l'arrondissement de Bruxelles-capitale.

En outre, le législateur devra régler le cas de personnes ne résidant pas dans cet arrondissement, tels les agents diplomatiques en poste à l'étranger, et celui des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Article 244.

Cet article est inutile. Il ne fait que consacrer le droit commun.

ANNEXE A L'AVIS (2ème PARTIE)
=====Texte proposé.Sous-section 2. Des élections..A. Dispositions générales.Article 30 (article 24 du projet).

Les électeurs communaux des communes de l'agglomération sont, dans les mêmes conditions, électeurs pour le Conseil d'agglomération, ou "électeurs d'agglomération".

Article 31 (article 25 du projet).

Lorsque les électeurs communaux se réunissent de plein droit à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux, ils procèdent en même temps au renouvellement du Conseil d'agglomération.

L'assemblée des électeurs d'agglomération peut aussi être convoquée extraordinairement, en vertu d'une décision du Conseil d'agglomération ou d'un arrêté royal, à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes et aux places nouvellement créées par suite de la révision de la classification des agglomérations. Elle a toujours lieu un dimanche.

.../...

B. Des élections pour le seul Conseil d'agglomération.

Article 32 (nouveau).

Les articles 8 et 9 de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération.

Article 33 (article 26 du projet).

Il est constitué un bureau d'agglomération, présidé par le président du tribunal de première instance.

Le bureau d'agglomération comprend, outre le président, quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants, désignés par le président parmi les électeurs de la commune où le bureau siège, et un secrétaire sans voix délibérative, nommé par le président. Aucun candidat ne peut faire partie du bureau.

L'article 19 de la loi électorale communale est applicable au bureau d'agglomération.

Le bureau doit être constitué au moins vingt-sept jours avant l'élection.

Le bureau d'agglomération est chargé exclusivement de l'accomplissement des opérations préliminaires de l'élection et de celles du recensement général des votes. Son président exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations dans l'agglomération et prescrit au besoin les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires.

.../...

Article 34 (articles 27, 28 et 43 du projet).

Les articles 10 à 24 et 25 à 27 de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération.

Toutefois, pour cette application, il y a lieu :

- 1° de lire, à l'article 10, alinéa 1er, à la place des mots "par le président du tribunal de première instance ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace", les mots "par le magistrat qui remplace le président du tribunal de première instance";
- 2° de lire, à l'article 20, à la place des mots "le conseil communal", les mots "le Conseil d'agglomération";
- 3° de lire, à l'article 21, à la place des mots "instructions (modèle I) annexées à la présente loi", les mots "instructions (modèle IB), annexées à la loi sur les agglomérations et les fédérations de communes";
- 4° de lire, à l'article 22, alinéa 1er, à la place des mots "bureau principal", les mots "bureau d'agglomération";
- 5° de lire, à l'article 22, l'alinéa 3 comme suit :

"Trente-trois jours au moins avant l'élection:

 - 1° le président du bureau d'agglomération publie un avis fixant le lieu et rappelant les jours et heures auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations des témoins visés à l'article 23, alinéas 9 et 10;
 - 2° le président du bureau principal publie un avis fixant le lieu et rappelant les jours et heures auxquels il recevra les désignations des témoins visés à l'article 25";

6° de lire, à l'article 23, l'alinéa 1er comme suit :

"Les présentations de candidats doivent être signées par un nombre d'électeurs d'agglomération au moins égal à cinq fois le nombre de conseillers à élire. Ces électeurs joignent à l'acte de présentation un extrait de la liste électorale de la commune où ils sont inscrits";

7° de lire, à l'article 23, alinéas 3, 6 et 9, à la place des mots "bureau principal", les mots "bureau d'agglomération";

8° de lire, à l'article 25, alinéa 2, à la place des mots "dans l'arrondissement administratif", les mots "dans l'agglomération";

9° d'ajouter à l'article 26 la disposition suivante :

"6. Dans tous les articles où ils se trouvent, les mots "bureau principal" sont remplacés par les mots "bureau d'agglomération".

Article 35 (article 27 du projet).

Lorsque le nombre des candidats régulièrement présentés conformément à l'article 23 de la loi électorale communale tel qu'il est adapté par la présente loi, ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par le bureau d'agglomération, sans autre formalité.

Le procès-verbal de l'élection, signé et rédigé séance tenante par les membres du bureau, est adressé immédiatement à la députation permanente du conseil provincial, avec les actes de présentation, et des extraits en sont envoyés aux élus et publiés par voie d'affiches dans toutes les communes de l'agglomération.

Article 36 (article 27 du projet).

Si le nombre des candidats régulièrement présentés conformément à l'article 23 de la loi électorale communale tel qu'il est adapté par la présente loi, est supérieur à celui des mandats à conférer, la liste des candidats est aussitôt affichée.

L'affiche reproduit en gros caractères, à l'encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé à l'article 30 de la loi électorale communale, adapté par la présente loi, ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Elle reproduit aussi l'instruction modèle IB annexée à la présente loi.

A partir du dix-neuvième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau d'agglomération communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent.

Article 37 (article 27 du projet).

Les articles 30 et 30bis de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération.

Toutefois, pour cette application, il y a lieu :

- 1° de lire, à l'article 30, alinéa 1er, et à l'article 30bis, à la place des mots "bureau principal", les mots "bureau d'agglomération";
- 2° de lire, à l'article 30, alinéa 1er, à la place des mots "modèle II annexé à la présente loi", les mots "modèle IIB annexé à la loi sur les agglomérations et les fédérations de communes";

3° d'ajouter à l'article 30, alinéa 3, les mots "à l'exception des candidats isolés".

Article 38 (article 27 du projet).

Aussitôt que le bureau d'agglomération a arrêté le texte et la formule des bulletins, le président de ce bureau fait imprimer les bulletins de vote à l'encre noire sur papier électoral. L'emploi de tout autre bulletin est interdit.

Les bulletins employés pour un même scrutin doivent être absolument identiques.

Le papier électoral est fourni par l'Etat. Les dimensions en sont déterminées par arrêté royal d'après le nombre des membres à élire.

Article 39 (articles 27 et 28 du projet).

Les articles 32 à 39 de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération.

Toutefois, pour cette application, il y a lieu :

- 1° de lire, à l'article 32, alinéas 1er et 3, à la place des mots "bureau principal", les mots "bureau d'agglomération";
- 2° de lire, à l'article 32, alinéa 1er, à la place du mot "sections", le mot "bureaux";
- 3° de lire, à l'article 33, alinéa 5, à la place des mots "la commune", les mots "l'agglomération";

.../...

4° de lire, à l'article 34, alinéa 1er :

- a. à la place des mots "modèle I", les mots "modèle IB";
- b. à la place des mots "annexée à la présente loi", les mots "annexée à la loi sur les agglomérations et les fédérations de communes";

5° d'insérer à l'article 34, alinéa 2, après les mots "de la loi électorale communale", les mots "ainsi que des articles 30 à ... et ... à ... de la loi sur les agglomérations et sur les fédérations de communes".

Article 40 (article 28 du projet).

L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote.

S'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste en faveur de laquelle il se prononce, il marque son vote dans la case placée en tête de celle-ci.

S'il veut modifier cet ordre, il marque un vote nominatif, dans la case placée à côté du nom du candidat de son choix.

S'il n'y a qu'un seul membre à élire ou si l'électeur veut voter pour un candidat isolé, il marque son vote dans la case placée au-dessus du nom du candidat de son choix.

Article 41 (articles 29 à 31 du projet).

Sont applicables aux élections d'agglomération:

1° les articles 41 et 42 de la loi électorale communale;

.../...

2° l'article 42bis, §§ 2 et 3, de la même loi, sous réserve des adaptations nécessaires que le Roi y apportera;

3° les articles 43 à 49 de la même loi.

Article 42 (articles 32, 34 et 35 du projet).

Le président et l'un des membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les déplient et les classent d'après les catégories suivantes :

1° les bulletins donnant des suffrages valables, soit pour une seule liste ou pour un de ses candidats, soit pour un candidat pris isolément, sans contenir d'autres suffrages;

2° les bulletins suspects;

3° les bulletins blancs ou nuls.

Une catégorie distincte est faite pour chacune des listes et des candidatures isolées, dans l'ordre des numéros de ces listes et candidatures.

Les bulletins marqués en tête d'une liste et en faveur d'un seul candidat de la même liste sont classés comme donnant des suffrages valables. Sur ces bulletins, le président inscrit la mention "validé" et y appose son paraphe.

Il est procédé au classement et à l'examen des bulletins conformément à l'article 43 de la présente loi et aux articles 158 et 159, alinéas 1er, 2 et 5, du Code électoral.

Tous les bulletins, classés comme il est dit ci-dessus, sont placés sous des enveloppes distinctes et fermées.

Le bureau arrête et fixe en conséquence le nombre total des bulletins valables, celui des bulletins blancs ou nuls et, pour chaque liste, le nombre des bulletins marqués en tête, celui des bulletins marqués à côté du nom d'un candidat et celui des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Article 43 (article 33 du projet).

Sont nuls :

- 1° tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi;
- 2° les bulletins qui contiennent plus d'un vote de liste ou plus d'un suffrage nominatif;
- 3° les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête d'une liste et un vote à côté du nom d'un candidat d'une autre liste;
- 4° ceux qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage;
- 5° ceux dont la forme et les dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisée par la loi;

Ne sont pas nuls, les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête d'une liste et à côté du nom d'un seul candidat de la même liste. Dans ce cas, le vote en tête est considéré comme non venu.

Article 44 (article 36 du projet).

Les articles 52, 53, alinéa 1er, et 54 de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération. Toutefois, pour cette application, il y a lieu :

- 1° de lire, à l'article 52, alinéas 2 et 4, et à l'article 53, à la place des mots "bureau principal", les mots "bureau d'agglomération";
- 2° de lire, à l'article 52, alinéa 9 :
 - a. à la place des mots "aux articles 42 et 50 ci-dessus", les mots "à l'article 42 ci-dessus et à l'article 42 de la loi sur les agglomérations et les fédérations de communes";
 - b. à la place des mots "collège électoral" les mots "bureau d'agglomération";
- 3° de lire, à l'article 54, alinéa 2, à la place du mot "membre", les mots "conseiller d'agglomération".

Article 45 (article 37 du projet).

Le chiffre électoral de chaque liste est constitué par l'addition du nombre des bulletins contenant un vote valable en tête de cette liste ou ne contenant de suffrage valable qu'en faveur d'un candidat de ladite liste.

Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

Article 46 (article 38 du projet).

Le bureau d'agglomération répartit les sièges entre les listes et désigne les candidats auxquels sont conférés les sièges revenant à la liste, de la manière déterminée par les articles 167 à 169 et 170, alinéas 1er et 2, du Code électoral.

Article 47 (articles 39 à 42 et 44 à 47 du projet).

Les articles 58 et 59, 62, alinéas 1er et 2, 63 et 64, 74 à 77 de la loi électorale communale sont applicables aux élections d'agglomération. Toutefois, pour cette application, il y a lieu :

- 1° de lire, aux articles 59, 60, 62, 64, 75, 76 et 77, à la place des mots : "communal", "communaux", "communales" et "principal", les mots "d'agglomération";
- 2° de lire, à l'article 60, alinéa 2, à la place des mots "de la commune", les mots "de l'agglomération";
- 3° de lire, à l'article 63, à la place des mots "parcours gratuit sur les chemins de fer de l'Etat", les mots "transport gratuit";
- 4° de lire, à l'article 74, à la place des mots "au bourgmestre", les mots "au président du Conseil d'agglomération".

.../...

C. Elections simultanées pour le Conseil d'agglomération
et pour les conseils communaux.

Article 48 (nouveau).

Lorsque les élections d'agglomération et les élections communales doivent avoir lieu le même jour, les opérations électorales sont régies respectivement par les articles 30 à 47 de la présente loi et par la loi électorale communale, sous réserve des articles ci-après .

Article 49 (nouveau).

Seul le président du bureau d'agglomération a qualité :

- a. pour exercer un contrôle sur l'ensemble des opérations dans l'agglomération et pour prescrire au besoin les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires;
- b. pour procéder aux opérations prévues à l'article 53, alinéa 6, de la présente loi.

Article 50 (article 27, § 2, du projet).

Les candidats aux élections communales peuvent, dans la déclaration d'acceptation de leur candidature, demander l'attribution à leur liste du même numéro d'ordre que celui qui sera conféré à des listes présentées pour les élections d'agglomération. La demande peut également être faite, ou être retirée, au moyen d'une déclaration signée par les mêmes candidats et remise entre les mains du président du bureau principal, le vingt-septième jour avant le scrutin, entre 13 et 16 heures, ou le vingt-sixième jour, entre 13 et 15 heures.

Ce président informe, au plus tard le vingt-sixième jour avant le scrutin, le président du bureau d'agglomération des demandes ainsi formulées.

Pour être accueillie, la demande doit rencontrer l'acquiescement des candidats conseillers d'agglomération, ou de deux des trois premiers de ces candidats, figurant sur les listes dont le numéro est sollicité. Cet acquiescement est formulé dans une déclaration signée par ces candidats et remise au président du bureau d'agglomération le vingt-sixième jour avant le scrutin, entre 13 et 15 heures, ou le vingt-quatrième jour entre 14 et 16 heures. La demande ayant été certifiée régulière, les listes doivent recevoir le numéro sollicité.

Aussitôt après la numérotation des listes des élections d'agglomération, le président du bureau d'agglomération notifie, par télégramme ou par porteur, aux présidents intéressés, les demandes qui font l'objet d'un acquiescement régulier, les numéros d'ordre à attribuer aux listes qu'elles concernent, ainsi que le dernier numéro attribué pour les élections d'agglomération.

La numérotation des listes des élections communales n'a lieu qu'après la réception de cette notification et le tirage au sort pour les listes non encore pourvues d'un numéro d'ordre, s'effectue entre les numéros immédiatement supérieurs au dernier numéro conféré pour les élections d'agglomération.

Article 51 (nouveau).

La mission du président du bureau principal est commune aux deux élections.

.../...

Article 52.-

§ 1er (article 28 du projet). Les opérations de vote sont communes aux deux élections. Chaque bureau de vote dispose de deux urnes réservées respectivement aux bulletins de vote pour le Conseil d'agglomération et pour le conseil communal.

La couleur du papier électoral pour les élections communales est différente de celle du papier pour les élections d'agglomération.

Les enveloppes devant contenir des bulletins de vote ou des documents pour les élections communales sont de la couleur spéciale réservée auxdits bulletins.

Lorsque le dépouillement doit s'effectuer non dans le local où le vote a eu lieu, mais dans un autre local de la même commune, les bulletins peuvent être placés sous enveloppe à soufflet ou laissés dans l'urne. Les enveloppes ou les urnes sont dûment scellées avant leur transport au bureau de dépouillement.

Le procès-verbal est dressé en double exemplaire, dont l'un est destiné au bureau de dépouillement pour les élections communales, l'autre à celui des élections d'agglomération. Les annexes communes aux deux élections sont jointes à l'exemplaire destiné au bureau d'agglomération.

§ 2. (article 30 du projet). En cas de renouvellement général des conseils communaux, les dispositions du Code électoral relatives au scrutin à l'armée sont applicables à la fois aux élections pour le Conseil d'agglomération et aux élections pour les conseils communaux.

Le Roi arrête les adaptations nécessaires.

Article 53 (articles 31 et 30 du projet).

Les opérations de dépouillement sont distinctes pour les deux élections. A cette fin, tous les bureaux de dépouillement sont dédoublés en bureaux A et bureaux B.

Le bureau A, constitué conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi électorale communale, dépouille les bulletins pour le conseil communal.

Le bureau B dépouille les bulletins pour le Conseil d'agglomération. Ce bureau est composé d'un président et de deux assesseurs désignés conformément aux dispositions de l'article 10, alinéa 2, de la loi électorale communale.

La désignation des présidents des bureaux B s'effectue avant, et celle des assesseurs de ces bureaux, après la nomination des présidents des bureaux de vote.

Le tableau des présidents et des assesseurs des bureaux B est transmis au président du bureau d'agglomération quatorze jours au moins avant l'élection.

L'affectation, par tirage au sort, des présidents et assesseurs des bureaux B à un bureau de dépouillement déterminé et la notification de cette affectation s'effectuent en même temps que les opérations prévues à l'article 44 de la loi électorale communale.

Les bureaux A et B siègent dans des locaux différents du même édifice.

Les membres du bureau B doivent être présents à 14,30 heures et le bureau se constitue aussitôt. En cas d'empêchement ou d'absence au moment des opérations, de l'un des membres, le bureau se complète lui-même.

Le président du bureau B désigne un secrétaire pour assister celui-ci. Ce secrétaire prête serment et reçoit un jeton de présence. Il n'a pas voix délibérative, à moins que, en l'absence d'un des membres du bureau, il ne soit assumé en qualité d'assesseur. Dans ce dernier cas, comme en cas d'absence du secrétaire désigné par le président, le bureau désigne celui des assesseurs qui remplira en même temps les fonctions de secrétaire.

Le serment est prêté avant le commencement des opérations, savoir : par les assesseurs, le secrétaire et les témoins qui n'ont pas encore prêté serment le matin, entre les mains du président, et par celui-ci en présence du bureau constitué.

Aussitôt après la prestation du serment et au fur et à mesure de l'arrivée des plis et des urnes, le bureau compte, sans les déplier, les bulletins qu'ils contiennent. Il commence le dépouillement proprement dit dès qu'il est en possession de tous les bulletins. Ceux-ci doivent parvenir au plus tard à 16 heures.

Au cours des opérations, les présidents des bureaux A et B, en présence des témoins, échangent les bulletins qui ne leur sont pas destinés et qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Le nombre de ces bulletins est indiqué dans les procès-verbaux.

Article 54 (nouveau).

Les jetons de présence des membres des bureaux électoraux sont fixés par le Conseil d'agglomération.

Ils ne peuvent être inférieurs à la moitié du chiffre fixé en vertu de l'article 101 du Code électoral.

Ils sont supportés par moitié par l'agglomération et par les communes respectives, à l'exception des jetons des membres du bureau d'agglomération, qui sont supportés par l'agglomération.

Sous-section 3 - Des attributions.

Article 55 (article 48 du projet).

Article 56 (article 49 du projet).

Le Conseil arrête les règlements d'administration intérieure et de police de l'agglomération. Ces règlements ne peuvent être contraires ni aux lois ni aux décrets ni aux règlements généraux ou provinciaux.

Le Conseil peut établir des peines de police sanctionnant les infractions à ses règlements et arrêtés. Dans ce cas, expédition de la délibération est envoyée au greffe du tribunal de première instance et des tribunaux de police compétents pour le territoire de l'agglomération, dans les cinq jours qui suivent la notification par l'autorité de tutelle de l'approbation de cette délibération .

Articles 57 et 58 (articles 50 et 51 du projet).

Sous-section 4 - Du fonctionnement.

Articles 59 et 60 (articles 52 et 53 du projet).

Article 61 (article 54, alinéa 1er, du projet).

Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur.

Article 62 (article 54, alinéas 2 et 3, du projet).

Article 63 (article 55, alinéas 1er à 4, du projet).

.../...

Article 64 (article 55, alinéa 5, du projet).

Article 65 (article 55, alinéa 6, du projet).

Article 66 (article 56 du projet).

Le Conseil ne peut délibérer si la majorité des conseillers en fonction ne sont pas présents.

Toutefois, ... (comme au projet) ...

Article 67 (article 57 du projet).

Le président dirige les travaux du Conseil.

Il veille au bon ordre de l'assemblée. Il peut ...
(comme le projet) ...

Article 68 (article 58 du projet).

Article 69 (article 59 du projet).

Article 70 (article 60, § 1er, du projet) .

Les conseillers votent à haute voix, par assis et levé ou par appareil électrique, excepté lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nomination aux emplois, de révocation ou de suspension, lesquelles se font au scrutin secret.

Les décisions se prennent à la majorité absolue des suffrages.

Le président vote le dernier.

Article 71 (article 60, § 2, du projet).

Article 72 (article 61, alinéa 1er, du projet).

Article 73 (article 62 du projet; lire toutefois l'alinéa 4, 3°, comme suit : "la création d'établissements d'intérêt d'agglomération").

Article 74 (article 63, alinéas 1er et 2, du projet - voir avis).

Article 75 (article 63, alinéa 3, du projet).

Article 76 (article 64 du projet).

Section II. Du collège.

Sous-section 1ère. - De la composition.

Article 77 (article 65, alinéas 1er et 2, du projet).

Article 78 (article 65, alinéa 3, du projet).

Le membre du collège perd cette qualité quand il cesse de faire partie du Conseil.

Sous-section 2. - De la constitution du collège.

Article 79 (article 66 du projet).

§ 1er. (§ 1er et § 2 du projet). Après l'installation des membres du Conseil, celui-ci, réuni sous la présidence du doyen d'âge, élit le président du collège, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

§§ 2 à 4 (§§ 3 à 5 du projet : au § 3, lire :
"article 80" au lieu de "article 67").

Article 80 (article 67, § 1er, alinéa 2, et § 3, du projet).

Si, à la reprise de la séance, une seule liste de candidats en nombre égal au nombre des sièges à pourvoir et contresignée par la majorité des conseillers a été déposée, ou si le nombre des candidats est égal au nombre de sièges à pourvoir, ces candidats sont proclamés élus sans autre formalité.

Un conseiller ne peut signer qu'une seule liste de présentation.

Article 81 (article 67, § 1er, alinéa 1er, et § 2, du projet).

Si aucune liste n'est présentée ou si le nombre des candidats ne correspond pas au nombre des sièges à pourvoir, le Conseil élit les membres du collège au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire.

Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité requise, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Au ballottage, en cas de parité, le plus jeune l'emporte.

Article 82 (article 67, § 4, du projet).

Lorsque les candidats d'une seule liste sont proclamés élus en application de l'article 80, le rang des membres du collège est déterminé par l'ordre de présentation sur la liste.

Lorsque les candidats de plusieurs listes sont proclamés élus en application de l'article 80, le rang des candidats est déterminé par ... (voir avis).

En cas d'application de l'article 81, le rang des membres du collège est déterminé par l'ordre des scrutins.

Article 83 (article 69 du projet).

Article 84 (article 70 du projet - voir avis).

Article 85 (article 71 du projet).

En cas de désistement d'un membre élu ou en cas de vacance au sein du collège, le Conseil pourvoit au remplacement lors de la première séance et, en tout cas, dans les soixante jours.

Article 86 (nouveau - voir avis).

Le membre du collège absent ou empêché est remplacé par le conseiller le premier en rang, et ainsi de suite, sauf toutefois les incompatibilités mentionnées à l'article 83.

Article 87 (article 72 du projet - voir avis).

Les articles 19 à 21, 23, 24 et 29 sont applicables aux membres du collège.

Le président sortant ... (comme le projet) ...

.../...

Sous-section 3. Des attributions.Article 88 (article 73 du projet).

Le collège est chargé :

- 1° ... (comme le projet) ... ;
- 2° de l'exécution des lois, décrets et arrêtés généraux et provinciaux;
- 3° à 9° ... (comme le projet) ... ;
- 10° des actions en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Article 89 (article 74 du projet).Sous-section 4. Du fonctionnement.Article 90 (article 75 du projet).Article 91 (article 76 du projet - voir avis).

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages.

L'article 89, alinéas 2 et 3, de la loi communale et les articles 70, alinéa 3, 71 et 72 de la présente loi sont applicables aux séances du collège.

Article 92 (article 79 partim du projet).

Le président dirige les travaux du collège.

Article 93 (article 77 du projet).

Sous-section 5. De la discipline.

Article 94 (article 78 du projet).

Section III. Du président.

Article 95 (article 80, alinéa 1er, du projet).

L'article 85 est applicable en cas de désistement du président élu ou en cas de vacance des fonctions du président.

Article 96 (article 80, alinéas 2 à 4, du projet).

En cas de suspension, les fonctions du président sont exercées par le membre du collège le premier en rang.

Dans les autres cas où le président est temporairement dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, cette impossibilité est constatée par le collège. L'alinéa 1er est applicable à moins que le Conseil n'élise un président temporaire selon la procédure déterminée par l'article 79.

L'élection prévue à l'alinéa 2 est soumise à la ratification du Roi.

Article 97 (article 81 du projet).

Article 98 (article 82 du projet - voir avis).

Article 99 (article 83, alinéa 1er, du projet).

.../...

Article 100 (article 83, alinéa 2, du projet).

Le président peut, sous sa responsabilité, déléguer ses attributions en tout ou en partie, à l'un des membres du collège.

Section IV. Dispositions communes aux autorités d'agglomération.

Article 101 (article 84 du projet).

Article 102 (article 85 du projet - voir avis).

Article 103 (article 86 du projet, en remplaçant le terme "conditions" par le terme "cas").

CHAPITRE V. DE L'ADMINISTRATION.

Section I. Du personnel.

Sous-section I. - Dispositions générales.

Article 104 (article 88 du projet).

Article 105 (article 89, § 1er, du projet, en supprimant le 3° de l'alinéa 1er).

Article 106 (article 89, § 1er, alinéa 1er, 3°, du projet).

(première variante) Les membres du personnel de l'agglomération, qui sont nommés à titre définitif ou admis en stage, bénéficient d'un régime de pensions de retraite et de survie identique à celui des agents de l'administration générale de l'Etat.

Les retenues au titre de contribution à la pension de survie sont versées au Trésor public.

Les pensions sont accordées par le Ministre de l'Intérieur et payées par l'Etat.

Chaque année, le montant des dépenses effectuées au titre des pensions de retraite pendant l'année précédente est réparti entre les agglomérations et les fédérations de communes au prorata des traitements payés à leur personnel pendant la même année.

(deuxième variante).. La loi du 25 avril 1933 est applicable aux agents des agglomérations.

Article 107 (article 89, § 3, du projet - lire : "contrat de louage de travail" au lieu de "contrat de louage de services").

Article 108 (article 89, § 2, du projet - voir avis).

Pour la nomination aux emplois de cadre, la loi du 3 août 1919 et 27 mai 1947 et les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, ne sont pas opposables aux agents des communes de l'agglomération.

Article 109 (article 89, § 4, du projet).

Article 110 (article 89, § 5, du projet - voir avis.

Lire , in fine : " ... aux lois visées à l'article 108).

Article 111 (article 91 du projet - lire : "article 19" au lieu de "article 16".)

IR.

IR.

- 69 -

L. 11.360/2.

Article 112 (article 90, § 2, du projet).

Article 113 (article 90, § 1er, du projet, en omettant l'alinéa 3 (voir avis)).

§ 1er. (§ 1er, alinéas 1er et 2, du projet).

§ 2. (§ 1er, alinéas 4 et 5, du projet). Les enfants d'un agent ne peuvent exercer un commerce au domicile de celui-ci.

Le collège peut accorder des dérogations à l'alinéa précédent, sauf s'il s'agit d'un débit de boissons.

Article 114 (article 90, § 3, du projet, en supprimant le mot "également").

Sous-section 2. Du secrétaire.

Article 115 (articles 87 et 92 du projet).

Il y a , dans chaque agglomération, un secrétaire nommé par le Conseil.

Article 116 (article 93 du projet).

En cas d'empêchement du titulaire ou en cas de vacance de l'emploi ... (comme le projet) ...

Article 117 (articles 107, 3°, et 108, alinéa 1er, première phrase, du projet).

La sous-section 5 est applicable au secrétaire, sous réserve des dispositions suivantes :

.../...

1° le Conseil exerce le pouvoir disciplinaire;

2° la suspension disciplinaire ne peut excéder trois mois.

Article 118 (articles 94 , alinéa 1er, et 61, alinéa 2, du projet). Le secrétaire assiste aux séances du Conseil et du collège.

L'article 72 lui est applicable.

Article 119 (article 94, alinéa 2, du projet).

Article 120 (article 95 du projet).

Article 121 (article 96 du projet - lire "n'impliquant" au lieu de "n'emportant").

Sous-section 3. Du receveur.

Article 122 (articles 87 et 97 du projet).

Il y a , dans chaque agglomération, un receveur nommé par le Conseil.

Article 123 (article 102, alinéas 1er à 3, du projet).

Article 124 (article 102 , alinéas 4 et 5, du projet).

En cas de suspension ou d'absence non motivée ou suspecte du receveur, ou si celui-ci est dans l'impossibilité d'exprimer sa volonté, ou en cas de vacance de l'emploi s'il ne peut y être pourvu immédiatement à titre définitif, le Conseil désigne un receveur intérimaire.

Les articles 111 et 116, alinéa 2, sont applicables à cette désignation.

Copie de la délibération du Conseil est communiquée au Ministre de l'Intérieur.

Nul ne peut être désigné en qualité de receveur intérimaire s'il ne réunit les conditions prescrites pour être nommé receveur.

Article 125 (article 103, alinéa 1er, du projet).

Le receveur remplaçant ou intérimaire a les mêmes attributions que le titulaire.

Il continue les écritures comptables de ce dernier ainsi que les poursuites.

Article 126 (article 104, alinéa 1er, du projet).

Le receveur est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes de l'agglomération et d'acquitter, sur mandats réguliers, les dépenses légalement ordonnancées.

Article 127 (article 104, alinéa 3, du projet).

La responsabilité du receveur ne s'étend pas aux recettes que le Conseil fait effectuer par des agents spéciaux.

Article 128 (articles 107, 3°, et 108, alinéa 1er, première phrase, du projet).

La sous-section 5 est applicable au receveur, sous réserve des dispositions suivantes :

.../...

1° le Conseil exerce le pouvoir disciplinaire;

2° la suspension disciplinaire ne peut excéder trois mois.

Sous-section 4. Du cautionnement du receveur, du receveur
intérimaire et des agents spéciaux de
recette.

Article 129 (article 98, alinéas 1er et 2, du projet).

En nommant le receveur, le receveur intérimaire ou un agent spécial de recette, le Conseil fixe le montant et la nature du cautionnement qu'il est tenu de fournir pour garantie de sa gestion.

Le Roi fixe le montant minimum du cautionnement.

Article 130 (articles 99, alinéa 2, et 98, alinéa 3, du projet).

Le collègue veille à ce que le cautionnement soit réellement fourni et, le cas échéant, renouvelé en temps utile.

Le cautionnement en numéraire est placé, à la diligence du collègue, à la Caisse des dépôts et consignations.

Article 131. (article 99, alinéa 1er, du projet).

Les frais relatifs au cautionnement sont à la charge de celui qui le fournit.

Article 132 (article 101 du projet).

Lorsque le cautionnement n'est plus suffisant, l'intéressé doit constituer dans le délai fixé par le collège, un cautionnement supplémentaire qui est soumis aux mêmes règles que le cautionnement initial.

Article 133 (article 100 du projet).

Le cautionnement peut être remplacé par la caution solidaire d'une association agréée par le Roi.

Pour être agréée, l'association, tout en ayant le caractère civil, doit se constituer en société coopérative et se conformer aux lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.

L'arrêté royal d'agrément et les statuts de l'association sont publiés par la voie du Moniteur belge.

L'association a le droit de contrôler la caisse et la comptabilité de celui dont elle se porte garante.

Article 134 (texte proposé, à titre exemplatif, par le Conseil d'Etat - voir avis).

L'article 120 de la loi communale est applicable au receveur, au receveur intérimaire et aux agents spéciaux de recette.

Sous-Section 5. De la discipline.Article 135 (nouveau - voir avis).

Le Conseil peut, par mesure d'ordre, suspendre l'agent de ses fonctions pour une durée n'excédant pas les besoins de l'instruction.

La même mesure peut, en cas d'urgence, être prise par le collège, sous réserve de ratification par le Conseil au cours de sa plus prochaine séance.

Lorsque la gravité des faits le justifie, le Conseil peut décider que la suspension par mesure d'ordre emportera à titre conservatoire la suspension de tout ou partie du traitement.

Article 136 (article 107, § 1er, du projet - voir avis).

Les sanctions disciplinaires sont :

- 1° l'avertissement;
- 2° la réprimande;
- 3° la suspension disciplinaire;
- 4° la démission d'office;
- 5° la révocation.

Article 137 (article 107, § 1er, 3° partim, et § 2, du projet).

La suspension disciplinaire ne peut excéder six mois.

Elle entraîne la privation du traitement pendant sa durée, à moins que l'autorité qui la prononce n'en décide autrement.

Article 138 (article 108 partim du projet).

La suspension disciplinaire pour une durée de plus d'un mois, la démission d'office et la révocation sont prononcées par le Conseil.

Les autres sanctions sont prononcées par le collège.

Article 139 (article 109, § 1er, alinéa 2, 2°, et § 2, du projet).

L'agent peut se pourvoir auprès du Roi contre la suspension disciplinaire de plus d'un mois, la démission d'office ou la révocation.

Statuant sur le recours, le Roi peut réformer (ou bien (voir avis) : approuver ou improuver) la décision du Conseil.

Article 140 (article 110 du projet - voir avis - sauf les mots : "selon la procédure qu'Il détermine").

Article 141 (article 109 , § 3, du projet).

Article 142 (article 109, § 1er, alinéa 1er et alinéa 2, 1°, du projet).

Le Roi règle la procédure en s'inspirant de l'article 130bis , alinéa 3, de la loi communale et des principes généraux de la procédure disciplinaire.

Section II. Des finances et des biens.

Sous-section Ière. - De la fiscalité.

Article 143 (article 111 du projet - voir avis).

Dans les limites prévues par la loi, l'agglomération peut percevoir :

1° des taxes ... (comme le projet) ...

Article 144 (article 124 du projet).

Sont soumises à l'approbation du Roi, les délibérations du Conseil portant établissement, modification ou suppression de taxes, d'impositions ou de règlements y relatifs.

Article 145 (articles 128 et 129 du projet).

Les rôles des impositions de l'agglomération visées à l'article 143, 1° et 2°, ne peuvent être mis en recouvrement qu'après avoir reçu l'exécutoire de la députation permanente du conseil provincial.

Le Roi règle les modalités du recouvrement, des recours et des poursuites pour ces impositions.

Article 146 (article 126 du projet).

Dans le cas où l'établissement d'une taxe de répartition est approuvée, le projet de rôle de répartition arrêté provisoirement par le Conseil est soumis à l'examen des contribuables pendant quinze jours au moins à dater de l'avis qui en aura été publié par le collège. Pendant ce délai, les contribuables peuvent introduire une réclamation auprès du Conseil.

.../...

Le Conseil joint au rôle qu'il communique à la députation permanente du conseil provincial toutes les demandes, requêtes ou réclamations qui lui ont été adressées.

Article 147 (article 127 du projet - voir avis).

Article 148 (article 120 du projet, en supprimant les mots "et les fédérations de communes", ainsi que l'alinéa 2).

Sous-section 2. Autres recettes.

Article 149 (article 130, alinéa 2, du projet).

Les agglomérations participent au Fonds des agglomérations et des fédérations de communes dans les conditions prévues au titre IV.

Articles 150 et 151 (articles 136 et 137 du projet).

Article 152 (article 138 du projet).

L'agglomération peut établir des redevances.

Article 153 (article 139 du projet).

Le Conseil peut imposer aux communes de l'agglomération une contribution aux dépenses assumées par celle-ci.

La délibération du Conseil est soumise à l'approbation du Roi.

Article 154 (article 142 du projet).

Lorsque le Conseil constate qu'une dépense particulière intéresse, à la fois, l'agglomération et une ou plusieurs communes, il fixe les contributions respectives de l'agglomération et de ces communes proportionnellement à l'intérêt de chacune.

Les décisions prises par le Conseil en vertu de l'alinéa 1er peuvent faire l'objet d'un recours au Roi par les communes intéressées. Le Roi règle la procédure.

Sous-section 3. Des budgets et des comptes.A. Dispositions communes au budget et au compte annuel.Article 155 (article 140, alinéa 2, du projet).Article 156 (article 144, alinéas 1er à 3, du projet).Article 157 (article 146 du projet; remplacer "contribuable" par "intéressé").Article 158 (article 144, alinéa 4, et article 153 du projet).

Le règlement général sur la comptabilité communale est applicable aux agglomérations, sous réserve des adaptations que le Roi y apportera pour l'exécution de la présente loi.

Le Roi arrête toutes autres dispositions utiles relatives à la gestion financière de l'agglomération.

B. Du budget.

Article 159 (article 140, alinéa 1er, et article 145 du projet).

Chaque année, le premier mardi d'octobre, le Conseil se réunit pour délibérer sur le projet de budget pour l'exercice suivant.

Article 160 (article 141 du projet).

Article 161 (article 147, § 1er, du projet).

Article 162 (article 143 du projet).

Article 163 (article 148 du projet).

Article 164 (article 149, alinéa 1er et alinéa 2, première phrase, du projet).

Aucun paiement ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un article figurant au budget ou d'un crédit spécial approuvé par le Roi.

Aucun article des dépenses ne peut être dépassé.

Article 165 (article 149, alinéa 2, deuxième phrase, et alinéas 3 à 5, du projet).

Aucun transfert ne peut avoir lieu sans l'approbation du Roi.

Toutefois ... (comme le projet) ...

Articles 166 et 167 (articles 150 et 151 du projet).

.../...

Article 168 (article 152 du projet, en supprimant la dernière phrase).

Article 169 (article 104, alinéa 2, du projet).

C. Des comptes.

Article 170 (article 140, alinéa 1er, et article 145 du projet).

Chaque année, le Conseil se réunit le premier mardi du mois de juin pour arrêter provisoirement les comptes de l'exercice précédent.

Article 171 (article 147, § 2, du projet).

Article 172 (article 106, § 1er, alinéa 3, du projet).

L'obligation de rendre un compte de fin de gestion incombe au receveur, au receveur intérimaire ou à l'agent spécial de recettes ou, le cas échéant, aux successeurs aux biens du comptable sortant, à l'exclusion des légataires particuliers et des successeurs irréguliers.

Article 173 (article 106, § 1er, alinéas 1er et 4, du projet).

Le compte de fin de gestion est remis au collège dans les deux mois de la cessation des fonctions. Passé ce délai, le compte peut être établi d'office par le collège après mise en demeure non suivie d'effet dans les vingt jours.

Article 175 (article 106, § 1er, alinéa 2, du projet).

Le collège examine le compte de fin de gestion et fait rapport au Conseil.

Il peut se faire aider par un organisme spécialisé agréé par le Roi.

Article 176 (article 106, § 2, première phrase, du projet).

Le compte de fin de gestion est arrêté provisoirement par le Conseil.

Article 177 (article 106, § 2, alinéa 1er, deuxième phrase, et alinéas 2 à 5, du projet - voir dans l'avis les observations formulées au sujet des comptes, sub sous-section 4 de la Section 2 du Chapitre V du Titre Ier).

Le Ministre de l'Intérieur statue en dernier ressort sur toutes les contestations relatives au compte de fin de gestion, l'arrête définitivement et déclare le comptable quitte ou fixe le débet.

Le Roi règle la procédure à suivre devant le Ministre de l'Intérieur en s'inspirant des principes généraux applicables à toute procédure juridictionnelle.

Le Ministre ... (alinéas 3, 4 et 5 du projet).

Article 178 (article 106, § 2, alinéa 7, du projet).

Article 179 (article 106, § 2, alinéa 6, du projet).

.../...

Sous-section 4. Des biens.

Article 180 (article 154, alinéa 1er, du projet).

Article 181 (article 154, alinéa 2, du projet).

Les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des immeubles, pourront être passés sans frais à l'intervention du président agissant au nom de l'agglomération.

Article 182 (article 155 du projet - voir avis).

L'agglomération exerce, en lieu et place des communes, la domanialité publique sur les biens meubles et immeubles indispensables à l'exercice des attributions qui lui sont transférées. Lorsque ces biens appartiennent à une commune, la propriété en est transférée d'office à l'agglomération.

A défaut d'accord entre l'agglomération et la commune sur le caractère indispensable du transfert et sur les conditions et modalités de celui-ci, le litige est tranché par le Roi après avis d'une commission dont il fixe la composition. Le Roi détermine la procédure en s'inspirant des principes généraux applicables à toute procédure juridictionnelle.

Sous-section 5. De l'intervention du Crédit communal de Belgique.

Article 183 (article 105, alinéa 1er, du projet).

Par dérogation à l'article 126, peuvent être versés ... (comme le projet).

Article 184 (article 105, alinéa 2, du projet).

Section 3. Des actions en justice.

Article 185 (article 156 du projet).

CHAPITRE VI. DE LA TUTELLE ADMINISTRATIVE.

Article 186 (article 157, alinéas 1er à 3, et article 162 du projet - voir avis).

Le Roi exerce seul la tutelle administrative sur les agglomérations.

Copie de toute délibération du Conseil est transmise au Ministre compétent dans un délai de dix jours ouvrables.

Article 187 (article 158 du projet - voir avis).

Les décisions soumises à approbation sont exécutoires de plein droit si elles n'ont été improuvées par le Roi dans les quarante jours de leur réception par le Ministre compétent.

Ce délai peut être prorogé par un arrêté royal motivé qui fixe le nouveau délai dans lequel le Roi statuera.

(Toute improbation doit être motivée).

Article 188 (articles 159 et 160, alinéa 4, du projet).

Le Ministre peut, par arrêté motivé, suspendre l'exécution de l'acte par lequel une autorité d'agglomération viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la suspension de l'acte; il est immédiatement notifié à l'autorité d'agglomération, qui peut justifier l'acte suspendu.

.../...

L'autorité dont l'acte est régulièrement suspendu peut le retirer.

Passé le délai prévu à l'article 189, alinéa 2, la suspension est levée.

Article 189 (article 160, alinéas 1er à 3, en lisant l'alinéa 3 comme suit : "L'arrêté d'annulation est publié par extrait au Moniteur belge").

Article 190 (article 161 du projet).

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 191 (article 164 du projet).

Article 192 (article 165, § 1er, du projet, en remplaçant les mots "article 6" par les mots "article 9, 5° à 22°").

CHAPITRE VIII. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'AGGLOMERATION BRUXELLOISE.

Section 1ère. Des groupes linguistiques au sein du Conseil.

Article 193 (article 166 du projet).

Tout candidat au Conseil de l'agglomération bruxelloise doit, dans l'acte d'acceptation de candidature visé à l'article 116 du Code électoral, indiquer le groupe linguistique auquel il entend appartenir.

Il est fait mention de cette appartenance sur tous les documents relatifs à l'élection sur lesquels figure le nom du candidat.

Article 194 (article 167 du projet).

Les conseillers appartiennent au groupe linguistique français ou au groupe linguistique néerlandais suivant le choix qu'ils ont arrêté dans l'acte d'acceptation de leur candidature.

Article 195 (article 168 du projet).

En cas de vacance d'un siège au Conseil, il est fait appel au suppléant de la même liste qui occupe le premier rang dans le même groupe linguistique.

Section II. Du collège.Article 196 (article 169 du projet).

Le collège comprend un président, six membres du groupe linguistique français et six membres du groupe linguistique néerlandais.

Article 197 (article 170 du projet).

L'article 79 est applicable à l'élection du président.

Toutefois, la liste de candidats prévue à l'article 79, § 2, doit être contresignée par la majorité des conseillers faisant partie de chaque groupe linguistique.

Article 198 (article 171 du projet).

§ 1er et § 2 (comme le projet).

§ 3. Si aucune liste n'est présentée ou si le nombre des candidats ne correspond pas au nombre des sièges à pourvoir, le Conseil ajourne l'élection à quinze jours.

Si, dans ce délai, une liste conforme au § 2 est présentée, le Conseil se réunit dans les cinq jours du dépôt de la liste.

Sinon, l'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire.

Il est élu alternativement un membre de chaque groupe linguistique par les conseillers faisant partie de ce groupe.

§ 4 (§ 5 du projet).

Article 199 (article 172 du projet).

Article 200 (article 173 du projet).

En cas de désistement du président élu ou en cas de vacance des fonctions de président, le Conseil élit le nouveau président lors de la première séance et en tout cas dans les soixante jours. L'article 79, §§ 1er et 4, est applicable à cette élection.

Le successeur achève le mandat du prédécesseur.

Si le nouveau président n'appartient pas au même groupe linguistique que celui qu'il remplace, le rang des autres membres du collège est revu compte tenu de l'article 199.

.../...

Article 201 (article 174, § 2, du projet).

En cas de désistement d'un membre élu ou en cas de vacance, le Conseil pourvoit au remplacement par un conseiller du même groupe linguistique. L'article 200, alinéa 1er, est applicable à cette élection.

Le membre ainsi élu occupe le dernier rang des membres faisant partie de son groupe linguistique; le rang des autres membres est éventuellement modifié en tenant compte de l'alternance des membres entre les groupes linguistiques.

Article 202 (article 174, § 1er, du projet).

Le membre du collège absent, empêché ou suspendu est suppléé par le conseiller qui occupe le premier rang dans le même **groupe** linguistique, sous réserve des incompatibilités prévues par l'article 83.

Section III. De la protection des minorités (article 175 du projet - voir avis).Article 203.

L'avis motivé du collège, prévu par l'article 108ter, § 3, alinéa 2, de la Constitution est transmis au Conseil.

Le Conseil vote sur les amendements du collège et ensuite sur l'ensemble du projet ou de la proposition.

.../...

Article 204.

Les articles 188 et 189 ne s'appliquent pas à l'avis prévu par l'article 108ter, § 3, alinéa 2, de la Constitution.

Article 205.

Les articles 187, 188 et 189 sont applicables à la tutelle prévue à l'article 108ter, § 3, alinéa 3, de la Constitution.

Section IV. Des commissions de la culture et des commissions réunies.Sous-section I. Dispositions générales.Article 206 (article 176, alinéa 2, du projet).

Chaque commission de la culture, d'une part, les commissions réunies, d'autre part, ont la personnalité juridique.

Sous-section II. De la composition des commissions de la culture.Article 207 (articles 177 et 178, alinéas 2 et 3, du projet).

Chaque commission se compose de neuf membres, élus pour six ans, en raison de leur compétence particulière.

L'article 16 leur est applicable.

.../...

Article 208 (article 178, alinéa 4, du projet).

Il ne peut y avoir, dans chaque commission, plus de trois conseillers d'agglomération.

Article 209 (article 182, § 1er, du projet).

Article 210 (article 182, § 2, du projet).

Article 211 (article 183, alinéa 1er, du projet).

Avant d'entrer en fonctions, les membres d'une commission prêtent le serment prescrit par l'article 19, alinéa 1er, entre les mains du président sortant ou de celui qui le remplace.

L'article 20 est applicable aux membres des commissions.

Article 212 (articles 184 et 185 du projet, complétés pour régler tous les cas de désistement ou de cessation des fonctions).

Les articles 21 à 29 sont applicables aux membres des commissions, sous réserve des dispositions ci-après.

La mise en demeure prévue à l'article 21, alinéa 2, et les notifications prévues aux articles 22, alinéa 3, 23 et 24 sont faites par la commission ou par le Ministre de l'Intérieur.

Les pouvoirs attribués au Conseil par les articles 22, 24 et 26 sont exercés par la commission.

Sous-section III. De l'élection (voir avis).

Article 213 (article 181 du projet - voir avis).

L'élection a lieu le deuxième lundi d'avril qui suit l'expiration des mandats.

Si le Conseil n'a pu être installé avant le 15 mars, l'élection a lieu le quatrième lundi qui suit l'installation.

Article 214 (article 179, § 1er, du projet, sauf l'alinéa 3 - voir avis).

Article 215 (article 179, § 2, du projet).

Article 216 (article 180 du projet).

Article 217.

Les résolutions portant élection des membres des commissions de la culture et de leurs suppléants sont adressées en expédition au Ministre de l'Intérieur.

A cet envoi sont joints tous documents utiles, notamment les bulletins de vote et les documents établissant la nationalité, l'âge et la profession des élus.

Article 218.

Les réclamations contre l'élection sont formulées par tout intéressé, dans les formes et délais prévus par l'article 47.

.../...

Article 219.

Même en l'absence de réclamation, le Roi statue sur la validité de l'élection et sur les pouvoirs des membres élus, titulaires et suppléants.

Article 220.

Le Roi doit statuer dans les quarante jours de la réception du dossier de l'élection.

Si le Roi n'a pas statué dans ce délai, le Ministre de l'Intérieur dresse un procès-verbal constatant la validation de l'élection et des pouvoirs des élus, sauf appel au Conseil d'Etat.

Article 221.

L'arrêté royal, ou le procès-verbal prévu à l'article précédent, est notifié au Conseil d'agglomération et aux réclamants, ainsi qu'aux élus titulaires et suppléants dont les pouvoirs sont invalidés et aux suppléants dont l'ordre de proclamation est modifié.

Article 222.

L'appel au Conseil d'Etat est ouvert, dans les huit jours de la notification :

- 1° à ceux qui ont adressé une réclamation au Roi, dans le cas d'expiration du délai prévu à l'article 220 ou lorsque le Roi entérine la résolution du groupe linguistique sans y apporter de modification;
- 2° au Conseil, ainsi qu'aux personnes à qui l'arrêté royal doit être notifié, dans les autres cas.

L'appel est suspensif.

Sous-section IV. Des présidents.

Article 223 (article 187 du projet).

Lors de son installation, chaque commission élit en son sein un président.

L'article 79, §§ 1er et 4, est applicable à cette élection.

Article 224 (article 188 du projet).

Sous-section V. Du fonctionnement des commissions de la culture.

Article 225 (article 189 du projet, en supprimant à l'alinéa 1er les mots "et les commissions réunies").

Article 226 (article 190, alinéa 1er, du projet, même observation).

Article 227 (article 190, alinéas 2 et 3, du projet).

Article 228 (article 191, alinéa 1er, première phrase, et alinéa 2, du projet).

La commission ne peut siéger que si la majorité des membres sont présents.

La commission peut, si elle a été convoquée deux fois sans que le quorum eût été atteint, délibérer valablement sur les objets qui figurent pour la troisième fois à l'ordre du jour. Dans ce cas, l'article 63, alinéas 1er, 2 et 3, et l'article 66, alinéa 3, sont applicables.

Article 229 (article 192, alinéa 1er, du projet).

Les articles 70 et 71 sont applicables aux votes et aux décisions des commissions.

Article 230 (articles 193 et 194 du projet, sauf la référence à l'article 59).

Les articles 60, 68, 72, 74 et 75 sont applicables aux commissions.

Article 231 (article 194 partim du projet).

Sauf cas d'urgence, le président communique, préalablement et par écrit, les projets de décisions aux membres des commissions.

Article 232 (article 195 du projet, en lisant in fine : "... à l'article 102, alinéa 4").

Article 233 (article 196 du projet).

Les règlements et arrêtés des commissions sont publiés conformément à l'article 101.

Chaque commission peut, en outre, prescrire un mode particulier de publication.

Article 234 (article 202 du projet).

Sous-section VI. Du fonctionnement des commissions réunies.

Article 235.

Les articles 225, alinéas 1er et 3, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, alinéas 3 et 4, et 234 sont applicables aux commissions réunies.

.../...

Les commissions réunies ne peuvent siéger que si la majorité des membres de chaque commission sont présents.

Leurs délibérations ne sont adoptées que si elles recueillent la majorité des suffrages exprimés dans chacune des commissions.

Sous-section VII. Des attributions.

Article 236 (article 197 du projet).

A l'exclusion des organes de l'agglomération, les commissions, chacune en ce qui la concerne, exercent les attributions énoncées à l'article 108ter, §§ 4 et 5, de la Constitution et à l'article 10, 4°, de la présente loi.

Elles ont spécialement pour mission :

1° ... (comme le projet) ...

Article 237 (article 198 du projet).

Les commissions réunies exercent les attributions des commissions lorsqu'il s'agit d'objets d'intérêt commun.

Elles sont en outre chargées de promouvoir la vocation nationale et internationale de l'agglomération.

Elles accomplissent toute autre mission dont elles sont chargées par l'Etat, par la province ou par l'agglomération.

.../...

Article 238 (article 199 du projet, en remplaçant à l'alinéa 3 les mots "du tribunal d'arrondissement" par les mots "du tribunal de première instance".)

Sous-section VIII. Du personnel (voir avis).

Article 239 (articles 200 et 201, § 1er, du projet).

La commission française, la commission néerlandaise et les commissions réunies disposent chacune d'un personnel, et notamment d'un secrétaire et d'un receveur.

La section Ière du chapitre V est applicable à ce personnel. Toutefois, chacune des commissions exerce les pouvoirs que cette section confère au Conseil ou au collège.

Sous-section IX. Des finances et des biens.

Article 240 (article 203 du projet).

Article 241 (article 204 du projet en remplaçant , au § 1er, le mot "équivalente" par le mot "égale", et aux §§ 2 et 3 la référence à l'article 203 par une référence à l'article 240).

Article 242 (article 209 du projet).

Article 243 (article 210, alinéa 1er, du projet).

L'article 180 est applicable aux commissions.

Article 244 (article 210, alinéa 2, du projet).

Les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des immeubles, pourront être passés sans frais à l'intervention du président agissant au nom de la commission ou des commissions réunies.

Sous-section X. Des budgets et des comptes.

Article 245 (article 205 du projet).

Article 246 (article 176, alinéa 3, du projet).

Le budget de la commission française de la culture est approuvé par le Roi, sur proposition des Ministres qui ont l'Education nationale et la Culture françaises dans leurs attributions et du Ministre des Finances.

Le budget de la commission néerlandaise de la culture est approuvé par le Roi, sur proposition des Ministres qui ont l'Education nationale et la Culture néerlandaises dans leurs attributions et du Ministre des Finances.

Le budget des commissions réunies est approuvé par le Roi sur proposition des Ministres de l'Education nationale et des Ministres de la Culture agissant conjointement, et du Ministre des Finances.

(Les budgets des commissions sont communiqués aux Chambres en annexe aux projets de budget des Ministères de l'Education nationale et de la Culture).

Article 247 (article 206 du projet, en remplaçant au 3° la référence à l'article 141 par une référence à l'article 160).

Article 248 (article 207, alinéas 1er et 2, du projet; l'alinéa 3 est reporté à l'article 131, 20°, nouveau de la loi communale).

Article 249 (article 208 du projet - voir avis).

Les articles 156 à 159 et 162 à 170 (171) sont applicables aux commissions.

TITRE II. DES FEDERATIONS DE COMMUNES.

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 250 (article 211, § 1er, du projet).

Article 251 (article 211, § 3, du projet).

Le titre Ier est applicable, mutatis mutandis, aux fédérations, dans la mesure où le présent titre n'y déroge pas.

Article 252 (articles 212 à 215 du projet).

Le Roi crée les fédérations, en détermine le territoire, le nom et le chef-lieu.

Il ne modifie les limites des fédérations que de l'avis conforme des fédérations et, le cas échéant, de l'agglomération intéressée .

Les arrêtés royaux prévus aux alinéas 1er et 2 sont délibérés en conseil des Ministres.

Ils n'ont d'effet qu'après avoir été ratifiés par la loi.

CHAPITRE II. DES ORGANES.Section I. Du Conseil.Sous-section I. De la composition du Conseil.

Article 253 (article 217 du projet en remplaçant au § 2, la référence à l'article 11, § 2, par la référence à l'article 14, § 2).

Article 254 (article 218 du projet, en remplaçant à l'alinéa 1er, la référence à l'article 15 par la référence à l'article 18; pour l'alinéa, voir l'avis).

Sous-section II. De l'élection (voir avis).Article 255.

Pour les élections au Conseil de fédération, le bureau de fédération est présidé :

- par le président du tribunal de première instance, si le chef-lieu de la fédération est un chef-lieu d'arrondissement judiciaire;
- par le juge de paix, si le chef-lieu de la fédération est un chef-lieu de canton judiciaire;
- par le juge de paix du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu de la fédération, dans les autres cas.

Section II. Du collège.

Article 256 (article 219 du projet).

Article 257 (article 225 du projet - voir avis).

Le gouverneur de la province peut, de l'avis conforme et motivé de la députation permanente, suspendre et révoquer les membres du collège (pour inconduite notoire ou négligence grave). L'intéressé est préalablement entendu par la députation permanente.

(L'article 94, alinéas 2 et 3, est applicable aux membres du collège).

CHAPITRE IV. DE L'ADMINISTRATION.

Article 258 (article 220, § 1er, du projet).

En attendant que le Roi ait arrêté les dispositions générales prévues à l'article 105, les décisions relatives aux objets mentionnés à cet article sont soumises à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

Article 259 (article 220, § 2, du projet).

Article 260 (article 221 du projet).

Les copies des délibérations du Conseil visées aux articles 123, alinéa 2, et 124, alinéa 3, sont communiquées, pour information, à la députation permanente du conseil provincial.

Article 261 (article 222 du projet).

Article 262 (article 223 du projet).

Le compte de fin de gestion du receveur, du receveur intérimaire ou de l'agent spécial de recettes est, une fois arrêté provisoirement par le Conseil, transmis à la députation permanente du conseil provincial. Celle-ci exerce les pouvoirs conférés au Ministre de l'Intérieur par l'article 177.

Article 263 (article 224 du projet - voir avis).

La députation permanente du conseil provincial exerce les pouvoirs attribués au Roi par les articles 139 et 140.

Article 264 (article 226 du projet).

Les fédérations participent au Fonds institué par le titre IV.

Article 265 (article 227 du projet).CHAPITRE V. DE LA TUTELLE ADMINISTRATIVE.Articles 266 et 267 (articles 228 et 229 du projet).TITRE III. DE LA CONCERTATION.
=====Articles 268 à 272 (articles 230 à 234 du projet).Article 273 (article 235, alinéa 1er, du projet).

Le comité de concertation ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des délégués sont présents.

.../...

Article 274 (article 235 , alinéa 2, du projet).

Le président convoque les délégués en séance extraordinaire, à domicile et par écrit au moins trois jours francs avant la réunion.

Il est tenu de convoquer le comité dans les huit jours si la demande en est faite par un tiers au moins des délégués.

Article 275 (article 236, alinéa 1er, du projet).

Article 276 (article 236, alinéa 2, du projet, en omettant la deuxième phrase, qui est inutile).

Chaque délégué peut demander au président de porter à l'ordre du jour du comité toute question relative à un des objets mentionnés à l'article 275.

TITRE IV. DU FONDS DES AGGLOMERATIONS ET DES FEDERATIONS

DE COMMUNES.

(Titre Ier, chapitre V, section II, sous-section II,
du projet) .

Article 277 (article 130, alinéa 1er, du projet).

Article 278 (article 131, § 1er, du projet).

Article 279 (article 131, § 2, du projet - voir avis).

La dotation annuelle du Fonds peut être complétée par des subventions de l'Etat suivant des critères à déterminer par le Roi.

Article 280 (article 132 du projet).

Le crédit alloué au Fonds des agglomérations et des fédérations de communes est inscrit au titre des dépenses ordinaires du budget du Ministère de l'Intérieur. Le Fonds fait l'objet d'une inscription à la Section particulière du même budget.

Article 281 (article 133 du projet).Article 282 (article 134 du projet).Article 283 (article 135, § 1er, du projet).Article 284 (article 135, § 2, du projet).TITRE V. DISPOSITIONS MODIFICATIVES
=====

(voir avis).

CHAPITRE Ier. MODIFICATIONS A LA LOI COMMUNALE.Article 285.

L'article 75 de la loi communale est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

"Les pouvoirs de tutelle attribués par la loi au gouverneur ou à la députation permanente sont exercés par le Roi pour les communes qui font partie d'une agglomération".

Article 286.

L'article 78, alinéa 2, de la loi communale est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Ces règlements et ordonnances ne peuvent être contraires ni aux lois ni aux décrets ni aux règlements d'administration générale ou provinciale, ni aux décisions, règlements et ordonnances des agglomérations, des commissions de la culture et des fédérations de communes".

Article 287.

Il est inséré dans la loi communale un article 90bis rédigé comme suit :

"Article 90bis. L'article 78, alinéa 2, est applicable aux actes du bourgmestre et du collège des bourgmestre et échevins".

Article 288. (articles 139, alinéa 3, et 207, alinéa 3, du projet).

L'article 131 de la loi communale est complété par la disposition suivante :

"20° les contributions mises à charge de la commune par l'agglomération, par la fédération ou par les commissions réunies de la culture" .

Article 289.

Il est inséré dans la loi communale un article 142bis rédigé comme suit :

"Article 142bis. Par dérogation aux articles 77, 9°, 141 et 142, les articles ... de la loi du ... sur les agglomérations et les fédérations de communes sont applicables aux comptes des communes composant les agglomérations".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS DU CODE DES IMPOTS SUR LES
REVENUS.

Article 290 (nouveau - voir avis sous l'article 114).

Dans l'article 188, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus, les mots "majoré des centimes additionnels provinciaux et communaux" sont remplacés par les mots "majoré des centimes additionnels imposés par la province, l'agglomération, la fédération de communes et la commune".

Article 291 (article 112 du projet).

L'intitulé du titre VIII du même Code et les intitulés des chapitres II et IV de ce titre VIII sont remplacés respectivement par les intitulés suivants :
... (comme le projet) ...

Article 292 (article 113 du projet).

Article 293 (article 114 du projet; lire comme suit le dernier alinéa du nouvel article 352 du Code - voir avis).

"Toutefois, les communes (éventuellement, "les agglomérations et les fédérations de communes") ne peuvent percevoir de taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques que si elles perçoivent ("respectivement"), pour le même exercice d'imposition, au moins ... , ... centimes additionnels au précompte immobilier".

Article 294 (article 115 du projet).

A l'article 353 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

- 1° à l'alinéa 1er, les mots "La taxe communale additionnelle est calculée" sont remplacés par les mots "Les taxes additionnelles visées à l'article 352 sont calculées";
- 2° à l'alinéa 2, les mots "la base de la dite taxe" sont remplacés par les mots "la base de ces taxes".

Article 295 (article 116 du projet).

Article 296 (article 117 du projet).

L'article 355 du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 7 avril 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 355. § 1er. La taxe additionnelle est fixée pour tous les redevables d'une même agglomération, fédération de communes ou commune à un pourcentage uniforme de la partie de l'impôt des personnes physiques, déterminée conformément aux articles 353 et 359.

Les agglomérations, fédérations de communes et communes ne sont pas autorisées à prévoir des réductions, exemptions ou exceptions quelconques.

§ 2. Lorsque la partie de l'impôt des personnes physiques, calculée conformément aux articles 353 et 359, ne dépasse pas 3.000 francs, aucune taxe additionnelle n'est due; lorsque cette partie dépasse 3.000 francs sans atteindre 10.000 francs, elle est réduite de 2.000 francs pour le calcul des taxes additionnelles.

§ 3. Le pourcentage des taxes additionnelles ne peut excéder :

pour la commune : ... p.c. :

pour l'agglomération : ... p.c. ;

pour la fédération de communes : ... p.c.

§ 4. Les cotisations à chacune des taxes additionnelles ne sont pas portées au rôle lorsque leur montant n'atteint pas 20 francs".

Article 297 (article 118 du projet).

Article 298 (nouveau - voir avis).

L'article 359 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 359. La quotité de l'impôt des personnes physiques ou de l'impôt des sociétés, ou l'impôt des non-résidents, qui servent de base, selon le cas, au calcul des taxes additionnelles ou des centimes additionnels prévus par les articles 352 à 357, sont déterminés conformément aux règles relatives à ces impôts, après imputation des précomptes et compléments de précomptes immobiliers visés aux articles 188 à 190, mais avant imputation des autres précomptes visés aux articles 191 à 204, et avant application des majorations pour absence ou insuffisance de versements anticipés, prévues aux articles 89 à 91, ainsi que des accroissements d'impôts prévus à l'article 334".

Article 299 (article 119 du projet).

.../...

CHAPITRE III. - MODIFICATIONS AU CODE DES TAXES ASSIMILEES
AUX IMPOTS SUR LES REVENUS.

Article 300 (article 121 du projet - voir avis).

Article 301 (article 122 du projet).

Le chapitre X du titre III du même Code est modifié comme suit :

- 1° l'intitulé du chapitre est remplacé par le texte suivant : "Pouvoirs des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes";
- 2° les articles 74 et 75 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 74. Les provinces, agglomérations, fédérations de communes et les communes ne peuvent établir de centimes additionnels à la taxe sur les jeux et paris. Elles peuvent toutefois établir des taxes similaires à celles qui sont perçues par l'Etat, sauf sur les paris relatifs aux courses de chevaux et sur les jeux de casino, et sauf les autres exceptions prévues par des lois particulières.

Article 75. Les provinces, agglomérations, fédérations de communes et les communes ne peuvent ... (comme à l'alinéa 2 de l'article 75 actuellement en vigueur)".

Article 302 (article 123 du projet).

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS EN MATIERE DE PENSIONS
(voir avis).

Article 303.

L'article 7, 1°, b, de la loi du 20 mars 1958 relative au cumul des pensions et des traitements et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples est complété par les mots "d'une agglomération, d'une fédération de communes ou d'une commission de la culture".

Article 304.

A l'article 113 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, les mots "les agglomérations, les fédérations de communes, les commissions de la culture" sont insérés entre les mots "les communes" et les mots "les commissions d'assistance publique".

Article 305.

A l'article 12, § 1er, 1°, a, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, les mots "d'une agglomération, d'une fédération de communes, d'une commission de la culture" sont insérés entre les mots "d'une commune" et les mots "ou d'une association de communes".

Article 306.

A l'article 1er, b, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, les mots

.../...

"des agglomérations, des fédérations de communes, des commissions de la culture" sont insérés entre les mots "des communes" et les mots "et des associations de communes".

CHAPITRE V. - MODIFICATIONS AU CODE JUDICIAIRE

(voir avis).

Article 307.

L'article 42, alinéa 1er, 3°, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

- "3° a. à l'agglomération, au siège principal des services de celle-ci;
b. à la commission de la culture, à ...(à compléter);
c. aux commissions réunies de la culture, à ...
(à compléter) ;
d. à la fédération de communes, au siège principal des services de celle-ci;
e. à la commune, à la maison communale".

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL D'ETAT.

Article 308.

L'article 8, alinéa 1er, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"La section d'administration tranche par voie d'arrêts les difficultés relatives à la compétence respective des autorités des provinces, des agglomérations, des commissions de la culture, des fédérations de communes, des communes et des établissements publics".

.../...

Article 309.

L'article 10 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"5° sur les recours en dernier ressort prévus aux articles 29, 47, 87 et 220 de la loi du ... sur les agglomérations et fédérations de communes".

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EMPLOI DES
LANGUES.

Articles 310 et 311 (articles 237 et 238 du projet - voir avis).

TITRE VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.
=====

Article 312 (nouveau - voir avis).

Pour les premières élections d'agglomération ou de fédération :

- 1° le montant des jetons de présence est déterminé par le Roi; leur charge est supportée par ...
- 2° la réclamation contre l'élection est remise au greffier provincial ou lui est adressée par lettre recommandée à la poste.

Article 313 (article 241 du projet).

Article 314 (article 239 du projet, en remplaçant la référence à l'article 20 par la référence à l'article 22).

Article 315 (article 240 du projet, en y insérant un alinéa 3 relatif à la constitution des premières commissions de la culture).

Article 316 (article 242 du projet, en remplaçant la référence à l'article 134 par une référence à l'article 282).

Article 317 (nouveau).

Le Roi arrête toutes autres dispositions transitoires nécessaires pour la mise en place des institutions prévues par la présente loi.

TITRE VII. DISPOSITIONS FINALES.

Article 318 (article 243 du projet, en remplaçant la référence à l'article 6 par une référence à l'article 9).

Article 319 (article 125 du projet).

Le Roi abroge les règlements fiscaux des communes de l'agglomération qui sont en relation directe avec les attributions transférées à celle-ci par l'article 9, 5°, à 12°, à partir du moment où ces attributions sont effectivement assumées par l'agglomération.

Article 320 (article 245 du projet).

Article 321 (article 246 du projet).

Article 322 (article 247 du projet, à l'exception du 3°, qui est inutile).

Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres :

- 1° mettre le texte des lois modifiées implicitement par la présente loi en concordance avec celle-ci;
- 2° mettre ... (comme le projet) .

Les arrêtés royaux visés à l'alinéa 1er seront ratifiés par la loi. Le projet de loi de ratification sera déposé dans les deux mois de la publication de l'arrêté royal.

Article 323 (nouveau).

Le Roi peut codifier :

- a) les dispositions de la présente loi, les dispositions de la loi communale du 30 mars 1836 et les dispositions législatives relatives aux attributions, à l'organisation, à la responsabilité des autorités communales et à tous autres objets concernant les communes. Cette codification portera l'intitulé suivant : "Code communal";
- b) les dispositions de la présente loi et les dispositions relatives aux élections législatives, provinciales et communales. Cette codification portera l'intitulé suivant : "Code électoral".

Le Roi tient compte des dispositions qui auraient modifié expressément ou implicitement les textes visés sous a et b , au moment où les codifications seront établies.

Le Roi peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à codifier ;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier, en vue, notamment, de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à codifier, en vue d'en assurer la concordance; simplifier et uniformiser ces dispositions et en unifier la terminologie;
- 4° établir le texte néerlandais des dispositions antérieures à l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles.

Les codifications font l'objet de projets de loi de ratification qui sont soumis aux Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Les codes n'ont effet qu'à la date de l'entrée en vigueur des lois qui les ratifient.

Article 324 (article 248 du projet, en remplaçant la référence à l'article 238 par la référence à l'article 311).

.../...

A N N E X E S .

=====

ELECTIONS AU CONSEIL D'AGGLOMERATION.Modèle I B.

INSTRUCTIONS POUR L'ELECTEUR.

A. S'il y a plus d'un conseiller à élire.

1. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures du matin à 14 heures. Il est procédé, si le président le juge utile, à un appel des électeurs soit dès l'ouverture du scrutin, soit dans le cours des opérations. L'appel terminé, les électeurs qui n'y ont pas répondu sont admis au vote jusqu'à 14 heures. L'électeur se trouvant à 14 heures dans le local est encore admis à voter.

2. L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote.

3. Les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne des bulletins, selon l'ordre de présentation. L'ordre entre les listes est indiqué par le sort.

4. Si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qui a son appui, il noircit, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée en tête de cette liste. Il agit de même s'il veut donner son suffrage à un candidat isolé.

S'il veut donner son suffrage à un candidat d'une liste, il noircit le point clair central de la case placée à la suite du nom du candidat pour lequel il vote.

5. Après avoir contrôlé la carte d'identité et la lettre de convocation, le président remet à l'électeur un bulletin de vote en échange de cette lettre.

Après avoir arrêté son vote, l'électeur montre au président son bulletin plié en quatre à angle droit, le timbre à l'extérieur, et le dépose dans l'urne. Il ne sort de la salle qu'après avoir reçu en retour sa lettre de convocation estampillée par le président ou par l'assesseur délégué. Si l'électeur détériore ou déchire, fût-ce légèrement, son bulletin, celui-ci lui sera aussitôt repris et annulé et l'électeur devra recommencer son vote.

6. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment isoloir que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin.

7. Sont nuls :

- 1° tout bulletin autre que celui qui a été remis par le président au moment de voter;
- 2° le bulletin sur lequel l'électeur n'a marqué aucun vote;
- 3° le bulletin sur lequel l'électeur a marqué :
 - a) soit plus d'un vote de liste;
 - b) soit plus d'un vote nominatif;
 - c) soit en même temps un vote en tête d'une liste et un vote pour un candidat d'une AUTRE liste;
- 4° le bulletin dont les formes et dimensions ont été altérées ou qui contient, à l'intérieur, un papier ou un objet quelconque;
- 5° le bulletin dont l'auteur peut être rendu reconnaissable par une rature, par un signe ou par une marque non autorisée par la loi.

8. Celui qui vote sans en avoir le droit, ou qui vote pour autrui sans procuration valable, est punissable.

B. S'il n'y a qu'un conseiller à élire .

1. et 2. (comme ci-dessus).

3. Les noms des candidats sont inscrits sur le bulletin à la suite les uns des autres sur une même ligne horizontale, dans l'ordre indiqué par le sort.

4. L'électeur marque son vote en faveur d'un candidat en noircissant, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée au-dessus du nom de ce candidat.

5. et 6. (comme ci-dessus).

7. Sont nuls :

1° et 2° (comme ci-dessus) ;

3° le bulletin sur lequel l'électeur a marqué plus d'un vote;

4° et 5° (comme ci-dessus).

8. (comme ci-dessus).

.../...

IR.

- 117 -

L. 11.360/2.

(RECTO)

Modèle II B.

(visé à l'article 30 de la loi électorale communale,
adapté par l'article 37 de la loi sur les agglomérations
et les fédérations de communes).

AGGLOMERATION
(FEDERATION) de

Election de ... conseillers d'agglomération (de fédération),

le

(VERSO du modèle II B)

INSTRUCTIONS POUR L'IMPRESSION DU BULLETIN.

- 1° Le prénom est ajouté si les candidats portent le même nom de famille.
- 2° Les listes de candidats sont inscrites dans le bulletin à la suite les unes des autres. Chaque nom de candidat isolé et chaque liste de candidats sont surmontés d'une case réservée au vote et d'un numéro d'ordre imprimé en chiffres arabes ayant au moins 1 centimètre de hauteur et 4 millimètres d'épaisseur.

Une case de vote de dimensions moindres se trouve à côté du nom de chaque candidat, à l'exception des candidats isolés.

Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier, ayant un diamètre de 4 mm.

Les noms des candidats sont inscrits, dans l'ordre des présentations, dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent.

Les listes sont classées dans le bulletin, conformément à leur numéro d'ordre.

Les numéros d'ordre sont attribués par des tirages au sort successifs. Un premier tirage au sort s'effectue entre les listes complètes; le tirage au sort suivant, entre les listes incomplètes.

.../...

En cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne. S'il y a lieu, il détermine, par des tirages au sort spéciaux, l'emplacement des colonnes et les numéros des listes que ces colonnes comprennent.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, les candidats isolés sont considérés comme formant une liste incomplète.

- 3° La case placée en tête de la liste a une surface au moins double de celle des cases latérales.

Artikelen 24 tot 47.ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Deze artikelen regelen de verkiezingen voor de agglomeratieraad alsof deze steeds moeten samenvallen met de gemeenteraadsverkiezingen. Nu kan het gebeuren dat alleen voor de agglomeratieraad verkiezingen worden georganiseerd, namelijk wanneer moet worden voorzien in opengevallen plaatsen (geval bedoeld in artikel 25) of in nieuw opgerichte plaatsen; of nog als gevolg van een ongeldigverklaring van een agglomeratieraadsverkiezing door de Raad van State; en tenslotte vermoedelijk ook bij de eerste oprichting van agglomeratieraden. Het ontwerp behoort derhalve te worden aangevuld met bepalingen die de verkiezingen voor de agglomeratieraad alleen regelen, terwijl ook overgangsbepalingen vereist zijn voor het organiseren van de eerste verkiezingen.

2. Naar de inhoud gaat het ontwerp uit van de bestaande regeling inzake gemeenteraadsverkiezingen. Het vervangt echter de gemeentelijke hoofdbureaus door één enkel "agglomeratie-hoofdbureau", waarvan het de bevoegdheid weliswaar beperkt tot de voorafgaande verrichtingen en de algemene telling van de stemmen. Voorts brengt het op één enkele plaats alle bureaus samen die belast zijn met het openen van de stembiljetten voor de agglomeratieraad.

Ter wille van de overeenstemming met de bestaande kieswetgeving en om dwingende redenen van praktische aard, heeft de Raad van State, na de verklaringen van de bevoegde ambtenaren te hebben behoord, gemeend een aantal technische

.../...

wijzigingen voor de twee aangehaalde punten, alsook enkele minder belangrijke wijzigingen te moeten voorstellen. Zij komen onder meer tot uiting in de artikelen 33, 34 en 37, 50, 51 en 53 van de bij dit advies gevoegde nieuwe tekst.

3. Naar de vorm werkt het ontwerp met drie verschillende procédés. Nu eens verwijst het naar met hun nummer vermelde bepalingen van de gemeentekieswet of, uitzonderlijk, van het Kieswetboek, en past zo nodig de tekst aan. Dan weer verklaart het op de agglomeratieraadsverkiezingen niet nader genoemde bepalingen toepasselijk (bijvoorbeeld in artikel 28, eerste lid). Op nog andere plaatsen ten slotte worden hele artikelen uit de gemeentekieswet overgeschreven terwijl die als zodanig of met geringe aanpassingen toepasselijk zouden kunnen worden verklaard.

De Raad van State meent dat in de mate van het mogelijk naar een eenvormige en beknopte inkleding moet worden gestreefd. De tekst welke hij voorstelt, vermijdt onnauwkeurige verwijzingen. In beginsel verklaart hij welbepaalde voorzieningen van de gemeentekieswet of van het Kieswetboek van toepassing en past hij die alleen aan waar het strikt noodzakelijk is. Alleen wanneer die aanpassingen te omvangrijk of te talrijk zijn, worden de bepalingen in hun geheel overgenomen.

4. Om duidelijk en tevens volledig te zijn, heeft de Raad van State het verkieslijk geacht in de eerste plaats te handelen over de verkiezingen voor de agglomeratieraad alleen en daarna over de gelijktijdige verkiezingen voor die raad en voor de gemeenteraden. In het eerste deel van zijn

.../...

tekst volgt hij getrouw de orde van de gemeentekieswet; in het tweede deel, die van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlaments- en provincieraadsverkiezingen.

Bovendien heeft hij in de titels II en V twee artikelen ingevoegd waarbij sommige bepalingen van titel I worden aangepast onderscheidenlijk aan de federatieraadsverkiezingen in het algemeen en aan de eerste agglomeratie- en federatieraadsverkiezingen.

Ten slotte voegt hij bij zijn tekst twee verkiezingsmodellen welke verschillen van die welke bij de gemeentekieswet zijn gevoegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

1. De detailwijzigingen die aan de tekst van het Regeringsontwerp zijn aangebracht spreken voor zichzelf in het licht van de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen over inhoud en vorm. Drie bedenkingen mogen hier echter worden aan toegevoegd.

2. In artikel 24 van het ontwerp is de formule :
"Kiezers ... zijn de personen ... die ... ingeschreven op de gemeentelijke kiezerslijsten ..." te eng en tevens te ruim. Artikel 37, vierde en vijfde lid, van de gemeentekieswet

.../...

voorziet immers in gevallen waarin het bureau een kiezer die niet op de lijst is ingeschreven tot de stemming moet toelaten en, omgekeerd, gevallen waarin het een ingeschreven kiezer niet tot de stemming mag toelaten. Het verdient dan ook aanbeveling meer in het algemeen te verwijzen naar alle voorwaarden inzake gemeentiekiesrecht (zie artikel 30 van de bij het advies gevoegde tekst).

3. Met betrekking tot de tekens, doorhalingen of bij de wet niet-geoorloofde merken die de kiezer herkenbaar kunnen maken (artikel 33 van het ontwerp, 43 van de bijgevoegde tekst), vestigt de Raad van State de aandacht van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op zijn arrest inzake gemeente-raadsverkiezing te Grand-Reng, nr. 14.561, van 26 februari 1971, waarin stelling wordt gekozen ten aanzien van het gebruik van niet-zwarte potloden.

4. In verband met artikel 53 van de bij dit advies gevoegde tekst, die overeenkomt met de artikelen 30 (partim) en 31 van het ontwerp, moge worden gewezen op een verkeerde opmaak in de Regeringstekst : de alinea's 3 tot 6 van artikel 30 vormen in feite de alinea's 6 tot 9 van artikel 31, betreffende de stemopneming.

.../...

Artikel 61.

Dit artikel gaat uit van artikel 68 van de gemeentewet.

Het tweede lid zou moeten worden overgebracht naar hoofdstuk V, afdeling 1, onderafdeling 2 (artikel 94 van het ontwerp) en onderafdeling 3 (artikel 97 van het ontwerp).

Artikel 62.

Artikel 71, eerste lid, 3°, van de gemeentewet luidt als volgt : "3° het tot stand brengen van inrichtingen van algemeen nut".

De wet van 27 juni 1921, waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, heeft aan de uitdrukking "instelling van openbaar nut" ("établissement d'utilité publique") een welbepaalde juridische betekenis gegeven. Instellingen van openbaar nut, in de zin van die wet, zijn stichtingen met rechtspersoonlijkheid die door toedoen van particulieren worden tot stand gebracht (Répertoire pratique du droit belge, V° Etablissements publics et d'utilité publique, nr. 2).

In artikel 71 van de gemeentewet (zoals trouwens ook in artikel 86 van de provinciewet) nu heeft de uitdrukking "établissements d'utilité publique" klaarblijkelijk niet de betekenis welke de wet van 27 juni 1921 daaraan gegeven heeft, want het gaat hier om instellingen of inrichtingen die door een openbaar bestuur in het leven worden geroepen.

.../...

Op de suggestie, die wel eens gedaan wordt, om in artikel 71 van de gemeentewet voortaan "établissements publics" te lezen in plaats van "établissements d'utilité publique", kan echter niet worden ingegaan (het onderhavige ontwerp blijkt de voorkeur te geven aan deze oplossing). Die mening steunt op de vaststelling die door menige wetteksten uit die tijd wordt bevestigd dat de uitdrukkingen "établissements publics" en "établissements d'utilité publique" als synoniemen worden gebruikt (Répert. prat., V° cit., nrs. 8 en 9 ; A.VRANCKX, Openbare instellingen en instellingen van openbaar nut, nrs. 2 en 3).

In het begin van de XIXe eeuw was dat inderdaad zo : artikel 72 en artikel 86 van de provinciewet zijn er een voorbeeld van. Hoewel in artikel 86 van de provinciewet ongetwijfeld de beslissingen tot oprichting van "établissements d'utilité publique" van artikel 72 van dezelfde wet worden bedoeld, werden deze toch aangeduid als beslissingen tot oprichting van "établissements publics".

Sedertdien heeft het begrip "openbare instelling" ("établissement public") zijnerzijds ook een evolutie ondergaan.

Er bestaat weliswaar nog onzekerheid omtrent de afbakening van het begrip, maar heden ten dage noemt men alleen nog "openbare instellingen" : instellingen die de rechtspersoonlijkheid en een organieke autonomie bezitten (AERTTGENBACH, Droit administratif, nrs. 198-202; A.VRANCKX, op. cit., nrs. 43 en volgende ; R.D.P.B., V° cit. nr. 2).

.../...

De in artikel 62, 3°, van het ontwerp bedoelde instellingen zullen echter geen rechtspersoonlijkheid bezitten krachtens een beslissing van de agglomeratieraad noch krachtens het onderhavig artikel, maar eventueel krachtens een afzonderlijke wetsbepaling.

Ten einde geen twijfel open te laten wordt dan ook voorgesteld de woorden "het oprichten van openbare instellingen" te vervangen door "het oprichten van instellingen van agglomeratiebelang".

Artikel 63.

In het tweede lid stemt de Franse tekst "majorité des deux tiers de ses membres" niet overeen met de Nederlandse "meerderheid van twee derde der aanwezige leden". De Nederlandse tekst lijkt de bedoeling van de Regering het best weer te geven.

Artikelen 66 en 67.

Beide artikelen voorzien in een verkiezing "met volstrekke meerderheid". De Wetgevende Kamers dienen te oordelen of het hier gaat om de volstrekke meerderheid van de aanwezige leden of om de volstrekke meerderheid van de stemmen.

.../...

Artikel 67, § 4.

Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een bepaling waarin de rangorde van de raadsleden wordt geregeld wanneer de kandidaten van verscheidene lijsten gekozen worden verklaard omdat zij even talrijk zijn als er zetels te verlenen zijn (zie artikel 82 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 68.

Dit artikel is slechts een herhaling van artikel 108bis, § 1, derde lid, van de Grondwet, en moet vervallen.

Artikel 70.

Luidens het eerste lid van dit artikel mogen de raadsleden die echtgenoot, bloed- of aanverwanten zijn, niet gelijktijdig deel uitmaken van het college.

Het tweede lid wijkt van die bepaling alleen af voor het geval dat de bloed- of aanverwantschap ontstaat tijdens de duur van het mandaat. Door het huwelijk tussen twee leden van het college eindigt dus het mandaat van één van beide. Het ontwerp zou moeten zeggen wiens mandaat.

Voorts ontbreekt in artikel 70 van het ontwerp een bepaling als die van artikel 69, laatste lid, van de gemeentekieswet, krachtens hetwelk "de aanverwantschap wordt geacht op te houden door het overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen".

.../...

Artikel 71.

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met een regeling inzake vervanging van leden van het college die tijdelijk in de onmogelijkheid verkeren hun ambt uit te oefenen, zoals artikel 80 van het ontwerp in zijn tweede tot vierde lid doet voor de voorzitter. Een zodanige bepaling is des te meer vereist daar artikel 85 wel een regeling treft inzake bezoldiging van het raadslid dat een lid van het college vervangt.

Na artikel 71 zou een nieuwe bepaling moeten worden ingevoegd afgestemd op artikel 107, tweede lid, van de gemeentewet (zie artikel 86 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 72.

De artikelen 16 tot 19, 21 en 23 van het ontwerp zouden toepasselijk moeten worden verklaard op de leden van het college (artikel 87 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 76.

De tweede volzin van het eerste lid is overbodig.

Artikel 80.

Naar aan de Raad van State is verklaard, moet de Koning zijn bekrachtigingsbevoegdheid alleen aanwenden in het geval dat de Raad gebruik maakt van zijn recht om een tijdelijk voorzitter te verkiezen.

.../...

Artikel 82.

Er is geen overeenstemming in het tweede lid tussen de Franse tekst : "l'autorisation" en de Nederlandse "de goedkeuring". De term "autorisation" - "machtiging" verdient de voorkeur.

Artikel 85.

In het laatste lid moeten de woorden "ongeacht de duur van de vervanging" vervallen, want zij zijn in tegenspraak met het vierde lid.

Artikel 87.

Deze bepaling moet worden samengebracht met de artikelen 92 en 97 van het ontwerp (zie de artikelen 115 en 122 van de voorgestelde tekst).

Artikel 89.

Krachtens § 1, 3°, is de Raad van elke agglomeratie of van elke federatie van gemeenten gemachtigd om het pensioenstelsel van zijn personeel vast te stellen.

Het is bekend dat er in de privé-sector slechts enkele zeer algemene pensioenregelingen bestaan, namelijk voor arbeiders, bedienden, zeelieden, mijnwerkers en zelfstandigen.

In de overheidssector is er een waaier van regelingen die niet zozeer verantwoord is door uiteenlopende toestanden. Er is echter een strekking tot eenmaking

.../...

van de pensioenregelingen. Een commissie, waarin ook parlementsleden zitting hebben, is onlangs met dat doel ingesteld (B.S. van 18 december 1970 - koninklijk besluit van 18 november 1970).

Door aan iedere agglomeratie of federatie van gemeenten de mogelijkheid te geven een eigen pensioenregeling in te voeren, roeit men dus tegen de stroom op en bemoeilijkt men de toepassing van een eenvormige rechtspraak. Het is bovendien uiterst moeilijk in dezen een regeling in te voeren die eenzelfde volmaaktheid zou bereiken als de sedert 125 jaar gestadig verbeterde wetgeving die voor het Rijkspersoneel geldt.

Twee oplossingen verdienen aanbeveling.

Wenst de wetgever de pensioenregeling voor het personeel van agglomeraties en federaties af te stemmen op die van het gemeentepersoneel, dan kan hij volstaan met toepasselijk verklaring van de wet van 25 april 1933.

Minder gedecentraliseerd gezien, kan men evengoed, zoals in artikel 2 van de wet van 28 april 1958 voor het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, bepalen dat de pensioenregeling gelijk is aan die van het Rijkspersoneel. Ter vereenvoudiging van het administratief beheer kan een omslagkas worden opgericht naar het model van die welke in zake gemeentepensioenen werkt.

Ongeacht de gekozen oplossing, zullen sommige wetten moeten worden aangepast om toepasselijk te worden verklaard op de pensioenen van het personeel van de agglomeraties en federaties van gemeenten (zie in de door de Raad van State voorgestelde tekst, de titel betreffende de wijzigingsbepalingen).

*
* *

.../...

Het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijke werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen kan tegen de personeelsleden van de gemeenten van de agglomeratie worden aangevoerd, want in artikel 89, § 2, staat niet dat het niet tegenstelbaar is.

Paragraaf 5, derde lid, verleent aan de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid om uitspraak te doen over elke betwisting in verband met de gevolgen van de overname van het gemeentepersoneel door de agglomeratie. Noch uit het ontwerp, noch uit de memorie van toelichting kan worden opgemaakt of de bevoegdheid van de Minister al dan niet rechtsprekend is. Gesteld dat dit wél het geval is, dan zou de wet de procedure moeten regelen of de Koning daartoe moeten machtigen.

Artikel 90.

Dit artikel gaat uit van artikel 7 van de wet van 21 december 1927 maar bevat nog strengere verbodsbepalingen. Terwijl de wet van 1927 alleen maar verbod oplegt bepaalde activiteiten door een tussenpersoon uit te oefenen, gaat het ontwerp uit van het onweerlegbaar vermoeden dat de echtgenoot tussenpersoon is. Een zodanige inbreuk op de vrijheid van de persoon strijdt uiteraard met het voorschrift van de Grondwet.

Het ontwerp is voor het personeel van agglomeraties ook strenger dan de Staat voor zijn eigen personeel is. De artikelen 49 en 50 van het statuut van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, gaan niet uit van het vermoeden dat de echtgenoot tussenpersoon is.

.../...

Artikel 93.

De bijzondere tuchtregeling voor de secretaris hoort thuis in een artikel, in te voegen in onderafdeling 2, na artikel 93.

Artikel 95.

Dit artikel bevestigt alleen maar dat de agglomeratieoverheden hiërarchische bevoegdheid over de secretaris uitoefenen overeenkomstig de wet.

Onderafdeling 3 van afdeling I van hoofdstuk V van titel I.

Deze onderafdeling handelt over de ontvanger.

Hierin staan bepalingen betreffende de benoeming, de vervanging en de opdracht van de ontvanger. Die bepalingen zijn normaal op hun plaats in een afdeling betreffende het personeel.

De bepalingen betreffende de zekerheid van de ontvanger zouden beter in een onderafdeling 4 komen te staan (zie de artikelen 129 tot 134 van de door de Raad van State voorgestelde tekst). Die onderafdeling zou moeten worden aangevuld met een artikel dat verwijst naar artikel 120 van de gemeentewet waarin de gevolgen zijn bepaald van het feit dat de ontvanger nalat de zekerheid of de aanvullende zekerheid binnen de voorgeschreven termijn te verschaffen (zie artikel 134 van de voorgestelde tekst).

.../...

De artikelen 103, tweede lid, en 106, die betrekking hebben op de eindrekening, zouden moeten worden overgebracht naar de onderafdeling "rekeningen" van afdeling II. Ten slotte zou artikel 105, dat betrekking heeft op de bemoeiing van het gemeentekrediet van België, in een onderafdeling van afdeling II moeten komen.

De huidige onderafdeling 3 zou dan bestaan uit de artikelen 97, 102, 103, eerste lid, en 104, eerste en derde lid, van het ontwerp (zie de artikelen 122 tot 127 van de voorgestelde tekst).

Artikel 104.

Artikel 104, tweede lid, zou beter na artikel 152 van het ontwerp komen.

Artikel 103.

De bijzondere bepalingen betreffende de tuchtregeling voor de ontvanger kunnen gevoeglijk een artikel worden dat aansluit op artikel 103 (zie artikel 128 van de voorgestelde tekst).

Onderafdeling 4 van afdeling I van hoofdstuk V van titel I.

Het opschrift van deze onderafdeling, die in de voorgestelde tekst onderafdeling 5 wordt, kan worden vervangen door het opschrift "Tucht".

Ook zou de onderafdeling moeten worden ingeleid door een artikel betreffende de schorsing bij ordemaatregel (zie artikel 135 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 108.

Artikel 138 van de door de Raad van State voorgestelde tekst - gedeeltelijk hetzelfde als artikel 108 van het ontwerp - vermijdt bewust de term "wordt de disciplinaire macht door ... uitgeoefend". Zelfs in de gevallen waarin

de Raad bevoegd is om de straf op te leggen, dient het college, zowel als de Raad, de tuchtvordering op gang te brengen. Het onderzoek zal uit de aard der zaak meestal door het college worden ingesteld.

Artikelen 109 en 110.

Artikel 109, § 2, bepaalt : "De Koning kan, beschikkende op het beroep, de beslissing van de tucht-overheid hervormen".

Deze bepaling moet zo worden geïnterpreteerd dat de Koning de straf kan verminderen of verzwaren dan wel dezelfde straf kan opleggen ingeval bij de beslissing van de agglomeratieoverheid enige onregelmatigheid mocht zijn begaan. De gemeentewet verleent aan de toezichthoudende overheid in tuchtzaken alleen een goedkeuringsbevoegdheid, hetgeen haar verbiedt zich in de plaats van de gemeente-overheid te stellen. De wetgever behoort uit te maken of artikel 109, § 2, in de lijn ligt van de "doorgedreven decentralisatie" waarnaar het ontwerp volgens de memorie van toelichting streeft.

Bij artikel 110, dat de Koning bevoegdheid verleent om in tuchtzaken ambtshalve op te treden, is hetzelfde op te merken als bij artikel 109, § 2. Enig precedent hiervoor ligt in artikel 7 van de wet van 21 december 1927.

Ten slotte moge worden opgemerkt dat het ontwerp geen beroep tegen bedekte sancties openstelt, wat artikel 85bis van de gemeentewet wel doet.

.../...

Artikel 111.

Dit artikel bevestigt, zonder zelf een grens te stellen, de bevoegdheid van de agglomeraties inzake belastingen welke reeds bepaald is in artikel 110 van de Grondwet, zoals het op 20 juli 1970 gewijzigd is. Hetzelfde artikel 111 van het ontwerp gelast de Koning echter de bevoegdheid van de agglomeraties inzake belastingen te begrenzen door middel van algemene bepalingen.

De vraag is of deze opdracht van bevoegdheid regelmatig is.

Om hierop een antwoord te kunnen geven, dient men vooraf na te gaan welke de juiste strekking is van het tweede en het derde lid van artikel 110 van de Grondwet, die als volgt zijn geredigeerd :

"Geen last of belasting kan door de provincie, de agglomeratie, de federatie van gemeenten en de gemeente worden ingevoerd dan door een beslissing van hun Raad.

De wet bepaalt ten aanzien van de in het tweede lid bedoelde belastingen de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt!

In dat artikel moet de term "uitzonderingen" zo worden verstaan dat de wetgever niet alleen vermag af te wijken van de bevoegdheid die aan de Raden is verleend, maar dat hij ook de bevoegdheden van provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten, en gemeenten inzake belastingen kan beperken. Deze aangelegenheid moet trouwens worden geacht zaak van de wetgever te zijn en mag dus niet aan de Koning worden opgedragen.

.../...

In dat opzicht moge worden opgemerkt dat de talrijke beperkingen die inzake belastingen op de bevoegdheid van provincies en gemeenten gelegd zijn, steeds het werk zijn geweest van de wetgever zelf.

Artikel 114.

Wil de wetgever aan agglomeraties en federaties van gemeenten dezelfde verplichting als aan gemeenten opleggen wat betreft de heffing van een minimumaantal opcentiemen op de onroerende voorheffing, opdat zij gerechtigd zouden zijn opcentiemen op de personenbelasting te heffen, dan dient die verplichting in de wet zelf te worden gesteld.

De memorie van toelichting verklaart : "Dit bijkomend niveau van belastingheffing zou echter geen toeneming van de fiscale last voor de belastingplichtige uit de agglomeraite tot gevolg moeten hebben". Aldus opgevat, zou het vereiste minimumgetal van 424 opcentiemen omgeslagen moeten worden over de gemeente enerzijds en de agglomeratie of de federatie van gemeenten anderzijds.

Bijgevolg zou artikel 188 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen moeten worden aangevuld met de vermelding van de opcentiemen opgelegd door de agglomeratie of de federatie van gemeenten.

.../...

Artikel 115.

De artikelen 353 en 359 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepalen de grondslag waarop de opcentiemen op de personenbelasting berekend worden.

Behalve het gedeelte van de belasting dat betrekking heeft op sommige in die artikelen vermelde inkomsten, sluit de administratieve praktijk van de belastbare grondslag uit : de (werkelijke of fictieve) persoonlijke onroerende voorheffing en de (werkelijke of fictieve) onroerende bedrijfsvoorheffing, onderscheidenlijk aangerekend op de personenbelasting op Belgische onroerende inkomsten en op die op Belgische bedrijfsinkomsten (Comm. I.B. nr. 352/11).

Die uitsluiting zou in de wettekst moeten voorkomen.

Artikel 117.

Artikel 355 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zou aan duidelijkheid winnen indien :

- enerzijds in het derde lid werd vermeld dat het belastbaar gedeelte van de personenbelasting wordt berekend niet alleen overeenkomstig artikel 359 maar ook overeenkomstig artikel 353 W.I.B;
- en anderzijds in het vierde lid tot uitdrukking werd gebracht dat de vrijstelling van 3.000 frank niet wordt toegepast gelijktijdig met de in het vorig lid bepaalde vrijstelling van 2.000 frank.

*

*

*

.../...

Terwijl het huidige artikel 355 W.I.B. bepaalt dat de aanvullende gemeentebelasting 6 t.h. niet mag overtreffen, bedoelt het ontwerp daaraan een lid toe te voegen waarin de Koning wordt gemachtigd tot het vaststellen van het maximumpercentage van de belasting geheven door de agglomeraties of de federaties van gemeenten.

Dat maximumpercentage moet door de wetgever zelf worden bepaald, zoals gezegd is in de opmerkingen bij artikel 111 van het ontwerp.

*

* *

In verband met het nieuwe artikel 355 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen rijst hetzelfde probleem inzake omslag als bij artikel 114 van het ontwerp dat artikel 352 van hetzelfde Wetboek wijzigt. Het maximumpercentage van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting bedraagt thans zes ten honderd. Mocht het in de bedoeling van de wetgever liggen die aanvullende belasting om te slaan, dan zou het voor de gemeente toegestane maximum verminderd moeten worden.

Artikel 120.

De stof van het tweede lid is behandeld in artikel 247, zodat dit lid kan vervallen.

Artikel 121.

Om eventuele conflicten tussen gemeenten, agglomeraties of federaties te voorkomen, zou de betekenis van de woorden "in het gebied waarin zij gevestigd zijn", in § 4 van het nieuwe artikel 42 nader moeten worden omschreven

.../...

door koppeling van de belastingplicht hetzij aan de plaats vermeld in het inschrijvingsboekje, hetzij aan de woonplaats of aan de verblijfplaats voor natuurlijke personen en aan de maatschappelijke zetel of aan de bedrijfszetel voor rechtspersonen.

Artikel 122.

Liever dan wijzigingen aan te brengen in de artikelen 74 en 75 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervange men die artikelen in hun geheel om tevens de redactie ervan te verbeteren.

Artikel 125.

Dit artikel is een overgangsbepaling die naar titel V van het ontwerp zou moeten worden overgebracht.

Artikel 127.

Ofschoon dit artikel uitgaat van artikel 136 van de gemeentewet, valt op te merken dat de termijn voor het indienen van het bezwaarschrift niet zoals in de gemeentewet ingaat de dag waarop het aanslagbiljet is afgegeven, maar wel op de datum van dat biljet. Deze opmerking is des te belangrijker, daar de termijn voor het indienen van het bezwaarschrift slechts een maand is, terwijl deze inzake directe belastingen schommelt van zes maanden tot een jaar.

Onderafdeling 2 van Afdeling 2 van Hoofdstuk V van Titel I.

Deze onderafdeling zal Titel IV worden.

.../...

Artikel 131.

Artikel 131, § 1, tweede lid, gelast de Regering te bepalen welk aandeel in sommige belastingontvangsten van het Rijk aan het Fonds van de agglomeraties en van de federaties van gemeenten zal worden toegekend.

Ofschoon deze bepaling uitgaat van artikel 3, tweede lid, van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds, meent de Raad van State dat de prerogatieven van het Parlement op het gebied van het algemeen belastingen- en financiënbeleid beter ontzien zullen zijn :

- a) ofwel als het percentage in de ontwerp-wet zelf wordt vastgesteld;
- b) ofwel als het elk jaar in de begroting wordt bepaald;
- c) ofwel als de bevoegdheid daartoe aan de Koning wordt opgedragen, maar binnen de grens van een niet te overschrijden maximumpercentage;
- d) ofwel als wordt bepaald dat het koninklijk besluit aan de wetgever ter bekrachtiging moet worden voorgelegd.

In de huidige stand van de wetgeving kan het Parlement geen verandering brengen in het krediet van 17.436.659.000 frank ten behoeve van het Gemeentefonds uitgetrokken op artikel 43.04 van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, dienstjaar 1971, ondanks het feit dat die som voortkomt van het percentage dat op de Rijksontvangsten wordt toegepast door de Regering alleen (koninklijk besluit van 5 december 1966, Belgisch Staatsblad van 14 december 1966).

*

*

*

.../...

De dotatie waarvan sprake is in § 2 van artikel 131 zal bestaan uit Rijkstoelagen. Het gaat hier niet om "transferts-overschrijvingen" in de zin van artikel 5, tweede lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof. Overschrijving van kredieten van een begrotings-artikel op een ander is immers verboden.

Artikel 132.

Nu de begroting voor orde afgeschaft is, moet worden bepaald dat het nieuw opgerichte Fonds zal voorkomen op de bijzondere afdeling van de begroting.

Artikel 138.

De agglomeratie kan retributies "heffen". Geen goedkeuring is vereist.

Of de verordening tot heffing van retributies voor diensten welke voor eenieder nodig zijn, al dan niet regelmatig is, zal afhangen van de vraag of die retributies als vergelding dienen.

Mochten zij te hoog zijn, dan zouden zij het karakter van een belasting krijgen, waardoor de wettigheid van de niet goedgekeurde verordening in het geding kan komen.

Artikelen 139 en 142.

Artikel 142 zou onmiddellijk na artikel 139 moeten komen.

Wanneer een uitgave tegelijk op de agglomeratie en op één of meer gemeenten slaat, stelt de Raad, volgens artikel 142, de onderscheiden bijdragen vast, maar bij geschil beslist de Koning. Het gaat in dit geval om de uitoefening van een rechterlijke bevoegdheid.

Het derde lid van artikel 139 van zijn kant, zou beter op zijn plaats zijn in artikel 131 van de gemeentewet, waar het als 2° zou kunnen worden opgenomen.

Onderafdeling 4 van Afdeling 2 van Hoofdstuk V van Titel I.

Het ontwerp, evenmin trouwens als de gemeentewet, doet niet voldoende het verschil uitkomen tussen de procedure voor het opmaken van de begrotingen en die voor het afleggen van de rekeningen.

In het advies dat hij op 15 april 1964 heeft gegeven over een wetsvoorstel tot invoering van provinciale administratieve rechtbanken (gedr. st. Kamer, 652, zitting 1963-1964, nr. 2), heeft de Raad van State onder meer opgemerkt :

"Het opmaken van een begroting is een essentieel politieke handeling die, behalve voor de verplichte uitgaven, door opportuniteitsoverwegingen wordt bepaald. Rekening afleggen daarentegen is althans voor de rekenplichtige essentieel een rechtshandeling die echter een politiek aspect kan hebben, met name als over kredietoverschrijding moet worden beslist".

Ter wille van de duidelijkheid van het ontwerp, kan de afdeling in drie delen worden gesplitst als volgt :

- A. Bepalingen gemeen aan de begroting en aan de jaarrekening.
- B. Begroting.
- C. Rekeningen.

Artikel 147, § 3, dat over de rekeningen van de gemeenten handelt, zou moeten staan in een artikel 142bis, in te voegen in de gemeentewet.

.../...

A. BEPALINGEN GEMEEN AAN DE BEGROTING EN AAN DE JAARREKENING.

De door de Raad van State voorgestelde tekst neemt onder dit opschrift de artikelen 140, tweede lid, 144, 146 en 153 van het ontwerp over.

B. BEGROTING.

De door de Raad van State voorgestelde tekst neemt onder dit opschrift artikel 140, eerste lid, partim, artikel 147, § 1, de artikelen 148 tot 152 alsook artikel 104, tweede lid, van het ontwerp over.

De woorden "op de voordracht van het college", die in artikel 140 van het ontwerp staan, zijn in de door de Raad van State voorgestelde tekst weggelaten. Artikel 73, 3°, van het ontwerp (artikel 88, 3°, van de voorgestelde tekst) bepaalt immers dat het college belast is met "het opmaken van het ontwerp van begroting van ontvangsten en uitgaven".

Artikel 152.

De laatste volzin van dit artikel is eenodeloze herhaling van artikel 104, tweede lid, en dient te vervallen.

C. REKENINGEN.

1° Bevoegdheid van de Agglomeratieraad.

Artikel 140 van het ontwerp bepaalt onder meer :
"Ieder jaar ... sluit (de Raad) de rekeningen van het afgelopen jaar".

.../...

Artikel 145 bepaalt : "Elk jaar vergadert de Raad ... om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar voorlopig vast te stellen". Artikel 147, § 2, ten slotte, bepaalt : "De rekeningen van de agglomeratie worden ... ter goedkeuring voorgelegd aan het Rekenhof dat ze definitief vaststelt".

Uit deze bepalingen volgt dat de Raad de rekening slechts voorlopig vaststelt en dat artikel 140, voor zover het niet hetzelfde zegt als artikel 145, dubbelzinnig is. Het moet vervallen.

2° Bevoegdheden van de andere overheden dan de Agglomeratieraad.

Artikel 147, § 2, van het ontwerp bepaalt dat het Rekenhof de jaarlijkse rekening van de agglomeratie definitief "vaststelt". Artikel 106 machtigt de Minister van Binnenlandse Zaken om de eindrekening van de ontvanger "voorgoed af te sluiten"; tegen de beslissing van de Minister kan een vordering tot nietigverklaring bij de Raad van State worden ingesteld op grond van artikel 9 van de wet van 23 december 1946.

Ten aanzien van de federaties zal de jaarlijkse rekening alsook de eindrekening voorgoed afgesloten worden door de bestendige deputatie (artikel 223 van het ontwerp). Ook van die besluiten kan de nietigverklaring voor de Raad van State worden gevorderd.

Ten aanzien van de Staat worden de rekeningen van de onderscheiden Staatsbesturen door het Rekenhof vastgesteld maar zijn het de Kamers die de rekeningenwet vaststellen (Grondwet, artikelen 115 en 116, wet van 28 juni 1963, artikel 29). Het Rekenhof is belast met het nazien en het

.../...

verevenen der rekeningen van allen die tegenover de Staatskas rekenplichtig zijn (Grondwet, artikel 116); het doet ieder jaar en op het eind van hun beheer uitspraak over hun aansprakelijkheid (wet van 15 mei 1846, artikelen 10, 11, 50; wet van 29 oktober 1846, artikelen 5, 8 en 10), behoudens Cassatieberoep (wet van 29 oktober 1846, artikel 13).

Het Rekenhof oefent ten aanzien van de provincies dezelfde bevoegdheid uit als tegenover de Staat.

Voor de gemeenten is het de bestendige deputatie en, in geval van beroep, de Koning die de jaarrekening definitief vaststelt. De bestendige deputatie stelt de eindrekening van de ontvanger vast.

De beslissing die de jaarrekening van een overheids-persoon vaststelt, is een handeling van bestuur. Voor de Staat ressorteert die handeling onder de wetgever, wiens beslissing onaantastbaar is en die het uiteindelijk voor het zeggen moet hebben wat de ontvangsten en de uitgaven van de Staat betreft; de Wetgevende Kamers oefenen die controle uit met de medewerking van het Rekenhof, dat niet een administratieve maar een "parlementaire" overheid is, ook in de uitoefening van bevoegdheden die vreemd zijn aan zijn grondwettelijke opdracht (1). Voor gemeenten en voor aan

.../...

(1) Zie Ch. HUBERLANT "Le caractère parlementaire" de la Cour des comptes en droit belge in "Recueil de jurisprudence du droit administratif et du Conseil d'Etat", 1955, blz. 65-69.

In zijn arrest inzake BETTE, nr. 3823 van 19 november 1954, heeft de Raad van State zich onbevoegd verklaard om kennis te nemen van handelingen waarbij het Hof zijn betrekkingen met zijn personeel regelt.

gemeenten ondergeschikte overheidspersonen, is het vaststellen van de jaarrekening bij wet opgedragen aan een toeziende overheid wier beslissing voor de Raad van State kan worden gebracht.

De beslissing over de aansprakelijkheid van een openbare rekenplichtige is een rechtsprekende handeling. Daarom ook is het Rekenhof onderworpen aan controle vanwege het Hof van cassatie, ofschoon uiteindelijk het laatste woord berust bij een commissie ad hoc van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, die echter op haar beurt een rechtsprekende bevoegdheid uitoefent (wet van 29 oktober 1846, artikel 13, derde lid). Evenzo treedt de bestendige deputatie als rechtscollege op als het uitspraak doet over de eindrekening van plaatselijke ontvangers. In diezelfde hoedanigheid zullen de Minister van Binnenlandse Zaken ten aanzien van agglomeraties, en de bestendige deputatie ten aanzien van federaties, de eindrekening van ontvangers en speciale ontvangsten-beambten vaststellen.

Het is zonder meer duidelijk dat het toezicht op de Rijkscomptabiliteit rationeel werkt : ieder jaar worden én de Staatsrekening én de rekening van rekenplichtigen door dezelfde overheid vastgesteld. De jaarlijkse controle op de gemeentecomptabiliteit slaat slechts op de rekening van de gemeente; op de rekening van de rekenplichtige slaat zij slechts als deze eindafrekening en verantwoording moet afleggen.

De ontwerp-regeling voor de agglomeraties is niet even herent. Het is moeilijk denkbaar dat de Minister van Binnenlandse Zaken bij zijn uitspraak over de eindrekening gebonden zou zijn door de jaarlijkse arresten van het Rekenhof, waartegen geen jurisdictioneel beroep openstaat en die niet door een onaantastbaar gezag bekrachtigd zullen zijn. Die moeilijkheid zou vervallen als de wetgever besliste dat

.../...

de jaarlijkse arresten van het Rekenhof, vóór de Minister, tegenstelbaar zouden zijn aan de agglomeratie en aan de rekenplichtige; de wet zou moeten zorgen dat de debatten voor het Hof contradictoair worden gevoerd. Waarom zou men dan ook de taak, waarmede het Rekenhof tegenover de Staat, de provincies en de rekenplichtigen van die besturen belast is, niet zonder meer tot de agglomeraties verruimen? Het Rekenhof is bijzonder geschikt om een dergelijke opdracht op zich te nemen. Rekenplichtigen en agglomeraties zouden meteen over een cassatieberoep beschikken wegens schending van de rechtsvormen of van de wet (wet van 29 oktober 1846, artikel 13).

Het betreft hier uiteraard een keuze die alleen door de wetgever kan worden gemaakt; daarom onthoudt de Raad van State zich van tekstvoorstellen.

Hoe dan ook moeten eerst artikel 147, § 2, vervolgens artikel 106 van het ontwerp worden ondergebracht onder letter C.

Verkiest de wetgever bij het systeem van het ontwerp te blijven, dan zou hij artikel 106, § 2, tweede lid, van het ontwerp moeten aanvullen om de procedure voor het afleggen van de eindrekening te regelen (zie artikel 177 van de voorgestelde tekst).

Artikel 155.

Met de ontwerp-tekst kan de agglomeratie als onmisbaar voor de uitoefening van enige, aan haar overgedragen bevoegdheid beschouwen : een goed waaraan de gemeente een andere bestemming had gegeven.

.../...

Als de wetgever het anders ziet, moet de tekst worden gewijzigd.

De bevoegdheid die het tweede lid van artikel 155 aan de Koning verleent, doet geen afbreuk aan de bevoegdheid welke de rechtbanken ontleenen aan de artikelen 92 en 93 van de Grondwet, met name in geschillen waarbij uitgemaakt moet worden of het al dan niet gaat om een goed van het openbaar domein dan wel of het goed inderdaad eigendom van de gemeente is.

Het laatste lid van artikel 155 : "De overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen geschiedt om niet" houdt in dat artikel 11 van de Grondwet geen toepassing vindt ingeval de eigendom van goederen van het openbaar domein, van een overheidspersoon overgaat op een andere overheidspersoon. Voor deze opvatting, die ernstig voorbehoud oproept, is nochtans een precedent te vinden in artikel 78 van de provinciewet, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 9 augustus 1948, luidens hetwelk de indeling bij de Rijkswegen of bij de provinciewegen van de wegen die thans behoren tot de grote wegen "toekenning om niet van de eigendom van de bedoelde wegen ... tot gevolg heeft".

Artikel 157.

In de mate waarin het verandering brengt in de bevoegdheid om administratief toezicht op gemeenten uit te oefenen, moet dit artikel het onderwerp worden van nieuwe bepalingen in de gemeentewet. De Raad van State stelt voor, artikel 75 van de gemeentewet met het oog daarop te wijzigen. Het is duidelijk dat die bepaling de adviesbevoegdheid opheft die door sommige voorzieningen (met name artikel 76 van de gemeentewet) aan de bestendige deputatie was opgedragen.

.../...

Het vierde lid zou beter op zijn plaats zijn in artikel 8 (zie artikel 12, derde lid, van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 162 zou aan artikel 157 gekoppeld moeten worden.

Artikel 158.

De wetgever dient uit te maken of dit artikel niet aangevuld moet worden met een alinea betreffende de redengeving van besluiten tot onthouding van goedkeuring.

Artikel 159.

De redactie die de Raad voorstelt (artikel 188), biedt het voordeel dat het ontwerp daarmee op dezelfde wijze uitgelegd kan worden als artikel 86 van de gemeentewet, waarop het duidelijk is afgekeken.

Artikel 163.

Dit artikel is overbodig gelet op artikel 90, tweede lid, van de gemeentewet. Desnoods kan de tweede volzin van dat lid worden aangevuld met de woorden : "daarin begrepen de politieverordeningen van de agglomeratie".

Artikel 164.

Anders dan gemeentebedrijven, zullen agglomeratiebedrijven rechtspersoonlijkheid bezitten.

Artikel 165.

In acht genomen wat onder § 1 staat, lijkt § 2 geen onderwerp te hebben in de mate waarin het de in artikel 6 bedoelde aangelegenheden betreft. In de mate waarin het de in artikel 7 bedoelde aangelegenheden betreft, heeft hij geen nut, want dupeleert hij niet artikel 8.

.../...

Afdeling 1 van Hoofdstuk VIII van Titel I.

Deze afdeling geeft uitvoering aan artikel 108ter, § 2, eerste lid, van de Grondwet. Een beter opschrift zou dan ook zijn : "De taalgroepen in de Raad".

Artikel 166.

De bedoeling van het ontwerp zou duidelijker tot uiting komen als in de tekst gezegd werd dat de kandidaat moet aangeven tot welke taalgroep hij wil behoren.

Artikel 168.

Artikel 168 moet alle gevallen bestrijken waarin een raadslid zijn ambt neerlegt, onder meer het vermoeden dat hij afstand doet als een onverenigbaarheid intreedt of de vervallenverklaring wegens verlies van verkiesbaarheidsvereisten. Artikel 168 leze men dan ook als volgt :

"Als een zetel in de Raad vacant wordt, wordt een beroep gedaan op de opvolger van dezelfde lijst die in dezelfde taalgroep de eerste rang bekleedt" (artikel 195 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel regelt dus alleen het geval van de vacature. Afstand vóór de eedaflegging, waarvoor geen bijzondere voorzieningen gelden, moet dus overeenkomstig hoofdstuk IV worden geregeld.

Artikel 169.

De tweede volzin is onnodig : hij dupleert met artikel 65, eerste lid.

.../...

Artikel 173.

Het eerste lid is een herhaling van artikel 80, eerste lid.

Artikel 175.

Bepalingen die reeds in artikel 108ter, derde lid, van de Grondwet voorkomen, hoeven niet in de wet te worden herhaald. Geschrappt moeten dus worden de teksten onder a, b, d en e van § 1.

Afdeling IV van Hoofdstuk VIII van Titel I.

In deze afdeling worden een stel bepalingen overgenomen die reeds in artikel 108ter, §§ 4 tot 6, van de Grondwet staan en dus moeten vervallen.

Artikel 176.

Artikel 176, derde lid, betreft de begrotingen. Het zou overgeheveld moeten worden naar de onderafdeling VI van afdeling IV.

*

* *

De onderafdeling 1, afgezien van het te schrappen artikel 186, zou in twee onderafdelingen te splitsen zijn : de eerste "Samenstelling van de commissies voor de cultuur", waarin ondergebracht zouden worden soortgelijke bepalingen als in de eerste onderafdeling van afdeling 1 van hoofdstuk IV, namelijk de artikelen 177, 178, 182, 183, eerste lid, 184 en 185.

In de tweede onderafdeling "Verkiezing" zouden de artikelen 179, 180, 181 en 183, tweede tot zevende lid, worden overgenomen.

.../...

Artikelen 179, 180, 181 en 183, tweede tot zevende lid.

Artikel 179, § 1, derde lid, bepaalt : "De uittredende leden zijn herkiesbaar". Die bepaling is onnodig want herkiesbaarheid geldt als gemeenrechtelijke regel.

Anders dan artikel 9, tweede lid, van de onderstandswet van 10 maart 1925 kent het ontwerp geen afwijking voor het geval dat de verkiezingsdag een wettelijke feestdag zou zijn. De verkiezing kan dus in voorkomend geval op Paasmaandag plaatshebben.

De door de Raad van State voorgestelde tekst houdt er rekening mede dat de procedure tot geldigverklaring van de agglomeratieraadsverkiezing of dezer nietigverklaring noodzakelijk vertraging voor de verkiezing van de commissies zouden opleveren.

Artikel 183, tweede tot zevende lid, werkt een rechtsprekende procedure inzake geldigverklaring uit die afgestemd is op die van artikel 19 van de wet van 10 maart 1925. In zijn advies over het wetsvoorstel tot invoering van provinciale administratieve rechtbanken (gedr. st. Kamer, 652, zitt. 1963-1964, nr. 2) heeft de Raad van State het volgende opgemerkt in verband met artikel 19 van de wet van 10 maart 1925 :

"Artikel 19 van de wet heeft het over "benoeming" van de leden van de commissie van openbare onderstand. In werkelijkheid heeft men hier met een verkiezing te maken, welke term elders in de wet meermalen is gebruikt.

Artikel 19, tweede lid, bepaalt, dat de bestendige deputatie "de benoemingen, gedaan in strijd met de voorschriften dezer wet, nietig verklaart". Volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State is artikel 19 zo te verstaan,

.../...

dat de bestendige deputatie ook met andere middelen dan nietigverklaring voor een regelmatige verkiezing kan zorgen. Ze kan onder meer vergissingen van de gemeenteraad rechtzetten en geschillen inzake onverkiesbaarheid of onverenigbaarheid beslechten (arresten Verkiezing leden van de commissie van openbare onderstand van Falisolle, nr. 3400, van 19 mei 1954 (Verzameling, blz. 514), Verkiezing leden van de commissie van openbare onderstand van Oleye, nr. 3420, van 28 mei 1954 (Verzameling, blz. 544-545), College van burgemeester en schepenen van Sint-Truiden, en consorten, nr. 3432, van 2 juni 1954 (Verzameling, blz. 558-560), De Rijcke, nr. 3515, van 26 juni 1954 (Verzameling, blz. 665), Van de Wiele, nr. 3553, van 7 juli 1954 (Verzameling, blz. 720-721) en Van den Broeck, nr. 3753, van 26 oktober 1954 (Verzameling, blz. 960-961). Ze heeft hier dus dezelfde bevoegdheid als voor gemeenteraadsverkiezingen.

De wet zegt niet binnen welke termijn bezwaar bij de bestendige deputatie kan worden ingediend. De Raad van State heeft daaruit afgeleid, dat dit kan gebeuren tot dat over de geldigverklaring is beslist (arrest Verkiezing leden van de commissie van openbare onderstand van Vaulx-lez-Tournai, nr. 3421, van 28 mei 1954, Verzameling, blz. 546-547). Die leente in de wet moet worden aangevuld : vóór een administratieve rechtbank moet inderdaad voor een contradictoir debat worden gezorgd. Men kan daartoe artikel 74 van de gemeentekieswet mede van toepassing verklaren op bezwaarschriften tegen de verkiezing van de commissie van openbare onderstand.

Er zou duidelijk moeten worden gesteld, dat "bezwaar kan worden ingediend door al wie daar belang bij heeft".

.../...

De Raad van State stelt voor, de geldigverklaring van verkiezingen voor de cultuurcommissies te regelen naar het voorbeeld van wat hij in het evengenoemde advies in overweging heeft gegeven.

Artikelen 189 tot 196.

Uit artikel 192, tweede lid, blijkt dat de commissies die de verenigde commissies vormen, bij geheime stemming afzonderlijk zullen stemmen. Voorts zou artikel 202 beter hier op zijn plaats zijn dan in de onderafdeling betreffende het personeel.

Het zou de overzichtelijkheid ten goede komen als twee onderafdelingen onderscheidenlijk aan de commissies en aan de verenigde commissies waren gewijd.

Artikelen 200 en 201.

Artikel 201, § 2, van het ontwerp is overbodig want artikel 200 verklaart artikel 94 op de commissies toepasselijk.

Artikelen 203 en 204.

De vraag of die bepalingen bestaanbaar zijn met de artikelen 59bis en 108ter van de Grondwet verdient hier te worden onderzocht.

Artikel 59bis, § 6, stelt :

.../...

"§ 6. De wet bepaalt het globaal krediet dat ter beschikking wordt gesteld van elke cultuurraad, die de bestemming ervan bij decreet bepaalt.

Dit krediet wordt vastgesteld volgens objectieve criteria bij de wet bepaald. Voor materies, die zich door hun aard niet lenen tot het vaststellen van objectieve criteria, worden gelijke dotaties ingevoerd.

De wet stelt, op grond van dezelfde regelen, het gedeelte van dit krediet vast, dat moet worden besteed aan de ontplooiing van de twee culturen op het grondgebied van Brussel-Hoofdstad".

Deze tekst handelt over het "globale krediet" dat toe te wijzen is aan iedere cultuurraad en over het deel van dat krediet dat elk van beide cultuurraden moet besteden aan de ontplooiing van de cultuur die er onder ressorteert op het grondgebied van Brussel-Hoofdstad. Over het aan de cultuur bestede deel van dat krediet handelt artikel 203, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 203, eerste lid, voorziet in andere ontvangsten voor de cultuurcommissies, met name jaarlijkse dotaties uitgetrokken op de Rijksbegroting, jaarlijkse dotaties op de begroting van de agglomeratie, jaarlijkse dotaties uitgetrokken op de begroting van de gemeenten van de agglomeratie. Die dotaties vallen buiten de voorzieningen van artikel 59bis van de Grondwet en artikel 108ter bepaalt daarover niets. De wetgever is dus meester en kan beslissen dat die dotaties voor ieder van de commissies gelijk zullen zijn.

In artikel 204, § 1, van het ontwerp vervange men de vage term "gelijkwaardige" door "gelijke", die beantwoordt aan de, uit de memorie van toelichting blijkende bedoeling van de Regering.

.../...

Artikel 208.

Artikel 208 verklaart op de commissies toepasselijk : de artikelen 143 tot 146 en 148 tot 153, en niet artikel 147. De commissie zal haar rekeningen dus tijdelijk vaststellen krachtens artikel 145; welke overheid de rekening definitief zal vaststellen wordt niet gezegd. Be-doelt de wetgever het Rekenhof daarmee te belasten dan is het voldoende artikel 147, § 2, in de opsomming van de bovenstaande artikelen te betrekken.

Artikelen 209 en 210.

Deze artikelen zouden beter op hun plaats zijn in de onderafdeling "Financiën en goederen".

Artikel 211.

Paragraaf 2 is overbodig.

Artikel 212 en 215.

De woorden "op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken" in artikel 212 kunnen de indruk wekken dat de wetgever zich bemoeit met de bevoegdheden van de uitvoerende macht. Voorts berust de materie van oudsher bij de Minister van Binnenlandse Zaken (zie de memorie van toelichting, blz. 18), zodat die woorden zonder bezwaar achterwege kunnen blijven des te meer daar men het onnodig gevonden heeft ze in artikel 215 te herhalen.

Artikel 216.

Dit artikel voegt niets toe aan artikel 108bis, § 1, tweede lid, van de Grondwet en moet dus vervallen.

.../...

Artikel 218.

Aangezien bepalingen die onverenigbaarheden invoeren in enge zin moeten worden uitgelegd, zal het tweede lid geen toepassing vinden op ambtenaren van provinciebesturen die niet tot het provinciepersoneel behoren maar Rijksambtenaar zijn.

Ziet de wetgever het anders dan moet de tekst worden gewijzigd.

Artikel 220.

Bij § 2 is hetzelfde op te merken als bij artikel 89, § 5.

Artikel 223.

Hier gelden dezelfde opmerkingen als gemaakt zijn in verband met de eindrekeningen van agglomeratieontvangers.

Uit artikel 211, § 3, zou blijken dat de rekeningen van federaties en van gemeenten die ze samenstellen, vastgesteld zullen worden door het Rekenhof, zoals artikel 147, § 3, voorschrijft ten aanzien van agglomeraties. Dat is niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp, die de rekeningen definitief vastgesteld willen zien door de bestendige deputatie, de toeziende overheid die bevoegd is krachtens artikel 228.

Artikel 224.

Hierbij zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij de artikelen 109 en 110.

.../...

Artikel 225.

Dit artikel moet komen te staan na artikel 219 (afdeling II van hoofdstuk III van titel II).

Anders dan in artikel 78 van het ontwerp en in artikel 56 van de gemeentewet, worden de gronden tot schorsing of afzetting in artikel 225 van het ontwerp niet beperkt tot kennelijk wangedrag of grove nalatigheid. De duur van de schorsing wordt niet beperkt en over de herkiezing van het afgezette lid wordt niets gezegd. Artikel 257 van de door de Raad van State voorgestelde tekst bevat de bepalingen die nodig zijn voor het geval dat de wetgever mocht beslissen dat de beginselen die voor leden van agglomeratiecolleges en voor colleges van burgemeester en schepenen gelden, overeenkomstige toepassing zullen vinden op leden van federatiecolleges.

Artikel 228.

Inzover dit artikel een toezichtbevoegdheid tot nietigverklaring aan de bestendige deputatie opdraagt, bevat het een novum.

Artikel 228 houdt ook in dat federaties afschrift van hun beslissingen zullen moeten sturen aan de bestendige deputatie, en niet aan de Minister van Binnenlandse Zaken, zoals artikel 162 voorschrijft.

Artikelen 230 en 232.

Samen gelezen betekenen die artikelen dat federaties niet tot dezelfde provincie als de agglomeratie hoeven te behoren. In de huidige stand van zaken lijkt die opmerking slechts voor de Antwerpse agglomeratie en de haar onringende federaties te kunnen gelden.

.../...

Artikel 231.

Luidens artikel 51 "benoemt de Raad ... elke vertegenwoordiger van de agglomeratie". Dit artikel geldt mede voor federaties krachtens artikel 211, § 3. Door de colleges van de agglomeratie en van de federaties bevoegd te maken om afgevaardigden bij het overlegcomité aan te stellen, komt artikel 231 in strijd met artikel 51.

Artikel 235.

Dit artikel regelt de buitengewone vergaderingen van het overlegcomité. Bij ontbreken van enige wetsbepaling ter zake van de gewone vergaderingen moet worden geconcludeerd dat die zaak in het huishoudelijk reglement geregeld zal worden (zie memorie van toelichting, blz. 19).

Artikel 236.

De opmerkingen die bij artikel 4 in verband met de aanbevelingen zijn gemaakt, gelden ook voor artikel 231.

TITEL IV. - WIJZIGINGSBEPALINGEN.

Hoe ruim de door artikel 247 van het ontwerp aan de Koning gegeven bevoegdheid ook moge worden opgevat, bij de beoordeling van de omvang van de in datzelfde artikel 247, 1°, bedoelde bevoegdheden zullen problemen rijzen, die de Raad van State niet systematisch onder ogen heeft kunnen zien.

Los van de artikelen 237 en 238 van het ontwerp en van de artikelen die de Raad van State voorgesteld heeft naar de wijzigingsbepalingen over te brengen, mogen de twee volgende gevallen als voorbeeld worden aangehaald :

.../...

1. Betwijfeld kan worden of artikel 247 de Koning toestaat artikel 42 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen om te bepalen op welke plaats de op te richten en met rechts-persoonlijkheid te bekleden instellingen voor het gerecht gedagvaard zullen moeten worden.

2. De vraag is ook of artikel 8 van de wet van 23 december 1946 door de Koning gewijzigd zou kunnen worden.

Het verdient dan ook aanbeveling dat de wetgever zelf die wijzigingen verricht telkens als dat doenlijk is (zie de artikelen 307 en 308 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

Artikel 237.

Dit artikel verklaart de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 toepasselijk op agglomeraties en op federaties van gemeenten.

Die agglomeraties en federaties vallen onder de definitie die artikel 32 van die wetten aan gewestelijke diensten heeft gegeven.

De wetgever moge uitsluiten of artikel 237 niet aangevuld hoeft te worden met de vermelding van de overleg-comités, die zich ook als gewestelijke diensten voordoen.

De cultuurcommissies en de verenigde commissies van hun kant zijn gewestelijke diensten waarvan de werkzaamheid uitsluitend gemeenten van Brussel-Hoofdstad in de zin van artikel 35, § 1, van de gecoördineerde wetten bestrijkt.

.../...

Artikel 238.

Het nieuwe artikel 5 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs hanteert het begrip "gezinshoofd".

Dat begrip strookt niet met artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek zoals het gewijzigd is bij de wet van 8 april 1965. Luidens dat artikel wordt het ouderlijk gezag immers in beginsel door de ouders gezamenlijk uitgeoefend. In de plaats van "gezinshoofd" schrijven men dan ook "de persoon of de personen die gezag over de minderjarige uitoefenen".

Het nieuwe artikel 5 van evengenoemde wet van 30 juli 1963 doet nog een andere vraag rijzen : het staat de keuze van "het gezinshoofd" slechts toe "wanneer dit in het arrondissement Brussel-Hoofdstad verblijft".

De wetgever behoort het geval te regelen waarin het kind door zijn ouders in een bepaalde taal is grootgebracht en inmiddels een voogd die in een andere taalstreek verblijf houdt, toegewezen heeft gekregen.

Hij zal ook een regeling moeten treffen voor het geval van het kind wiens ouders niet allebei in het arrondissement Brussel-Hoofdstad verblijf houden.

Hij zal ook moeten voorzien in het geval van personen die niet in dat arrondissement verblijven, met name diplomatieke agenten op post buiten 's lands en ook in het geval van kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben.

Artikel 244.

Dit artikel is overbodig. Het is slechts de bevestiging van het gemeen recht.

BIJLAGE BIJ HET ADVIES (2e DEEL).

=====

Voorgestelde tekst.Onderafdeling 2. Verkiezingen.A. Algemene bepalingen.Artikel 30 (artikel 24 van het ontwerp).

De gemeenteraadskiezers van de gemeenten van de agglomeratie zijn, onder dezelfde voorwaarden, kiezers voor de agglomeratieraad, of "agglomeratieraadskiezers".

Artikel 31 (artikel 25 van het ontwerp).

Wanneer de gemeenteraadskiezers van rechtswege vergaderen voor de vernieuwing van de gemeenteraden, vernieuwen zij tevens de agglomeratieraad.

De agglomeratieraadskiezers kunnen, krachtens een agglomeratieraadsbesluit of een koninklijk besluit, ook in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen om te voorzien in de opengevallen plaatsen en in de nieuwe plaatsen die ingesteld zijn tengevolge van de herziening van de rangschikking der agglomeraties. Deze vergadering heeft altijd plaats op een zondag.

.../...

B. Verkiezingen voor de agglomeratieraad alleen.

Artikel 32 (nieuw).

De artikelen 8 en 9 van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen.

Artikel 33 (artikel 26 van het ontwerp).

Er wordt een agglomeratiebureau samengesteld onder voorzitterschap van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Het agglomeratiebureau bestaat, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters, door de voorzitter aangewezen uit de kiezers van de gemeente waar het bureau zitting houdt, en een niet stemgerechtigde secretaris, door de voorzitter benoemd. Kandidaten mogen geen deel uitmaken van het bureau.

Artikel 19 van de gemeentekieswet is van toepassing op het agglomeratiebureau.

Het bureau moet ten minste zevenentwintig dagen vóór de verkiezing samengesteld zijn.

Het agglomeratiebureau houdt zich uitsluitend bezig met de aan de stemming voorafgaande verrichtingen en met de algemene telling van de stemmen. De voorzitter van dit bureau houdt toezicht over de gezamenlijke verrichtingen in de agglomeratie en schrijft zo nodig de spoedmaatregelen voor die de omstandigheden mochten vereisen.

.../...

Artikel 34 (artikelen 27, 28 en 43 van het ontwerp).

De artikelen 10 tot 24 en 25 tot 27 van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen.

Voor die toepassing moet echter :

- 1° in artikel 10, eerste lid, in de plaats van de woorden "door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt" worden gelezen : "door de magistraat die de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg vervangt";
- 2° in artikel 20, in de plaats van de woorden "de gemeenteraad" worden gelezen : "de agglomeratieraad";
- 3° in artikel 21, in de plaats van de woorden "bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model I)" worden gelezen : "bij de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model IB)";
- 4° in artikel 22, eerste lid, in plaats van het woord "hoofdstembureau" worden gelezen : "agglomeratiebureau";
- 5° in artikel 22, het derde lid als volgt worden gelezen :

"Ten minste drieëndertig dagen vóór de verkiezing :

 - 1° maakt de voorzitter van het agglomeratiebureau, onder vermelding van de hierboven bepaalde dagen en uren, bekend op welke plaats hij de voordrachten van kandidaten en de aanwijzingen van de getuigen bedoeld in artikel 23, negende en tiende lid, in ontvangst zal nemen;
 - 2° maakt de voorzitter van het hoofdbureau, onder vermelding van de hierboven bepaalde dagen en uren, bekend op welke plaats hij de aanwijzingen van de getuigen bedoeld in artikel 25 in ontvangst zal nemen";

.../...

6° in artikel 23, het eerste lid als volgt worden gelezen :

"De voordrachten van kandidaten moeten ondertekend worden door een aantal agglomeratieraadskiezers dat ten minste gelijk is aan vijfmaal het aantal te verkiezen raadsleden. Die kiezers voegen bij de voordracht een uittreksel uit de kiezerslijst van de gemeente waar zij ingeschreven zijn";

7° in artikel 23, derde, zesde en negende lid, in plaats van het woord "hoofdstembureau" worden gelezen : "agglomeratiebureau";

8° in artikel 25, tweede lid, in plaats van de woorden "in het administratief arrondissement" worden gelezen : "in de agglomeratie";

9° artikel 26 met de volgende bepaling worden aangevuld :

"6. In alle artikelen waarin het voorkomt, wordt het woord "hoofdstembureau" vervangen door het woord "agglomeratiebureau".

Artikel 35 (artikel 27 van het ontwerp).

Zijn er niet meer kandidaten regelmatig voorgedragen overeenkomstig artikel 23 van de gemeentekieswet, zoals het door deze wet is aangepast, dan er mandaten toe te kennen zijn, dan worden zij zonder meer door het agglomeratiebureau gekozen verklaard.

Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau ondertekend, wordt onmiddellijk aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden, tegelijk met de voordrachten; uittreksels uit het proces-verbaal worden aan de gekozenen gezonden en in alle gemeenten van de agglomeratie door aanplakking bekendgemaakt.

.../...

Artikel 36 (artikel 27 van het ontwerp).

Zijn er meer kandidaten regelmatig voorgedragen overeenkomstig artikel 23 van de gemeentekieswet, zoals het door deze wet is aangepast, dan er mandaten toe te kennen zijn, dan wordt de lijst van de kandidaten onverwijld aangeplakt.

Het aanplakbiljet vermeldt met vette letter in zwarte inkt de naam van de kandidaten, in dezelfde vorm als in artikel 30 van de gemeentekieswet, zoals het door deze wet is aangepast, voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen, hun beroep en hun woonplaats. De bij deze wet gevoegde onderrichtingen (model IB) worden daarop ook overgenomen.

Vanaf de negentiende dag vóór de stemming deelt de voorzitter van het agglomeratiebureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

Artikel 37 (artikel 27 van het ontwerp).

De artikelen 30 en 30bis van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen.

Voor die toepassing moet echter :

- 1° in artikel 30, eerste lid, en in artikel 30bis, in de plaats van het woord "hoofdstembureau" worden gelezen : "agglomeratiebureau";
- 2° in artikel 30, eerste lid, in plaats van de woorden "bij deze wet gevoegde model II" worden gelezen : "bij de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten gevoegde model IIB";

.../..

3° artikel 30, derde lid, als volgt worden gelezen : "Naast de naam van iedere kandidaat, behalve naast die van alleenstaande kandidaten, staat een kleiner stembak".

Artikel 38 (artikel 27 van het ontwerp).

Zodra het agglomeratiebureau de tekst en de inrichting van de stembiljetten heeft vastgesteld, laat de voorzitter van dit bureau de biljetten met zwarte inkt op stempapier drukken. Het is verboden enig ander stembiljet te bezigen.

De stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, moeten volkomen gelijk zijn.

De Staat levert het papier voor de stembiljetten. De afmetingen worden bij koninklijk besluit bepaald naar verhouding van het aantal te kiezen leden.

Artikel 39 (artikelen 27 en 28 van het ontwerp).

De artikelen 32 tot 39 van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen.

Voor die toepassing moet echter :

- 1° in artikel 32, eerste en derde lid, in de plaats van het woord "hoofdstembureau" worden gelezen : "agglomeratiebureau";
- 2° in artikel 32, eerste lid, in de plaats van de woorden "elke stemafdeling" worden gelezen : "Elk stembureau";
- 3° in artikel 33, vijfde lid, in de plaats van de woorden "de gemeente" worden gelezen : "de agglomeratie";

.../...

4° in artikel 34, eerste lid :

- a. in de plaats van de woorden "model I" worden gelezen :
"model IB";
- b. in plaats van de woorden "bij deze wet gevoegde" worden gelezen : "bij de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten gevoegde";

5° in artikel 34, tweede lid, na de woorden "van de gemeentekieswet" worden ingevoegd : "alook van de artikelen 30 tot ... en ... tot ... van de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten".

Artikel 40 (artikel 28 van het ontwerp).

De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen.

Kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem uit in het stembak bovenaan op die lijst.

Wil hij deze orde wijzigen, dan brengt hij een naamstem uit in het stembak naast de naam van de kandidaat van zijn keuze.

Is er niet meer dan één lid te verkiezen of wil de kiezer zijn stem geven aan een alleenstaande kandidaat, dan brengt hij zijn stem uit in het stembak boven de naam van de kandidaat van zijn keuze.

Artikel 41 (artikelen 29 tot 31 van het ontwerp).

Op de agglomeratieraadsverkiezingen zijn van toepassing:

.../...

- 1° de artikelen 41 en 42 van de gemeentekieswet;
- 2° artikel 42bis, §§ 2 en 3, van dezelfde wet, behoudens de nodige aanpassingen, daarin door de Koning aan te brengen;
- 3° de artikelen 43 tot 49 van dezelfde wet.

Artikel 42 (artikelen 32, 34 en 35 van het ontwerp).

De voorzitter en één van de leden mengen alle door het bureau op te nemen stembiljetten dooreen, vouwen ze open en ~~delen~~ ze in de volgende categorieën in :

- 1° stembiljetten met geldige stemmen hetzij voor een enkele lijst of voor een kandidaat daarvan, hetzij voor een alleenstaand kandidaat, en zonder andere stemmen;
- 2° twijfelachtige stembiljetten;
- 3° blanco stembiljetten en ongeldige stembiljetten.

Voor elk van de lijsten en van de alleenstaande kandidaten wordt een afzonderlijke categorie gemaakt in de volgorde van de nummers van deze lijsten en kandidaten.

De stembiljetten waarop bovenaan op een lijst en naast de naam van slechts één kandidaat van dezelfde lijst is gestemd, worden bij de stembiljetten met geldige stemmen ingedeeld. Op deze stembiljetten schrijft de voorzitter de vermelding "geldig" en stelt hij zijn paraaf.

De stembiljetten worden ingedeeld en onderzocht met inachtneming van artikel 43 van deze wet en van de artikelen 158 en 159, eerste, tweede en vijfde lid, van het Kieswetboek.

.../...

Alle stembiljetten, ingedeeld zoals hierboven is bepaald, worden in afzonderlijke omslagen gesloten.

Het bureau stelt vervolgens vast het gezamenlijk aantal geldige stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, en voor elke lijst het aantal bovenaan op de lijst ingevulde stembiljetten, het aantal stembiljetten waarop naast de naam van een kandidaat is gestemd en het aantal naamstemmen behaald door elke kandidaat.

Al die getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

Artikel 43 (artikel 33 van het ontwerp).

Ongeldig zijn :

- 1° alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;
- 2° de stembiljetten waarop meer dan één lijststem voorkomt of waarop meer dan één naamstem is uitgebracht;
- 3° de stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk een stem naast de naam van een kandidaat van een andere lijst;
- 4° de stembiljetten waarop geen stem tot uitdrukking is gebracht;
- 5° de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij de wet niet-geoorloofd merk.

.../...

Niet ongeldig zijn de stembiljetten waarop de kiezer tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een kandidaat van dezelfde lijst gestemd heeft. In dat geval wordt de stem bovenaan op de lijst als niet-bestaande beschouwd.

Artikel 44 (artikel 36 van het ontwerp).

De artikelen 52, 53, eerste lid, en 54 van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen. Voor die toepassing moet echter :

- 1° in artikel 52, tweede en vierde lid, en in artikel 53, in de plaats van het woord "hoofdstembureau" worden gelezen : "agglomeratiebureau";
- 2° in artikel 52, negende lid, worden gelezen :
 - a. in de plaats van de woorden "in de artikelen 42 en 50" de woorden : "in artikel 42 hiervoren en in artikel 42 van de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten";
 - b. in plaats van het woord "kiescollege" het woord : "agglomeratiebureau";
- 3° in artikel 54, tweede lid, in de plaats van het woord "gemeenteraadslid" worden gelezen : "agglomeratieraadslid".

Artikel 45 (artikel 37 van het ontwerp).

Het stemcijfer van iedere lijst wordt bepaald door de optelling van het getal der stembiljetten waarop bovenaan op die lijst of slechts op één kandidaat daarvan op geldige wijze is gestemd.

Alleenstaande kandidaten worden geacht ieder een afzonderlijke lijst te vormen.

.../...

Artikel 46 (artikel 38 van het ontwerp).

De verdeling van de zetels over de lijsten en de aanwijzing van de kandidaten die de door hun lijst behaalde zetels zullen verkrijgen, geschiedt door het agglomeratiebureau op de wijze als aangegeven in de artikelen 167 tot 169 en 170, eerste en tweede lid, van het Kieswetboek.

Artikel 47 (artikelen 39 tot 42 en 44 tot 47 van het ontwerp).

De artikelen 58 en 59, 62, eerste en tweede lid, 63 en 64, 74 tot 77 van de gemeentekieswet zijn van toepassing op de agglomeratieraadsverkiezingen. Voor die toepassing moet echter :

- 1° in de artikelen 59, 60, 62, 64, 75, 76 en 77, in de plaats van de woorden "gemeenteraadslid", "hoofdstembureau", "gemeentesecretarie", "gemeenteraadsverkiezingen", "gemeenteraad" onderscheidenlijk worden gelezen : "agglomeratieraadslid", "agglomeratiebureau", "agglomeratiesecretarie", "agglomeratieraadsverkiezingen" en "agglomeratieraad";
- 2° in artikel 60, tweede lid, in de plaats van de woorden "van de gemeente" worden gelezen : "van de agglomeratie";
- 3° in artikel 63, in de plaats van de woorden "kosteloos vervoer op de Staatsspoorwegen" worden gelezen : "kosteloos vervoer";
- 4° in artikel 74, in de plaats van de woorden "aan de burgemeester" worden gelezen : "aan de voorzitter van de agglomeratieraad".

.../...

Gelijktijdige verkiezingen voor de agglomeratieraad en voor
de gemeenteraden.

Artikel 48 (nieuw).

Wanneer de agglomeratieraadsverkiezingen en de gemeenteraadsverkiezingen op dezelfde dag moeten plaatshebben, gelden voor de kiesverrichtingen onderscheidenlijk de artikelen 30 tot 47 van deze wet en de gemeentekieswet onder voorbehoud van de hiernavolgende artikelen.

Artikel 49 (nieuw).

Alleen de voorzitter van de agglomeratie is gerechtigd:

- a. toezicht te houden op het geheel van de verrichtingen in de agglomeratie en desnoods zodanige speedmaatregelen voor te schrijven als door de omstandigheden vereist zijn;
- b. over te gaan tot de verrichtingen bepaald in artikel 53, zesde lid, van deze wet.

Artikel 50 (artikel 27, § 2, van het ontwerp).

De kandidaten voor de gemeenteraadsverkiezingen mogen in hun verklaring van bewilliging in hun kandidaatstelling vragen dat aan hun lijst hetzelfde volgnummer wordt toegekend als aan één van de lijsten die voorgedragen zijn voor de agglomeratieverkiezingen. Het verzoek kan eveneens gedaan of ingetrokken worden bij een door dezelfde kandidaten ondertekende verklaring die de zevenentwintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 16 uur, of de zesentwintigste dag, tussen 13 en 15 uur, aan de voorzitter van het hoofdbureau dient te worden overhandigd.

.../...

Deze voorzitter geeft uiterlijk de zesentwintigste dag vóór de stemming aan de voorzitter van het agglomeratiebureau kennis van de aldus gedane verzoeken.

Het verzoek kan alleen ingewilligd worden indien het de instemming heeft van de kandidaat-agglomeratieraadsleden of van twee der eerste drie kandidaten die voorkomen op de lijsten waarvan het nummer is gevraagd. Deze instemming wordt uitgedrukt in een door de bedoelde kandidaten ondertekende verklaring, die de zesentwintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 15 uur, of de vierentwintigste dag, tussen 14 en 16 uur, aan de voorzitter van het agglomeratiebureau wordt overhandigd. Wanneer het verzoek regelmatig verklaard is, moeten de lijsten het gevraagde nummer krijgen.

Zodra de lijsten voor de agglomeratieverkiezingen genummerd zijn, geeft de voorzitter van het agglomeratiebureau aan de betrokken voorzitters telegrafisch of per bode kennis van de regelmatig ingewilligde verzoeken, van de aan de bedoelde lijsten toe te kennen volgnummers en van het laatste nummer dat voor de agglomeratieverkiezingen is toegekend.

De nummering van de lijsten voor de gemeenteraadsverkiezingen geschiedt eerst na de ontvangst van die kennisgeving, en de loting voor de nog niet van een volgnummer voorziene lijsten heeft plaats over de nummers die onmiddellijk hoger zijn dan het laatste nummer dat voor de agglomeratieraadsverkiezingen is toegekend.

Artikel 51 (nieuw).

De opdracht van de voorzitter van het hoofdbureau geldt voor beide verkiezingen.

.../...

Artikel 52.-

§ 1. (artikel 28 van het ontwerp). De stemverrichtingen zijn gemeenschappelijk voor beide verkiezingen. Ieder stembureau beschikt over twee stembussen, onderscheidenlijk voor de stembiljetten voor de agglomeratieraad en voor de gemeenteraad.

Het stempapier voor de gemeenteraadsverkiezingen is van een andere kleur dan het stempapier voor de agglomeratieraadsverkiezingen.

De omslagen waarin stembiljetten of stukken voor de gemeenteraadsverkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde speciale kleur als die biljetten.

Wanneer de stemopneming niet in het stemlokaal, maar in een ander lokaal van dezelfde gemeente moet geschieden, mogen de stembiljetten in een harmonika-omslag gesloten of in de stembus gelaten worden. De omslagen of stembussen worden behoorlijk verzegeld alvorens naar het stemopnemingsbureau te worden vervoerd.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt in twee exemplaren, het ene bestemd voor het stemopnemingsbureau van de gemeenteraadsverkiezingen en het andere voor het bureau van de agglomeratieraadsverkiezingen. De bijlagen die beide verkiezingen betreffen, worden gevoegd bij het exemplaar bestemd voor het agglomeratiebureau.

§ 2 (artikel 30 van het ontwerp). Bij algehele vernieuwing van de gemeenteraden, zijn de bepalingen van het Kieswetboek betreffende de stemming bij het leger van toepassing zowel op de verkiezingen voor de agglomeratieraad als op de verkiezingen voor de gemeenteraden.

De Koning bepaalt de nodige aanpassingen.

.../...

Artikel 53 (artikelen 31 en 30 van het ontwerp).

De stemopneming geschiedt afzonderlijk voor de twee verkiezingen. Te dien einde worden alle stemopnemingsbureaus gesplitst in een bureau A en een bureau B.

Het bureau A, samengesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van de gemeentekieswet, neemt de stembiljetten voor de gemeenteraad op.

Het bureau B neemt de stembiljetten voor de agglomeratieraad op. Dit bureau bestaat uit een voorzitter en twee bijzitters, aangewezen overeenkomstig het bepaalde in artikel 10, tweede lid, van de gemeentekieswet.

De voorzitters en de bijzitters van de bureaus B worden onderscheidenlijk vóór en na de benoeming van de voorzitters van de stembureaus aangewezen.

De tabel van de voorzitters en bijzitters van de bureaus B wordt ten minste veertien dagen vóór de dag van de stemming toegezonden aan de voorzitter van het agglomeratiebureau.

De aanwijzing, bij loting, van de voorzitters en bijzitters van de bureaus B voor een bepaald stemopnemingsbureau en de kennisgeving van die aanwijzing geschieden tegelijk met de verrichtingen voorgeschreven bij artikel 44 van de gemeentekieswet.

De bureaus A en B houden zitting in verschillende lokalen van hetzelfde gebouw.

De leden van het bureau B moeten aanwezig zijn te 14.30 uur en dadelijk verklaart het bureau zich samengesteld. Is één van de leden op het ogenblik van de verrichtingen verhinderd of afwezig, dan zorgt het bureau voor de nodige aanvulling.

.../...

De voorzitter van het bureau B wijst een secretaris aan om het bureau bij te staan. De secretaris legt de eed af; hij ontvangt presentiegeld. Hij is niet stemgerechtigd, behalve indien hij, bij afwezigheid van een lid van het bureau, als bijzitter opgenomen wordt. In dat geval, evenals bij afwezigheid van de door de voorzitter aangewezen secretaris, wijst het bureau de bijzitter aan, die tevens de taak van secretaris zal vervullen.

De eed wordt vóór het begin van de verrichtingen door de bijzitters, de secretaris en de getuigen die 's voormiddags niet beëdigd zijn, afgelegd in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

Onmiddellijk na de eedaflegging telt het bureau, naarmate de omslagen en de stembussen binnenkomen, de daarin vervatte stembiljetten, zonder ze open te vouwen. Met de eigenlijke stemopneming wordt begonnen zodra het bureau in het bezit is van alle stembiljetten. Deze moeten uiterlijk te 16 uur het bureau bereiken.

Gedurende de verrichtingen wisselen de voorzitters van de bureaus A en B, in tegenwoordigheid van de getuigen, de biljetten uit die niet voor hen bestemd zijn en bij vergissing in hun stembussen gestoken zijn. Het getal van die biljetten wordt in de processen-verbaal vermeld.

Artikel 54 (nieuw).

Het presentiegeld voor de leden van de stembureaus wordt vastgesteld door de agglomeratieraad.

Het mag niet minder bedragen dan de helft van het cijfer vastgesteld krachtens artikel 101 van het Kieswetboek.

Het wordt voor de helft door de agglomeratie en door de onderscheiden gemeenten gedragen, met uitzondering van het presentiegeld voor de leden van het agglomeratiebureau, dat door de agglomeratie wordt gedragen.

.../...

Onderafdeling 3 - Bevoegdheden.

Artikel 55 (artikel 48 van het ontwerp).

Artikel 56 (artikel 49 van het ontwerp).

De Raad bepaalt de verordeningen van inwendig bestuur en van politie van de agglomeratie. Die verordeningen mogen niet strijdig zijn met de wetten, de decreten en de algemene of provinciale verordeningen.

De Raad kan politiestraffen stellen op overtreding van zijn verordeningen en besluiten. In dat geval wordt een uitgifte van de beslissing gezonden aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg en van de politierechtbanken die bevoegd zijn voor het grondgebied van de agglomeratie, binnen vijf dagen volgend op de kennisgeving van de goedkeuring van die beslissing door de toezichthoudende overheid.

Artikelen 57 en 58 (artikelen 50 en 51 van het ontwerp).

Onderafdeling 4 - Werkwijze.

Artikelen 59 en 60 (artikelen 52 en 53 van het ontwerp).

Artikel 61 (artikel 54, eerste lid, van het ontwerp).

De Raad stelt zijn reglement van orde vast.

Artikel 62 (artikel 54, tweede en derde lid, van het ontwerp).

Artikel 63 (artikel 55, eerste tot vierde lid, van het ontwerp).

.../...

Artikel 64 (artikel 55, vijfde lid, van het ontwerp).

Artikel 65 (artikel 55, zesde lid, van het ontwerp).

Artikel 66 (artikel 56 van het ontwerp).

De Raad kan niet beraadslagen indien niet de meerderheid van zijn zittinghebbende leden aanwezig is.

De Raad kan echter, ... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 67 (artikel 57 van het ontwerp).

De voorzitter leidt de werkzaamheden van de Raad.

Hij zorgt voor de orde in de vergadering. Hij kan ... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 68 (artikel 58 van het ontwerp).

Artikel 69 (artikel 59 van het ontwerp).

Artikel 70 (artikel 60, § 1, van het ontwerp).

De raadsleden stemmen mondeling, bij zitten en opstaan of elektrisch, behalve over voordrachten van kandidaten, benoemingen tot ambten, afzettingen of schorsingen, die bij geheime stemming geschieden.

De beslissingen worden bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen.

De voorzitter stemt het laatst.

Artikel 71 (artikel 60, § 2, van het ontwerp).

.../...

Artikel 72 (artikel 61, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 73 (artikel 62 van het ontwerp, met dien verstande dat het vierde lid, 3°, als volgt wordt gelezen : "Het oprichten van instellingen van agglomeratiebelang").

Artikel 74 (artikel 63, eerste en tweede lid, van het ontwerp - zie advies).

Artikel 75 (artikel 63, derde lid, van het ontwerp).

Artikel 76 (artikel 64 van het ontwerp).

Afdeling II. Het college.

Onderafdeling 1 - Samenstelling.

Artikel 77 (artikel 65, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 78 (artikel 65, derde lid, van het ontwerp).

Het lid van het college verliest de hoedanigheid wanneer hij geen deel meer uitmaakt van de Raad.

Onderafdeling 2 - Vorming van het college.

Artikel 79 (artikel 66 van het ontwerp).

§ 1. (§ 1 en § 2 van het ontwerp). Na de installatie van zijn leden verkiest de Raad, onder het voorzitterschap van de oudste in jaren, de voorzitter van het college bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid van stemmen.

.../...

§§ 2 tot 4 (§§ 3 tot 5 van het ontwerp, maar in § 3 leze men : "artikel 80" in plaats van "artikel 67").

Artikel 80 (artikel 67, § 1, tweede lid, en § 3, van het ontwerp).

Is bij het hervatten van de vergadering één enkele door de meerderheid van de raadsleden ondertekende lijst met evenveel kandidaten als er zetels te verlenen zijn, ingediend, of zijn er evenveel kandidaten als te verlenen zetels, dan worden die kandidaten zonder verdere formaliteit gekozen verklaard.

Een raadslid mag slechts één voordrachtlijst ondertekenen.

Artikel 81 (artikel 67, § 1, eerste lid, en § 2, van het ontwerp).

Is geen lijst ingediend of stemt het aantal kandidaten niet overeen met het aantal te verlenen zetels, dan verkiest de Raad de leden van het college bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid van stemmen, in zoveel afzonderlijke stemmingen als er leden moeten worden gekozen.

Heeft na twee stemmingen geen kandidaat de meerderheid behaald, dan wordt herstemd over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Bij staking van stemmen bij de herstemming, is de jongste in jaren gekozen.

Artikel 82 (artikel 67, § 4, van het ontwerp).

Wanneer de kandidaten van een enkele lijst gekozen worden verklaard op grond van artikel 80, wordt de rangorde van de leden van het college bepaald door de volgorde van inschrijving op de lijst.

.../...

Wanneer de kandidaten van verschillende lijsten gekozen worden verklaard op grond van artikel 80, wordt de rangorde van de kandidaten bepaald door ... (zie advies).

Bij toepassing van artikel 81, wordt de rangorde van de leden van het college bepaald door de volgorde van de stemmingen.

Artikel 83 (artikel 69 van het ontwerp).

Artikel 84 (artikel 70 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 85 (artikel 71 van het ontwerp).

Ingeval een gekozen lid afstand doet of in het college een plaats openkomt, voorziet de Raad in de vervanging tijdens de eerstvolgende vergadering en alleszins binnen zestig dagen.

Artikel 86 (nieuw - zie advies).

Het lid van het college dat afwezig of verhinderd is, wordt vervangen door het raadslid dat de eerste in rang is en zo voort, met inachtneming nochtans van de in artikel 83 vermelde onverenigbaarheden.

Artikel 87 (artikel 72 van het ontwerp - zie advies).

De artikelen 19 tot 21, 23, 24 en 29 zijn van toepassing op de leden van het college.

De uittredende voorzitter ... (zoals in het ontwerp)...

.../...

Onderafdeling 3 - Bevoegdheden.Artikel 88 (artikel 73 van het ontwerp).

Het college is belast met :

- 1° ... (zoals in het ontwerp)....;
- 2° de uitvoering van de wetten, decreten en algemene en provinciale besluiten;
- 3° tot 9° ... (zoals in het ontwerp)....;
- 10° ... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 89 (artikel 74 van het ontwerp).Onderafdeling 4 - Werkwijze.Artikel 90 (artikel 75 van het ontwerp).Artikel 91 (artikel 76 van het ontwerp - zie advies).

De beslissingen worden bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen.

Artikel 89, tweede en derde lid, van de gemeentewet en de artikelen 70, derde lid, 71 en 72 van deze wet zijn van toepassing op de vergaderingen van het college.

Artikel 92 (artikel 79partim van het ontwerp).

De voorzitter leidt de werkzaamheden van het college.

Artikel 93 (artikel 77 van het ontwerp).

.../...

Onderafdeling 5 - Tucht.

Artikel 94 (artikel 78 van het ontwerp).

Afdeling III. De voorzitter.

Artikel 95 (artikel 80, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 85 is van toepassing ingeval de gekozen voorzitter afstand doet of ingeval het ambt van voorzitter vacant is.

Artikel 96 (artikel 80, tweede tot vierde lid, van het ontwerp).

Is de voorzitter geschorst dan wordt zijn ambt uitgeoefend door het lid van het college dat het eerste in rang is.

In andere gevallen waarin de voorzitter tijdelijk in de onmogelijkheid is zijn ambt uit te oefenen, wordt die onmogelijkheid door het college vastgesteld. Het eerste lid is van toepassing tenzij de raad een tijdelijk voorzitter verkiest volgens de procedure bepaald in artikel 79.

De in het tweede lid bedoelde verkiezing wordt aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Artikel 97 (artikel 81 van het ontwerp).

Artikel 98 (artikel 82 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 99 (artikel 83, eerste lid, van het ontwerp).

.../...

Artikel 100 (artikel 83, tweede lid, van het ontwerp).

De voorzitter kan, onder zijn verantwoordelijkheid, zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk aan een lid van het college overdragen.

Afdeling IV. Bepalingen geldend voor alle agglomeratie-overheden.

Artikel 101 (artikel 84 van het ontwerp).

Artikel 102 (artikel 85 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 103 (artikel 86 van het ontwerp, maar "voorwaarden" vervangen door "gevallen").

HOOFDSTUK V. ADMINISTRATIE.

Afdeling I. Personeel.

Onderafdeling 1 - Algemene bepalingen.

Artikel 104 (artikel 88 van het ontwerp).

Artikel 105 (artikel 89, § 1, van het ontwerp, maar het 3° van het eerste lid schrappen).

Artikel 106 (artikel 89, § 1, eerste lid, 3°, van het ontwerp).

(eerste variant) De leden van het personeel van de agglomeratie die in vast verband benoemd of tot de stage toegelaten zijn, genieten eenzelfde regeling inzake rust- en overlevingspensioen als de ambtenaren van het algemeen bestuur van het Rijk.

De afhoudingen als bijdrage voor het overlevingspensioen worden in de Staatskas gestort.

De pensioenen worden door de Minister van Binnenlandse Zaken toegekend en door de Staat betaald.

Elk jaar wordt het bedrag van de in de loop van het vorig jaar gedane uitgaven voor rustpensioenen over de agglomeraties en de federaties van gemeenten omgeslagen naar rata van de wedden die in hetzelfde jaar aan hun personeel zijn betaald.

(tweede variant) De wet van 25 april 1933 is van toepassing op het personeel van de agglomeraties.

Artikel 107 (artikel 89, § 3, van het ontwerp - maar in de plaats van "een dienstcontract" en "het contract" leze men onderscheidenlijk "een arbeidsovereenkomst" en "de overeenkomst").

Artikel 108 (artikel 89, § 2, van het ontwerp - zie advies).

Inzake benoeming in betrekkingen van het kader, kunnen de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, niet ingeroepen worden tegen het personeel van gemeenten van de agglomeratie.

Artikel 109 (artikel 89, § 4, van het ontwerp).

Artikel 110 (artikel 89, § 5, van het ontwerp - zie advies, maar aan het slot leze men : "... van de wetten bedoeld in artikel 108).

Artikel 111 (artikel 91 van het ontwerp, maar men leze "artikel 19" in plaats van "artikel 16").

.../...

Artikel 112 (artikel 90, § 2, van het ontwerp).

Artikel 113 (artikel 90, § 1, van het ontwerp, met weglating van het derde lid (zie advies).

§ 1 (§ 1, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

§ 2 (§ 1, vierde en vijfde lid, van het ontwerp). De kinderen van een personeelslid mogen geen handel drijven te zijnen huize.

Het college kan afwijkingen van het vorig lid toestaan behalve wanneer het gaat om een drankslijterij.

Artikel 114 (artikel 90, § 3, van het ontwerp, met schrapping van het woord "eveneens").

Onderafdeling 2. De secretaris.

Artikel 115 (artikelen 87 en 92 van het ontwerp).

Er is in elke agglomeratie een secretaris die door de Raad wordt benoemd.

Artikel 116 (artikel 93 van het ontwerp).

Als de titularis verhinderd of het ambt vacant is ... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 117 (artikelen 107, 3°, en 108, eerste lid, eerste volzin, van het ontwerp).

Onderafdeling 5 is op de secretaris van toepassing onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

.../...

1° de Raad oefent de tuchtbevoegdheid uit;

2° de tuchtschorsing mag niet meer dan drie maanden duren.

Artikel 118 (artikelen 94, eerste lid, en 61, tweede lid, van het ontwerp). De secretaris woont de vergaderingen van de Raad en van het college bij.

Artikel 72 is op hem van toepassing.

Artikel 119 (artikel 94, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 120 (artikel 95 van het ontwerp).

Artikel 121 (artikel 96 van het ontwerp - in de Franse tekst leze men "n'impliquant" in plaats van "n'important").

Onderafdeling 3 - De ontvanger.

Artikel 122 (artikelen 87 en 97 van het ontwerp).

Er is in elke agglomeratie een ontvanger die door de Raad wordt benoemd.

Artikel 123 (artikel 102, eerste tot derde lid, van het ontwerp).

Artikel 124 (artikel 102, vierde en vijfde lid, van het ontwerp).

Ingeval de ontvanger geschorst, of op ongewettigde dan wel verdachte wijze afwezig is, of indien hij in de onmogelijkheid verkeert zijn wil uit te drukken, of ingeval de betrekking vacant is en daarin niet onmiddellijk in vast verband kan worden voorzien, wijst de Raad een waarnemende ontvanger aan.

.../...

De artikelen 111 en 116, tweede lid, zijn van toepassing op die aanwijzing.

Een afschrift van de beslissing van de Raad wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken gezonden.

Niemand kan als waarnemend ontvanger aangewezen worden tenzij hij voldoet aan de voorwaarden om tot ontvanger benoemd te worden.

Artikel 125 (artikel 103, eerste lid, van het ontwerp).

De plaatsvervangende of waarnemende ontvanger heeft dezelfde ambtsbevoegdheden als de titularis.

Hij zet diens boekhouding en de vervolgingen voort.

Artikel 126 (artikel 104, eerste lid, van het ontwerp).

De ontvanger heeft opdracht om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de agglomeratie te doen en tegen behoorlijke bevelschriften, de wettelijk betaalbaar gestelde uitgaven te vereffenen.

Artikel 127 (artikel 104, derde lid, van het ontwerp).

De ontvanger is niet verantwoordelijk voor de ontvangsten welke de Raad door bijzondere agenten doet invorderen.

Artikel 128 (artikelen 107, 3°, en 108, eerste lid, eerste volzin, van het ontwerp).

Onderafdeling 5 is op de ontvanger van toepassing onder voorbehoud van de volgende bepalingen :

.../...

1° de Raad oefent de tuchtbevoegdheid uit;

2° de tuchtschorsing mag niet meer dan drie maanden duren.

Onderafdeling 4. Zekerheid te stellen door de ontvanger,
de waarnemende ontvanger en de bijzondere
beambten voor de ontvangsten.

Artikel 129 (artikel 98, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

Bij de benoeming van de ontvanger, van de waarnemende ontvanger of van een bijzondere beambte voor de ontvangsten, bepaalt de Raad het bedrag en de aard van de zekerheid welke hij tot borg van zijn beheer moet stellen.

De Koning bepaalt het minimumbedrag van de zekerheid.

Artikel 130 (artikelen 99, tweede lid, en 98, derde lid, van het ontwerp).

Het college ziet toe dat de zekerheid werkelijk gesteld en, in voorkomend geval, te bekwamer tijd vernieuwd wordt.

De zekerheid die in geld wordt gesteld, wordt door de zorg van het college bij de Deposito- en Consignatiekas geplaatst.

Artikel 131 (artikel 99, eerste lid, van het ontwerp).

De kosten in verband met de zekerheid komen ten laste van degene die ze moeten stellen.

.../...

Artikel 132 (artikel 101 van het ontwerp).

Is de zekerheid niet meer toereikend, dan moet de betrokkene binnen de door het college bepaalde termijn, een aanvullende zekerheid stellen ten aanzien waarvan dezelfde regelen gelden als voor de oorspronkelijke zekerheid.

Artikel 133 (artikel 100 van het ontwerp).

De zekerheid mag worden vervangen door de hoofdelijke borgstelling van een door de Koning erkende vereniging.

Opdat de vereniging erkend wordt moet zij een burgerlijk karakter hebben, opgericht zijn in de vorm van een coöperatieve vennootschap en zich gedragen naar de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.

Het koninklijk besluit tot erkenning en de statuten van de vereniging worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De vereniging heeft recht van controle op de kas en de boekhouding van degene voor wie zij zich borg stelt.

Artikel 134 (tekst, door de Raad van State als voorbeeld voorgesteld - zie advies).

Artikel 120 van de gemeentewet is van toepassing op de ontvanger, op de waarnemende ontvanger en op de bijzondere beambten voor de ontvangsten.

.../...

Onderafdeling 5. Tucht.Artikel 135 (nieuw - zie advies).

De Raad kan een lid van het personeel, bij ordemaatregel, in zijn ambt schorsen voor niet langer dan voor het onderzoek nodig is.

In spoedgevallen kan dezelfde maatregel door het college worden genomen onder voorbehoud dat de Raad die maatregel in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigt.

Wanneer de ernst van de feiten het wettigt, kan de Raad beslissen dat de schorsing bij ordemaatregel voorlopig ook gehele of gedeeltelijke schorsing van wedde meebrengt.

Artikel 136 (artikel 107, § 1, van het ontwerp - zie advies).

De tuchtstraffen zijn :

- 1° waarschuwing;
- 2° berisping;
- 3° tuchtschorsing;
- 4° ontslag van ambtswege;
- 5° afzetting.

Artikel 137 (artikel 107, § 1, 3° partim, en § 2, van het ontwerp).

De tuchtschorsing mag niet meer dan zes maanden duren.

Zij heeft weddederving voor de duur van de schorsing tot gevolg, tenzij de overheid die ze uitspreekt anders beschikt.

Artikel 138 (artikel 108partim van het ontwerp).

De tuchtschorsing voor meer dan een maand, het ontslag van ambtswege en de afzetting worden door de Raad uitgesproken.

.../...

De overige straffen worden door het college uitgesproken.

Artikel 139 (artikel 109, § 1, tweede lid, 2°, en § 2, van het ontwerp).

Het personeelslid kan bij de Koning beroep instellen tegen de tuchtschorsing voor meer dan een maand, het ontslag van ambtswege of de afzetting.

De Koning kan, beschikkende op het beroep, de beslissing van de Raad te niet doen (ofwel (zie advies) : goedkeuren of goedkeuring eraan onthouden).

Artikel 140 (artikel 110 van het ontwerp - zie advies - behalve de woorden : "volgens de procedure die Hij bepaalt").

Artikel 141 (artikel 109, § 3, van het ontwerp).

Artikel 142 (artikel 109, § 1, eerste lid en tweede lid, 1°, van het ontwerp).

De Koning regelt de procedure aan de hand van artikel 130bis, derde lid, van de gemeentewet en de algemene beginselen van de tuchtprocedure.

Afdeling II. Financiën en goederen.

Onderafdeling 1. - De belastingheffing.

Artikel 143 (artikel 111 van het ontwerp - zie advies).

Binnen de door de wet bepaalde grenzen kan de agglomeratie heffen :

1° belastingen ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 144 (artikel 124 van het ontwerp).

Aan de goedkeuring van de Koning worden onderworpen de raadbeslissingen inzake invoering, wijziging of afschaffing van de belastingen of van de desbetreffende verordeningen.

Artikel 145 (artikelen 128 en 129 van het ontwerp).

De belastingkohieren van de agglomeratie bedoeld in artikel 143, 1° en 2°, mogen slechts invorderbaar worden verklaard nadat de bestendige deputatie van de provincieraad ze uitvoerbaar heeft gemaakt.

De Koning bepaalt de nadere regelen inzake invordering, beroep en vervolging met betrekking tot die belastingen.

Artikel 146 (artikel 126 van het ontwerp).

Ingeval de invoering van een omslagbelasting is goedgekeurd, wordt het door de Raad voorlopig vastgestelde ontwerp-omslagkohier gedurende ten minste vijftien dagen na het daaromtrent door het college bekendgemaakte bericht, ter inzage gelegd van de belastingplichtigen. Gedurende die termijn kunnen de belastingplichtigen bezwaar indienen bij de Raad.

.../...

Bij het kohier dat hij aan de bestendige deputatie van de provincieraad zendt, voegt de Raad alle aanvragen, rekwesten of bezwaarschriften die aan hem werden gericht.

Artikel 147 (artikel 127 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 148 (artikel 120 van het ontwerp maar met weglating van de woorden "en de federaties van gemeenten" en van het tweede lid).

Onderafdeling 2. Andere ontvangsten.

Artikel 149 (artikel 130, tweede lid, van het ontwerp).

De agglomeraties hebben deel in het Fonds van de agglomeraties en van de federaties van gemeenten onder de voorwaarden bepaald in titel IV.

Artikelen 150 en 151 (artikelen 136 en 137 van het ontwerp).

Artikel 152 (artikel 138 van het ontwerp).

De agglomeratie kan retributies heffen.

Artikel 153 (artikel 139 van het ontwerp).

De Raad kan aan de gemeenten van de agglomeratie een bijdrage opleggen in de uitgaven welke de agglomeratie op zich neemt.

.../...

De raadsbeslissing is aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

Artikel 154 (artikel 142 van het ontwerp).

Wanneer de Raad vaststelt dat een bijzondere uitgave de agglomeratie en tevens één of meer gemeenten betreft, stelt hij de onderscheiden bijdragen van de agglomeratie en van die gemeenten vast in verhouding tot hun onderscheiden belangen.

Tegen de beslissingen van de Raad op grond van het eerste lid kunnen de betrokken gemeenten beroep bij de Koning instellen. De Koning regelt de procedure.

Onderafdeling 3. - Begrotingen en rekeningen.

A. Bepalingen gemeen aan de begroting en aan de jaarrekening.

Artikel 155 (artikel 140, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 156 (artikel 144, eerste tot derde lid, van het ontwerp).

Artikel 157 (artikel 146 van het ontwerp; men vervange "belasting-schuldige" door "belanghebbende").

Artikel 158 (artikel 144, vierde lid, en artikel 153 van het ontwerp) .

Het algemeen reglement op de gemeentecomptabiliteit is van toepassing op de agglomeraties onder voorbehoud van de wijzigingen welke de Koning daarin mocht aanbrengen voor de uitvoering van deze wet.

De Koning stelt alle andere dienstige bepalingen betreffende het financieel beheer van de agglomeratie vast.

B. Begroting.

Artikel 159 (artikel 140, eerste lid, en artikel 145 van het ontwerp).

Ieder jaar vergadert de Raad op de eerste dinsdag van oktober om te beraadslagen en te beslissen over het ontwerp van begroting voor het volgend dienstjaar.

Artikel 160 (artikel 141 van het ontwerp).

Artikel 161 (artikel 147, § 1, van het ontwerp).

Artikel 162 (artikel 143 van het ontwerp).

Artikel 163 (artikel 148 van het ontwerp).

Artikel 164 (artikel 149, eerste lid, en tweede lid, eerste volzin, van het ontwerp).

Geen betaling mag geschieden dan krachtens een op de begroting voorkomend artikel of krachtens een door de Koning goedgekeurd bijzonder krediet.

Geen artikel van de uitgaven mag worden overschreden.

Artikel 165 (artikel 149, tweede lid, tweede volzin, en derde tot vijfde lid, van het ontwerp).

Geen overschrijving mag geschieden dan met goedkeuring van de Koning.

Wanneer echter ... (zoals het ontwerp) ...

.../...

Artikelen 166 en 167 (artikelen 150 en 151 van het ontwerp).

Artikel 168 (artikel 152 van het ontwerp, met weglating van de laatste volzin).

Artikel 169 (artikel 104, tweede lid, van het ontwerp).

C. Rekeningen.

Artikel 170 (artikel 140, eerste lid, en artikel 145 van het ontwerp).

Elk jaar vergadert de Raad op de eerste dinsdag van juni om de rekeningen van het vorig dienstjaar voorlopig vast te stellen.

Artikel 171 (artikel 147, § 2, van het ontwerp).

Artikel 172 (artikel 106, § 1, derde lid, van het ontwerp).

De verplichting een eindrekening af te leggen geldt voor de ontvanger, voor de waarnemende ontvanger of voor de bijzondere ontvangstenbeambte of, in voorkomend geval, voor de erfgenamen van de aftredende rekenplichtige, met uitsluiting van de bijzondere legatarissen en van de onregelmatige erfopvolgers.

Artikel 173 (artikel 106, § 1, eerste en vierde lid, van het ontwerp).

De eindrekening wordt aan het college voorgelegd binnen twee maanden na de ambtsneerlegging. Na die termijn kan de rekening ambtshalve door het college worden opgemaakt na ingebrekestelling die na verloop van twintig dagen zonder gevolg is gebleven.

Artikel 175 (artikel 106, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

Het college onderzoekt de eindrekening en brengt verslag uit aan de Raad.

Het kan zich doen bijstaan door een daartoe door de Koning erkend gespecialiseerd lichaam.

Artikel 176 (artikel 106, § 2, eerste volzin, van het ontwerp).

De eindrekening wordt voorlopig vastgesteld door de Raad.

Artikel 177 (artikel 106, § 2, eerste lid, tweede volzin, en tweede tot vijfde lid, van het ontwerp - zie in het advies de opmerkingen over de rekeningen sub onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk V van titel I).

De Minister van Binnenlandse Zaken doet in laatste aanleg uitspraak over alle geschillen met betrekking tot de eindrekening, sluit ze voorgoed af en verklaart de ontvanger vrij van schuld of stelt het debet vast.

De Koning regelt de voor de Minister van Binnenlandse Zaken te volgen procedure overeenkomstig de algemene beginselen die voor iedere rechtspleging gelden.

De Minister ... (derde, vierde en vijfde lid van het ontwerp).

.../...

Artikel 178 (artikel 106, § 2, zevende lid, van het ontwerp).

Artikel 179 (artikel 106, § 2, zesde lid, van het ontwerp).

Onderafdeling 4. Goederen.

Artikel 180 (artikel 154, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 181 (artikel 154, tweede lid, van het ontwerp) .

De overeenkomsten inzake afstand in der minne, de kwijtingen en andere handelingen in verband met het verkrijgen van onroerende goederen kunnen zonder kosten worden gesloten door toedoen van de voorzitter handelend in naam van de agglomeratie.

Artikel 182 (artikel 155 van het ontwerp - zie advies).

De agglomeratie oefent, in de plaats van de gemeenten, het openbaar domeinrecht uit over de roerende en onroerende goederen die onmisbaar zijn voor het uitoefenen van de haar opgedragen bevoegdheden. Behoren die goederen toe aan een gemeente, dan gaat de eigendom ervan ambtshalve over op de agglomeratie.

Komen de agglomeratie en de gemeente niet overeen wat betreft het onmisbare van de overdracht en de desbetreffende voorwaarden en nadere regelen, dan wordt het geschil door de Koning beslecht na advies van een commissie waarvan de samenstelling door hem wordt bepaald. De Koning bepaalt de procedure aan de hand van de algemene beginselen die voor iedere rechtsprocedure gelden.

.. ./...

Onderafdeling 5. Optreden van het Gemeentekrediet van België.

Artikel 183 (artikel 105, eerste lid, van het ontwerp).

In afwijking van artikel 126, mogen rechtstreeks
... (zoals het ontwerp).

Artikel 184 (artikel 105, tweede lid, van het ontwerp).

Afdeling 3.- Rechtsgedingen.

Artikel 185 (artikel 156 van het ontwerp).

HOOFDSTUK VI. - ADMINISTRATIEF TOEZICHT.

Artikel 186 (artikel 157, eerste tot derde lid, en artikel
162 van het ontwerp - zie advies).

Het administratief toezicht op de agglomeraties
wordt door de Koning alleen uitgeoefend.

Van iedere raadsbeslissing wordt een afschrift
aan de bevoegde Minister gezonden binnen tien werkdagen.

Artikel 187 (artikel 158 van het ontwerp - zie advies).

De beslissingen waarvoor goedkeuring vereist is
zijn van rechtswege uitvoerbaar indien de Koning daaraan
geen goedkeuring heeft onthouden binnen veertig dagen na
ontvangst ervan door de bevoegde Minister.

Die termijn kan worden verlengd bij een met
redenen omkleed koninklijk besluit dat de nieuwe termijn
bepaalt binnen welke de Koning uitspraak zal doen.

(Onthouding van goedkeuring moet met redenen
worden omkleed.)

.../...

Artikel 188 (artikelen 159 en 160, vierde lid, van het ontwerp).

De Minister kan bij met redenen omkleed besluit de uitvoering schorsen van de handeling waarbij een agglomeratie-overheid de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden vastgesteld binnen veertig dagen na de schorsing van de handeling ; het wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de agglomeratie-overheid, die de geschorste handeling kan rechtvaardigen.

De overheid wier handeling regelmatig geschorst is, kan ze intrekken.

Na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 189, tweede lid, is de schorsing opgeheven.

Artikel 189 (artikel 160, eerste tot derde lid, maar het derde lid leze men als volgt : "Het vernietigingsbesluit wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt").

Artikel 190 (artikel 161 van het ontwerp).

HOOFDSTUK VII. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 191 (artikel 164 van het ontwerp) .

Artikel 192 (artikel 165, § 1, van het ontwerp, maar "artikel 6" vervangen door "artikel 9, 5° tot 22°").

.../...

HOOFDSTUK VIII. - BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR DE BRUSSELSE
AGGLOMERATIE.

Afdeling 1. Taalgroepen in de Raad.

Artikel 193 (artikel 166 van het ontwerp).

Iedere kandidaat voor de Brusselse agglomeratie-raad moet, in de akte van aanvaarding van zijn kandidaatstelling bedoeld in artikel 116 van het Kieswetboek, de taalgroep vermelden waartoe hij wil behoren.

Op alle documenten die betrekking hebben op de verkiezing en waarop de naam van de kandidaat voorkomt, wordt hiervan melding gemaakt.

Artikel 194 (artikel 167 van het ontwerp).

De raadsleden behoren tot de Nederlandse taalgroep of tot de Franse taalgroep naar gelang van de keuze welke zij hebben gedaan in de akte van aanvaarding van hun kandidaatstelling.

Artikel 195 (artikel 168 van het ontwerp).

Als een zetel in de Raad vacant wordt, wordt een beroep gedaan op de opvolger van dezelfde lijst die in dezelfde taalgroep de eerste rang bekleedt.

Afdeling II. Het college.

Artikel 196 (artikel 169 van het ontwerp).

Het college bestaat uit een voorzitter, zes leden van de Nederlandse taalgroep en zes leden van de Franse taalgroep.

.../...

Artikel 197 (artikel 170 van het ontwerp).

Artikel 79 is van toepassing op de verkiezing van de voorzitter.

De kandidatenlijst bedoeld in artikel 79, § 2, moet echter mede ondertekend worden door de meerderheid van de raadsleden die deeluitmaken van elke taalgroep.

Artikel 198 (artikel 171 van het ontwerp).

Paragrafen 1 en 2 (zoals het ontwerp) .

§ 3. Is geen lijst voorgedragen of komt het aantal kandidaten niet overeen met het aantal te verlenen zetels, dan stelt de Raad de verkiezing vijftien dagen uit.

Wordt binnen die termijn een lijst overeenkomstig § 2 ingediend, dan komt de Raad bijeen binnen vijf dagen na de indiening van de lijst.

Zo niet, heeft de verkiezing plaats bij geheime stemming en met volstreekte meerderheid der stemmen, in zoveel afzonderlijke stembourten als er leden te verkiezen zijn.

Om de beurt wordt een lid van elke taalgroep verkozen door de raadsleden die deel uitmaken van die groep.

§ 4 (§ 5 van het ontwerp).

Artikel 199 (artikel 172 van het ontwerp).Artikel 200 (artikel 173 van het ontwerp).

Doet de gekozen voorzitter afstand of wordt het ambt van voorzitter vacant, dan verkiest de Raad de nieuwe voorzitter op zijn eerstvolgende vergadering en, hoe dan ook, binnen zestig dagen. Artikel 79, §§ 1 en 4, is op die verkiezing van toepassing.

.../...

De opvolger voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Behoort de nieuwe voorzitter niet tot dezelfde taalgroep als de voorzitter die hij vervangt, dan wordt de rangorde van de andere leden van het college herzien met inachtneming van artikel 199.

Artikel 201 (artikel 174, § 2, van het ontwerp).

Doet een gekozen lid afstand of valt een plaats open, dan voorziet de Raad in de vervanging door een raadslid van dezelfde taalgroep. Artikel 200, eerste lid, is op die verkiezing van toepassing.

Het aldus gekozen lid bekleedt de laatste plaats in de rangorde van de leden die deel uitmaken van zijn taalgroep ; de rangorde van de andere leden wordt eventueel gewijzigd met inachtneming van de beurtwisseling van de leden tussen de taalgroepen.

Artikel 202 (artikel 174, § 1, van het ontwerp).

Het lid van het college dat afwezig, verhinderd of geschorst is, wordt vervangen door het raadslid dat de eerste plaats bekleedt in dezelfde taalgroep, onder voorbehoud van de onverenigbaarheden bepaald in artikel 83.

Afdeling III. Bescherming van de minderheden (artikel 175 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 203.-

Het gemotiveerd advies van het college, bedoeld in artikel 108ter, § 3, tweede lid, van de Grondwet wordt aan de Raad gezonden.

De Raad stemt over de amendementen van het college en vervolgens over het geheel van het ontwerp of van het voorstel.

Artikel 204.-

De artikelen 188 en 189 zijn niet van toepassing op het advies bedoeld in artikel 108ter, § 3, tweede lid, van de Grondwet.

Artikel 205.-

De artikelen 187, 188 en 189 zijn van toepassing op het toezicht bedoeld in artikel 108ter, § 3, derde lid, van de Grondwet.

Afdeling IV. Commissies voor de cultuur en verenigde commissies.Onderafdeling I. Algemene bepalingen.Artikel 206 (artikel 176, tweede lid, van het ontwerp).

Elke commissie voor de cultuur enerzijds, de verenigde commissies anderzijds, hebben rechtspersoonlijkheid.

Onderafdeling II. Samenstelling van de commissies voor de cultuur.Artikel 207 (artikelen 177 en 178, tweede en derde lid, van het ontwerp).

Iedere commissie bestaat uit negen leden, voor zes jaar gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheid.

Artikel 16 is op hen van toepassing.

Artikel 208 (artikel 178, vierde lid, van het ontwerp).

In iedere commissie mogen niet meer dan drie agglomeratieraadsleden zijn.

.../...

Artikel 209 (artikel 182, § 1, van het ontwerp).

Artikel 210 (artikel 182, § 2, van het ontwerp).

Artikel 211 (artikel 183, eerste lid, van het ontwerp).

Alvorens hun ambt op te nemen, leggen de leden van een commissie de in artikel 19, eerste lid, voorgeschreven eed af in handen van de aftredende voorzitter of van degene die hem vervangt.

Artikel 20 is van toepassing op de leden van de commissies.

Artikel 212 (artikelen 184 en 185 van het ontwerp, aangevuld om alle gevallen van afstand of ambtsneerlegging te regelen).

De artikelen 21 tot 29 zijn van toepassing op de leden van de commissies, onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

De ingebrekestelling bedoeld in artikel 21, tweede lid, en de kennisgevingen bedoeld in de artikelen 22, derde lid, 23 en 24 worden gedaan door de commissie of door de Minister van Binnenlandse Zaken.

De bevoegdheden welke de artikelen 22, 24 en 26 aan de Raad opdragen, worden door de commissie uitgeoefend.

Onder afdeling III. Verkiezing (zie advies).

Artikel 213 (artikel 181 van het ontwerp - zie advies).

De verkiezing heeft plaats op de tweede maandag van april die volgt op het verstrijken van de mandaten.

.../...

Kon de Raad niet vóór 15 maart worden geïnstalleerd, dan heeft de verkiezing plaats op de vierde maandag na de installatie.

Artikel 214 (artikel 179, § 1, van het ontwerp behalve het derde lid - zie advies).

Artikel 215 (artikel 179, § 2, van het ontwerp).

Artikel 216 (artikel 180 van het ontwerp).

Artikel 217.-

Van de beslissingen houdende verkiezing van de leden van de commissies voor de cultuur en van hun plaatsvervangers wordt een uitgifte gezonden aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Daarbij worden alle dienstige stukken gevoegd, inzonderheid de stembiljetten en de documenten waaruit de nationaliteit, de leeftijd en het beroep van de gekozenen blijken.

Artikel 218.-

Bezwaar tegen de verkiezing wordt door ieder belanghebbende ingediend in de vormen en binnen de termijnen bepaald in artikel 47.

Artikel 219.-

Zelfs indien geen bezwaar is ingediend, doet de Koning uitspraak over de geldigheid van de verkiezing en over de geloofsbrieven van de gekozen raadsleden en opvolgers.

.../...

Artikel 220.-

De Koning moet uitspraak doen binnen veertig dagen na ontvangst van het verkiezingsdossier.

Heeft de Koning binnen die termijn geen uitspraak gedaan, dan stelt de Minister van Binnenlandse Zaken een proces-verbaal op tot vaststelling van de geldigverklaring van de verkiezing en van de geloofsbrieven van de gekozenen, behoudens beroep bij de Raad van State.

Artikel 221.-

Het koninklijk besluit of het in het vorig artikel bedoelde proces-verbaal wordt ter kennis gebracht van de agglomeratieraad en van de bezwaarindieners, alsook van de gekozen raadsleden en opvolgers wier geloofsbrieven ongeldig verklaard zijn, en van de opvolgers voor wie de volgorde van uitroeping gewijzigd is.

Artikel 222.-

Beroep bij de Raad van State kan binnen acht dagen na de kennisgeving worden ingesteld :

- 1° door degenen die een bezwaarschrift aan de Koning hebben gericht ingeval de in artikel 220 bepaalde termijn verstreken is of wanneer de Koning de beslissing van de taalgroep bekrachtigt zonder daarin wijzigingen aan te brengen ;
- 2° door de Raad, alsook door degenen aan wie kennis moet worden gegeven van het koninklijk besluit in de overige gevallen.

Het beroep heeft schorsende kracht.

.../...

Onderafdeling IV. Voorzitters.

Artikel 223 (artikel 187 van het ontwerp).

Tijdens de installatievergadering kiest iedere commissie uit haar leden een voorzitter.

Artikel 79, §§ 1 en 4, is van toepassing op die verkiezing.

Artikel 224 (artikel 188 van het ontwerp).

Onderafdeling V. Werkwijze van de commissies voor de
cultuur.

Artikel 225 (artikel 189 van het ontwerp, maar in het eerste lid schrappen men de woorden "en de verenigde commissies").

Artikel 226 (artikel 190, eerste lid, van het ontwerp, met dezelfde opmerking).

Artikel 227 (artikel 190, tweede en derde lid, van het ontwerp).

Artikel 228 (artikel 191, eerste lid, eerste volzin, en tweede lid, van het ontwerp).

De commissie kan slechts vergaderen als de meerderheid van haar leden aanwezig is.

.../...

De commissie kan, indien zij tweemaal werd bijeengeroepen zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, op geldige wijze beraadslagen en beslissen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda staan. In dit geval zijn artikel 63, eerste, tweede en derde lid, en artikel 66, derde lid, van toepassing.

Artikel 229 (artikel 192, eerste lid, van het ontwerp).

De artikelen 70 en 71 zijn van toepassing op de stemmingen en de beslissingen van de commissies.

Artikel 230 (artikelen 193 en 194 van het ontwerp, behalve de verwijzing naar artikel 59).

De artikelen 60, 68, 72, 74 en 75 zijn van toepassing op de commissies.

Artikel 231 (artikel 194partim van het ontwerp).

Behalve in spoedeisende gevallen, zendt de voorzitter de ontwerp-beslissingen vooraf en schriftelijk aan de leden van de commissies.

Artikel 232 (artikel 195 van het ontwerp, maar aan het slot leze men : "... in artikel 102, vierde lid...").

Artikel 233 (artikel 196 van het ontwerp).

De verordeningen en besluiten van de commissies worden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 101.

Iedere commissie kan bovendien een bijzondere wijze van bekendmaking voorschrijven.

Artikel 234 (artikel 202 van het ontwerp).

Onderafdeling VI. Werkwijze van de verenigde commissies.Artikel 235.-

De artikelen 225, eerste en derde lid, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, derde en vierde lid, en 234 zijn van toepassing op de verenigde commissies.

De verenigde commissies kunnen slechts vergaderen als de meerderheid van de leden van elke commissie aanwezig is.

Hun beraadslagingen en beslissingen zijn slechts aangenomen als zij de meerderheid behalen van de stemmen uitgebracht in elk van de commissies.

Onderafdeling VII. Bevoegdheden.Artikel 236 (artikel 197 van het ontwerp).

Met uitsluiting van de organen van de agglomeratie, oefenen de commissies, elk wat haar betreft, de bevoegdheden uit vermeld in artikel 108ter, §§ 4 en 5, van de Grondwet en in artikel 10, 4°, van deze wet.

Zij hebben speciaal tot taak :

1° ... (zoals het ontwerp)...

Artikel 237 (artikel 198 van het ontwerp).

De verenigde commissies oefenen de bevoegdheden van de commissies uit wanneer het gaat om zaken van gemeenschappelijk belang.

Zij hebben ook tot taak de nationale en internationale roeping van de agglomeratie te bevorderen.

Zij vervullen iedere andere opdracht waarmee zij door de Staat, de provincie of de agglomeratie worden belast.

Artikel 238 (artikel 199 van het ontwerp, maar in het derde lid vervange men de woorden "van de arrondissementsrechtbank" door "van de rechtbank van eerste aanleg").

Onderafdeling VIII. Personeel (zie advies).

Artikel 239 (artikelen 200 en 201, § 1, van het ontwerp).

De Nederlandse commissie, de Franse commissie en de verenigde commissies beschikken elk over eigen personeel, en inzonderheid over een secretaris en een ontvanger.

Afdeling I van hoofdstuk V is op dat personeel van toepassing. Elke commissie oefent echter de bevoegdheid uit welke die afdeling aan de Raad of aan het college opdraagt.

Onderafdeling IX. Financiën en goederen.

Artikel 240 (artikel 203 van het ontwerp).

Artikel 241 (artikel 204 van het ontwerp, maar in § 1 vervange men het woord "gelijkwaardige" door "gelijke", en in de §§ 2 en 3 vervange men de verwijzing naar artikel 203 door een verwijzing naar artikel 240).

Artikel 242 (artikel 209 van het ontwerp).

Artikel 243 (artikel 210, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 180 is van toepassing op de commissies.

Artikel 244 (artikel 210, tweede lid, van het ontwerp).

De overeenkomsten inzake afstand in der minne, de kwijtingen en andere handelingen met betrekking tot het verkrijgen van onroerende goederen, kunnen zonder kosten worden gesloten door toedoen van de voorzitter handelend in naam van de commissie of van de verenigde commissies.

Onderafdeling X. Begrotingen en rekeningen.

Artikel 245 (artikel 205 van het ontwerp).

Artikel 246 (artikel 176, derde lid, van het ontwerp).

De begroting van de Nederlandse commissie voor de cultuur wordt door de Koning goedgekeurd op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de Nationale Opvoeding en de Nederlandse cultuur behoren, en van de Minister van Financiën.

De begroting van de Franse commissie voor de cultuur wordt door de Koning goedgekeurd op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de Nationale Opvoeding en de Franse Cultuur behoren, en van de Minister van Financiën.

De begroting van de verenigde commissies wordt door de Koning goedgekeurd op de gezamenlijke voordracht van de Ministers van Nationale Opvoeding en van de Ministers van de Cultuur, en van de Minister van Financiën.

{De begrotingen van de commissies worden aan de Kamers voorgelegd als bijlage bij de ontwerp-begrotingen van de Ministeries van Nationale Opvoeding en Cultuur}.

.../...

Artikel 247 (artikel 206 van het ontwerp, maar onder 3° vervange men de verwijzing naar artikel 141 door een verwijzing naar artikel 160).

Artikel 248 (artikel 207, eerste en tweede lid, van het ontwerp; het derde lid wordt overgebracht naar artikel 131, 20°, nieuw, van de gemeentewet).

Artikel 249 (artikel 208 van het ontwerp - zie advies).
De artikelen 156 tot 159 en 162 tot 170 (171) zijn van toepassing op de commissies.

TITEL II. FEDERATIES VAN GEMEENTEN.

=====

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 250 (artikel 211, § 1, van het ontwerp).

Artikel 251 (artikel 211, § 3, van het ontwerp).

Titel I is, mutatis mutandis, op de federaties van toepassing in de mate waarin deze titel daarvan niet afwijkt.

Artikel 252 (artikelen 212 tot 215 van het ontwerp).

De Koning richt de federaties op, bepaalt hun grondgebied, hun naam en hun hoofdplaats.

Hij wijzigt de grenzen van de federaties niet dan op eensluidend advies van de federaties, en, in voorkomend geval, van de betrokken agglomeratie.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde koninklijke besluiten worden in Ministerraad overlegd.

Zij hebben slechts uitwerking nadat zij bij de wet zijn bekrachtigd.

HOOFDSTUK II. ORGANEN.Afdeling I. De Raad.Onderafdeling I. Samenstelling van de Raad.

Artikel 253 (artikel 217 van het ontwerp, maar in § 2 vervange men de verwijzing naar artikel 11, § 2, door een verwijzing naar artikel 14, § 2).

Artikel 254 (artikel 218 van het ontwerp, maar in het eerste lid vervange men de verwijzing naar artikel 15 door een verwijzing naar artikel 18 ; voor het lid, zie het advies).

Onderafdeling II. Verkiezing (zie advies).Artikel 255.-

Voor de verkiezingen voor de Federatieraad wordt het federatiebureau voorgezeten :

- door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg indien de hoofdplaats van de federatie een hoofdplaats van een gerechtelijk arrondissement is ;
- door de vrederechter, indien de hoofdplaats van de federatie een hoofdplaats van een gerechtelijk kanton is ;
- door de vrederechter van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van de federatie gelegen is, in de overige gevallen.

.../....

Afdeling II. Het college.

Artikel 256 (artikel 219 van het ontwerp).

Artikel 257 (artikel 225 van het ontwerp - zie advies).

De provinciegouverneur kan, op eensluidend en gemotiveerd advies van de bestendige deputatie, de leden van het college schorsen en afzetten (wegens kennelijk wangedrag of grote nalatigheid). De betrokkene wordt vooraf door de bestendige deputatie gehoord.

(Artikel 94, tweede en derde lid, is van toepassing op de leden van het college).

HOOFDSTUK IV. DE ADMINISTRATIE.

Artikel 258 (artikel 220, § 1, van het ontwerp).

In afwachting dat de Koning de in artikel 105 bedoelde algemene bepalingen heeft vastgesteld, worden de beslissingen met betrekking tot de in dat artikel genoemde onderwerpen aan de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad onderworpen.

Artikel 259 (artikel 220, § 2, van het ontwerp).

Artikel 260 (artikel 221 van het ontwerp).

De afschriften van de beslissingen van de Raad, bedoeld in de artikelen 123, tweede lid, en 124, derde lid, worden, ter inlichting, aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden.

.../...

Artikel 261 (artikel 222 van het ontwerp).

Artikel 262 (artikel 223 van het ontwerp).

De eindrekening van de ontvanger, van de waarnemende ontvanger of van de bijzondere ontvangstenbeambte wordt, na voorlopig door de Raad te zijn vastgesteld, aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden. Deze oefent de bevoegdheden uit welke door artikel 177 aan de Minister van Binnenlandse Zaken zijn opgedragen.

Artikel 263 (artikel 224 van het ontwerp - zie advies).

De bestendige deputatie van de provincieraad oefent de bevoegdheden uit die door de artikelen 139 en 140 aan de Koning zijn toegekend.

Artikel 264 (artikel 226 van het ontwerp).

De federaties hebben deel in het Fonds ingesteld door titel IV.

Artikel 265 (artikel 227 van het ontwerp).

HOOFDSTUK V. ADMINISTRATIEF TOEZICHT.

Artikelen 226 en 227 (artikelen 228 en 229 van het ontwerp).

.../...

TITEL III. OVERLEG.
=====

Artikelen 268 tot 272 (artikelen 230 tot 234 van het ontwerp).

Artikel 273 (artikel 235, eerste lid, van het ontwerp).

Het overlegcomité kan slechts op geldige wijze beraadslagen en beslissen indien meer dan de helft van de afgevaardigden aanwezig zijn.

Artikel 274 (artikel 235, tweede lid, van het ontwerp).

De voorzitter roept de afgevaardigden schriftelijk en aan huis op voor de buitengewone vergaderingen ten minste drie vrije dagen vóór de vergadering.

Wanneer ten minste een derde van de afgevaardigden erom verzoekt moet de voorzitter het comité binnen acht dagen oproepen.

Artikel 275 (artikel 236, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 276 (artikel 236, tweede lid, van het ontwerp, maar de tweede volzin schrappen als overbodig).

Iedere afgevaardigde kan de voorzitter verzoeken elke aangelegenheid met betrekking tot één van de onderwerpen vermeld in artikel 275 op de agenda van het comité te plaatsen.

TITEL IV. FONDS VAN AGGLOMERATIES EN VAN FEDERATIES VAN GEMEENTEN.
=====

(Titel I, hoofdstuk V, afdeling II, onderafdeling II, van het ontwerp).

Artikel 277 (artikel 130, eerste lid, van het ontwerp).

.../...

Artikel 278 (artikel 131, § 1, van het ontwerp).

Artikel 279 (artikel 131, § 2, van het ontwerp - zie advies).

De jaarlijkse dotatie van het Fonds kan worden aangevuld door Staatstoelagen naar door de Koning te bepalen maatstaven.

Artikel 280 (artikel 132 van het ontwerp).

Het aan het Fonds van agglomeraties en van federaties van gemeenten toegekend krediet wordt uitgetrokken op de titel gewone uitgaven van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Voor het Fonds wordt krediet uitgetrokken op de bijzondere afdeling van dezelfde begroting.

Artikel 281 (artikel 133 van het ontwerp).

Artikel 282 (artikel 134 van het ontwerp).

Artikel 283 (artikel 135, § 1, van het ontwerp).

Artikel 284 (artikel 135, § 2, van het ontwerp).

TITEL V. WIJZIGINGSBEPALINGEN.

=====

(zie advies)

HOOFDSTUK I. WIJZIGINGEN IN DE GEMEENTEWET.

Artikel 285.-

Artikel 75 van de gemeentewet wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

.../...

"De toezichthoudende bevoegdheid welke de wet aan de gouverneur of aan de bestendige deputatie toekent, wordt voor gemeenten die deel uitmaken van een agglomeratie uitgeoefend door de Koning".

Artikel 286.-

Artikel 78, tweede lid, van de gemeentewet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Die reglementen en verordeningen mogen niet in strijd zijn met de wetten, met de decreten of met de verordeningen van algemeen of provinciaal bestuur of met de beslissingen, reglementen en verordeningen van de agglomeraties, van de commissies voor de cultuur en van de federaties van gemeenten".

Artikel 287.-

In de gemeentewet wordt een artikel 90bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 90bis. Artikel 78, tweede lid, is van toepassing op de handelingen van de burgemeester en van het college van burgemeester en schepenen".

Artikel 288 (artikelen 139, derde lid, en 207, derde lid, van het ontwerp).

Artikel 131 van de gemeentewet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"20° de bijdragen ten laste van de gemeente gelegd door de agglomeratie, door de federatie of door de verenigde commissies voor de cultuur".

.../...

Artikel 289.-

In de gemeentewet wordt een artikel 142bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 142bis. In afwijking van de artikelen 77, 9°, 141 en 142, vinden de artikelen ... van de wet van ... op de agglomeraties en de federaties van gemeenten toepassing op de rekeningen van de gemeenten waaruit de agglomeraties bestaan".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTEN-
BELASTINGEN.

Artikel 290 (nieuw - zie advies onder artikel 114).

In artikel 188, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden de woorden "verhoogd met de provincie- en gemeenteopcentiemen" vervangen door de woorden "verhoogd met de opcentiemen opgelegd door de provincie, de agglomeratie, de federatie van gemeenten en de gemeente".

Artikel 291 (artikel 112 van het ontwerp).

Het opschrift van titel VIII van hetzelfde Wetboek en de opschriften van de hoofdstukken II en IV van die titel VIII worden onderscheidenlijk door de volgende opschriften vervangen : ... (zoals het ontwerp) ...

Artikel 292 (artikel 113 van het ontwerp).

Artikel 293 (artikel 114 van het ontwerp ; het laatste lid van het nieuwe artikel 352 van het Wetboek als volgt lezen - zie advies).

.../...

"De gemeenten (eventueel, "de agglomeraties en de federaties van gemeenten") mogen geen aanvullende belasting op de personenbelasting heffen tenzij zij ("onderscheidenlijk"), voor hetzelfde aanslagjaar, ten minste opcentiemen op de onroerende voorheffing heffen".

Artikel 294 (artikel 115 van het ontwerp).

In artikel 353 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "De aanvullende gemeente-belasting wordt berekend" vervangen door de woorden "De aanvullende belastingen bedoeld in artikel 352 worden berekend";
- 2° in het tweede lid worden de woorden "de grondslag van die belasting" vervangen door de woorden "de grondslag van die belastingen".

Artikel 295 (artikel 116 van het ontwerp).

Artikel 296 (artikel 117 van het ontwerp).

Artikel 355 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 april 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 355. § 1. De aanvullende belasting wordt voor alle belastingplichtigen van eenzelfde agglomeratie, federatie van gemeenten of gemeente vastgesteld op een eenvormig percentage van het gedeelte van de personenbelasting, bepaald overeenkomstig de artikelen 353 en 359.

Agglomeraties, federaties van gemeenten en gemeenten zijn niet gemachtigd enigerlei vermindering, vrijstelling of uitzondering toe te staan.

.../...

§ 2. Wanneer het gedeelte van de personenbelasting, berekend overeenkomstig de artikelen 353 en 359, niet meer dan 3.000 frank bedraagt, is geen aanvullende belasting verschuldigd; wanneer dat gedeelte meer dan 3.000 frank maar minder dan 10.000 frank bedraagt, wordt het, voor de berekening van de aanvullende belastingen, met 2.000 frank verminderd.

§ 3. Het percentage van de aanvullende belastingen mag niet meer bedragen dan :

voor de gemeente : ... t.h. ;

voor de agglomeratie : ... t.h. ;

voor de federatie van gemeenten : ... t.h.

§ 4. Aanslagen in ieder van de aanvullende belastingen beneden 20 frank worden niet ten kohiere gebracht".

Artikel 297 (artikel 118 van het ontwerp).

Artikel 298 (nieuw - zie advies).

Artikel 359 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 359. Het gedeelte van de personenbelasting of van de vennootschapsbelasting, of de belasting der niet-verblijfhouders die, naar gelang van het geval, tot grondslag dienen voor de berekening van de aanvullende belastingen of van de opcentiemen bepaald in de artikelen 352 tot 357, worden overeenkomstig de regels betreffende die belastingen vastgesteld na aanrekening van de onroerende en aanvullende onroerende voorheffingen bedoeld in de artikelen 188 tot 190, maar vóór aanrekening van de andere voorheffingen bedoeld in de artikelen 191 tot 204 en vóór toepassing van de vermeerderingen, ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen gedaan zijn, bedoeld in de artikelen 89 tot 91 en van de belastingverhogingen bedoeld in artikel 334".

Artikel 299 (artikel 119 van het ontwerp).

HOOFDSTUK III. WIJZIGINGEN IN HET WETBOEK VAN DE MET DE
INKOMSTENBELASTINGEN GELIJKGESTELDE BELASTINGEN.

Artikel 300 (artikel 121 van het ontwerp - zie advies).

Artikel 301 (artikel 122 van het ontwerp).

Hoofdstuk X van titel III van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd :

- 1° het opschrift van het hoofdstuk wordt vervangen door het volgende opschrift : "Bevoegdheid van provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten en gemeenten";
- 2° de artikelen 74 en 75 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 74.- Provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten en gemeenten mogen geen opcentiemen heffen op de belasting op spelen en weddenschappen. Zij mogen echter soortgelijke belastingen als van Staatswege worden geheven, invoeren, behalve op weddenschappen in verband met paardenwedrennen en op kasinospelen, en behoudens de andere, in bijzondere wetten bepaalde uitzonderingen.

Artikel 75.- Provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten en gemeenten mogen generlei ... (zoals in het tweede lid van het thans geldende artikel 75)".

Artikel 302 (artikel 123 van het ontwerp).

.../...

HOOFDSTUK IV. BEPALINGEN INZAKE PENSIOENEN.

(zie advies)

Artikel 303.-

Artikel 7, 1°, b, van de wet van 20 maart 1958 betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden, en de regeling inzake rustpensioenen voor verschillende ambten, wordt aangevuld met de woorden "een agglomeratie, een federatie van gemeenten of een commissie voor de cultuur".

Artikel 304.-

In artikel 113 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, worden de woorden "de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de commissies voor de cultuur" ingevoegd tussen de woorden "de gemeenten" en de woorden "de commissiën van openbare onderstand".

Artikel 305.-

In artikel 12, § 1, 1°, a, van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964, worden de woorden "van een agglomeratie, van een federatie van gemeenten, van een commissie voor de cultuur" ingevoegd tussen de woorden "van een gemeente" en de woorden "of van een vereniging van gemeenten".

Artikel 306.-

In artikel 1, b, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, worden de woorden "de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de commissies voor de cultuur" ingevoegd tussen de woorden "de gemeenten" en de woorden "de verenigingen van gemeenten".

HOOFDSTUK V. - WIJZIGINGEN IN HET GERECHTELIJK WETBOEK.

(zie advies)

Artikel 307.-

Artikel 42, eerste lid, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

- "3° a. aan de agglomeratie, op de hoofdzetel van haar diensten ;
b. aan de commissie voor de cultuur, op ... (aanvullen) ;
c. aan de verenigde commissies voor de cultuur, op...
(aanvullen) ;
d. aan de federatie van gemeenten, op de hoofdzetel van haar diensten ;
e. aan de gemeente, op het gemeentehuis".

HOOFDSTUK VI. - BEPALINGEN BETREFFENDE DE RAAD VAN STATE.Artikel 308.-

Artikel 8, eerste lid, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De afdeling administratie beslecht bij arrest de moeilijkheden betreffende de respectieve bevoegdheid van de overheden van de provincies, van de agglomeraties, van de commissies voor de cultuur, van de federaties van gemeenten, van de gemeenten en van de openbare instellingen".

.../...

Artikel 309.-

Artikel 10 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"5° de beroepen in laatste aanleg, bedoeld in de artikelen 29, 47, 87 en 220 van de wet van ... op de agglomeraties en de federaties van gemeenten".

HOOFDSTUK VII. BEPALINGEN BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE TALEN.

Artikelen 310 en 311 (artikelen 237 en 238 van het ontwerp - zie advies).

TITEL VI. - OVERGANGSBEPALINGEN.
=====

Artikel 312 (nieuw - zie advies).

Voor de eerste agglomeratieraads- of federatieraads-verkiezingen :

1° wordt het presentiegeld door de Koning bepaald ; het komt ten laste van ...;

2° wordt het bezwaarschrift tegen de verkiezing aan de provinciegouverneur ter hand gesteld of bij een ter post aangetekende brief toegezonden.

Artikel 313 (artikel 241 van het ontwerp).

Artikel 314 (artikel 239 van het ontwerp, maar de verwijzing naar artikel 20 vervange men door een verwijzing naar artikel 22).

.... /

Artikel 315 (artikel 240 van het ontwerp, met invoeging van een derde lid betreffende de samenstelling van de eerste commissies voor de cultuur).

Artikel 316 (artikel 242 van het ontwerp, maar de verwijzing naar artikel 134 vervange men door een verwijzing naar artikel 282).

Artikel 317 (nieuw).

De Koning stelt alle andere overgangsbepalingen vast die nodig zijn voor het tot stand brengen van de in deze wet bedoelde instellingen.

TITEL VII. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 318 (artikel 243 van het ontwerp, maar de verwijzing naar artikel 6 vervange men door een verwijzing naar artikel 9).

Artikel 319 (artikel 125 van het ontwerp).

De belastingverordeningen van de gemeenten van de agglomeratie, die rechtstreeks verband houden met de bevoegdheden welke aan de agglomeratie zijn overgedragen bij artikel 9, 5° tot 12°, worden door de Koning opgeheven vanaf het tijdstip waarop die bevoegdheden werkelijk door de agglomeratie uitgeoefend worden.

Artikel 320 (artikel 245 van het ontwerp).

Artikel 321 (artikel 246 van het ontwerp).

Artikel 322 (artikel 247 van het ontwerp, behalve het 3° dat overbodig is).

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegde besluiten :

- 1° de tekst van de wetten die door deze wet stilzwijgend gewijzigd worden in overeenstemming brengen met deze wet;
- 2° de tekst ... (zoals in het ontwerp)...

De koninklijke besluiten bedoeld in het eerste lid zullen bij de wet bekrachtigd worden. Het ontwerp van de bekrachtigingswet zal ingediend worden binnen twee maanden na de bekendmaking van het koninklijk besluit.

Artikel 323 (nieuw).

De Koning kan de codificatie vaststellen :

- a) van de bepalingen van deze wet, van de bepalingen van de gemeentewet van 30 maart 1836 en van de wetgevende bepalingen betreffende de bevoegdheden, de organisatie, de aansprakelijkheid van de gemeenteoverheden en alle andere aangelegenheden met betrekking tot de gemeenten. Die codificatie zal als opschrift hebben : "Gemeentewetboek";
- b) van de bepalingen van deze wet en de bepalingen betreffende de parlamentsverkiezingen, de provincieraads- en de gemeenteraadsverkiezingen. Die codificatie zal als opschrift hebben : "Kieswetboek".

De Koning houdt rekening met de bepalingen die de onder a en b bedoelde teksten uitdrukkelijk of stilzwijgend gewijzigd mochten hebben op het tijdstip dat de codificaties worden opgemaakt.

.../...

De Koning kan :

- 1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de inkleding van de te codificeren bepalingen wijzigen;
- 2° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen mochten voorkomen wijzigen, ten einde ze, onder meer, in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;
- 3° de redactie van de te codificeren bepalingen wijzigen met het oog op de overeenstemming; die bepalingen vereenvoudigen en eenmaken en eenheid in de terminologie ervan brengen;
- 4° de Nederlandse tekst vaststellen van de bepalingen die dagtekenen van vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen.

Deze codificaties worden vastgesteld in ontwerpen van bekrachtigingswetten die aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd, onmiddellijk indien deze zitting hebben, zo niet in hun eerst volgende zitting.

De wetboeken hebben slechts uitwerking op de dag waarop de wetten die ze bekrachtigen, in werking treden.

Artikel 324 (artikel 248 van het ontwerp, naar men vervange de verwijzing naar artikel 238 door een verwijzing naar artikel 311).

B I J L A G E N .AGGLOMERATIEVERKIEZINGEN.

Model I.B.

ONDERRICHTINGEN VOOR DE KIEZERS.

A. Wanneer er meer dan één raadslid moet worden gekozen.

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 14 uur. Bij het begin van de stemming of gedurende de verrichtingen, kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, de namen van de kiezers laten afroepen. Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 14 uur. Kiezers die zich te 14 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen.

3. De samen voorgedragen kandidaten zijn in een zelfde kolom van de stembiljetten ondergebracht in de volgorde van de voordracht. De volgorde van de lijsten of de stembiljetten is door het lot aangewezen.

4. Indien de kiezer zich kan verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan maakt hij in het stenvak bovenaan op de lijst van die kandidaten het helle stipje zwart met het te zijner beschikking gestelde potlood. Hij landelt evenzo wanneer hij zijn stem aan een alleenstaande kandidaat wil geven.

Wil hij stemmen voor een kandidaat van een lijst, dan maakt hij het helle stipje zwart in het stenvak achter de naam van de kandidaat van zijn keuze.

.../...

5. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor die brief.

Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht, toont hij aan de voorzitter zijn rechthoekig gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus. Hij krijgt zijn oproepingsbrief terug, afgestempeld door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter en verlaat de zaal. Indien het stembiljet door de kiezer hoe weinig ook beschadigd of gescheurd is, wordt het dadelijk teruggenomen en onbruikbaar gemaakt en moet de kiezer op nieuw stemmen.

6. De kiezer mag zich niet langer in het stenhokje ophouden dan nodig is om zijn stembiljet in te vullen.

7. Ongeldig zijn :

- 1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd;
- 2° de biljetten waarop geen stem is uitgebracht;
- 3° de biljetten waarop :
 - a) hetzij meer dan één lijststem is uitgebracht;
 - b) hetzij meer dan één naamstem is uitgebracht;
 - c) hetzij een stem bovenaan op een lijst en tegelijk een stem voor een kandidaat van een andere lijst is uitgebracht;
- 4° de biljetten waarvan de vorm of afmetingen veranderd zijn of die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten;
- 5° de biljetten waarop een teken, een doorhaling of een door de wet niet geoorloofd merk aangebracht is waardoor de kiezer herkend kan worden.

.../...

8. Hij die stent zonder daartoe het recht te hebben of zonder geldige volmacht in de plaats van een ander stent, is strafbaar.

B. Wanneer er niet meer dan één raadlid moet worden gekozen.

1. en 2. (zoals hierboven).

3. De namen van de kandidaten staan op het stembiljet naast elkaar in de volgorde door het lot aangewezen.

4. De kiezer brengt zijn stem uit voor een kandidaat door in het stenvak boven diens naam het stipje zwart te maken met het te zijner beschikking gesteld potlood.

5. en 6. (zoals hierboven).

7. Ongeldig zijn :

1° en 2° (zoals hierboven);

3° de biljetten waarop meer dan één stem is uitgebracht;

4° en 5° (zoals hierboven).

8. (zoals hierboven).

Model II. B.

(bedoeld in artikel 30 van de gemeentekieswet, aangepast bij artikel 37 van de wet op de agglomeraties en de federaties van gemeenten).

AGGLOMERATIE
(FEDERATIE)

.....

Verkiezing van ... agglomeratie (federatie) raadsleden.

de

(KEERZIJDE van het model II B)

ONDERRICHTINGEN VOOR HET DRUKKEN VAN DE STEM BRIEF.

- 1° Indien de kandidaten dezelfde familienaam hebben, wordt hun voornaam er bijgevoegd.
- 2° De kandidatenlijsten worden op het biljet naast elkaar ingeschreven. Boven de naam van elke afzonderlijke kandidaat en boven elke kandidatenlijst staan een stenvakje en een volgnummer in Arabische cijfers van ten minste 1 centimeter hoog en 4 millimeter breed.

Een kleiner stenvakje wordt naast de naam van iedere kandidaat geplaatst, behalve naast die van de alleenstaande kandidaten.

De stenvakjes zijn zwart met in het midden een cirkeltje van dezelfde kleur als het papier en met een doormeter van 4 mm.

De namen van de kandidaten worden volgens de voordrachtsorde vermeld in de kolom voorbehouden voor de lijst waartoe zij behoren.

De lijsten worden op het biljet naar hun volgnummer geplaatst.

De volgnummers worden bij opeenvolgende lotingen toegekend. Een eerste loting geschiedt onder de volledige lijsten ; de volgende loting onder de onvolledige lijsten.

.../...

Desnoods kan het bureau beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in eenzelfde kolom worden ondergebracht. Zo daar aanleiding toe is, bepaalt het bij speciale lotingen de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten, welke in die kolommen zijn op te nemen.

Voor de toepassing van de vorenstaande bepalingen worden de alleenstaande kandidaten geacht een onvolledige lijst te vormen.

3° De oppervlakte van het stembak bovenaan de lijst bedraagt ten minste het dubbel van die der zijstembakken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

conseiller d'Etat,
staatsraad,

président,
voorzitter,

Madame : J. MASQUELIN,
Mevrouw : G. CISELET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs : P. DE VISSCHER,
de Heren : M. VERSCHELDEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, auditeur, G. BOLAND et G. PIQUET, substitués de l'auteur général.

La note du bureau de coordination a été présentée par M. Ch. MENDIAUX, membre adjoint dudit bureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. M. DUMONT, auditeur, G. BOLAND en G. PIQUET, substituut-auditeurs-generaal.

De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door de H. Ch. MENDIAUX, adjunct-lid van dit bureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN.

(s) G. VAN BUNNEN.